



FORMULE

La facture iranienne

PLUS de 1 milliard de dollars : telle est la somme que Paris vient de s'engager à verser à Téhéran avant la fin de 1992, pour mettre un terme au contentieux financier qui l'oppose à l'Iran depuis 1979, lorsque les dirigeants de la République islamique décidèrent d'abandonner le programme nucléaire qui avait été mis sur pied cinq ans plus tôt par le Shah, avec la coopération de la France.

C'est en 1974, en effet, que Reza Pahlavi - qui ne faisait pas mystère de son intention de doter l'Iran d'une arme nucléaire - avait prêté 1 milliard de dollars à la société Eurodif, qui produit de l'uranium enrichi. Arrivé au pouvoir en 1979, les ayatollahs gélèrent le programme, d'où le contentieux qui vient d'être réglé, après que la France eut déjà remboursé à Téhéran, au moment de la libération des otages détenus au Liban, plus de 600 millions de dollars.

« La facture » iranienne dépasse cependant ces sommes. L'Etat français s'est en effet engagé à indemniser lui-même les entreprises françaises qui ont été lésées par le dédit des ayatollahs : Eurodif, mais aussi Framatome, Sphé-Battignolles et Alsthom, qui avaient commencé à construire une centrale nucléaire en Iran. C'est dire que la malheureuse coopération nucléaire lancée en 1974, va finalement coûter à la France le bagatelle de douze ou treize milliards de francs, encore qu'il ne faille pas oublier que le prêt iranien était en francs 1974, et qu'il a depuis produit des intérêts.

L'accord secret signé dimanche 29 décembre à Téhéran par M. François Schœrer, secrétaire général du Quai d'Orsay, devrait permettre aux entreprises françaises, estime-t-on en haut lieu, de revenir en force sur le marché iranien. Peut-être. Mais à deux conditions, qui sont encore loin d'être remplies : la première, c'est que les autorités de Téhéran ne prennent pas prétexte des suites éventuelles de l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar pour se lancer dans une nouvelle campagne anti-française. Le traitement infligé ce week-end à un diplomate suisse en poste en Iran est, de ce point de vue, de mauvais augure.

La seconde condition réside dans les insuffisances de l'accord signé : ce texte ne règle en rien la question de l'appartenance de l'Iran à Eurodif. L'Etat islamique en est toujours actionnaire et refuse de renoncer à ses droits d'enlèvement d'uranium enrichi. Or, depuis la guerre du Golfe, l'Iran ne cache plus son intention de relancer son programme nucléaire militaire. Paris risque donc, à terme, de voir rebondir la crise : nous ne sommes plus dans les années 70 et il serait impensable que la France contribue à la prolifération nucléaire en acceptant que de l'uranium enrichi prenne le chemin de l'Iran. Le voudrait-elle, d'ailleurs, que les Etats-Unis, déjà aux aguets, crèlent au loup.

Décidément, M. Roland Dumas a été bien inspiré de reporter la visite qu'il voulait faire à Téhéran pour préparer un déplacement plus solennel de M. Mitterrand. On peut trop craindre que le coûteux normalisation qui vient d'intervenir ne soit que provisoire.

Lire nos informations page 2b

M0147 - 1231 0 - 6.00 F



Les dirigeants des onze Républiques de la CEI réunis à Minsk

L'Ukraine et le Kazakhstan s'efforcent de contenir l'influence de la Russie

Les dirigeants des onze Républiques de la Communauté d'Etats Indépendants (CEI) se sont réunis lundi 30 décembre à Minsk, capitale de la Biélorussie. L'économie et la politique de défense étaient au centre des débats, ces deux questions n'ayant pas été tranchées lors du sommet d'Alma-Ata du 21 décembre. L'Ukraine et le Kazakhstan veulent limiter au maximum les compétences de la CEI, trop influencée, selon eux, par la Russie.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Minsk, la capitale de la Biélorussie, qui a donné naissance, il y a trois semaines, à la Communauté des onze Républiques slaves, devait-elle voir, lundi 30 décembre, la désintégration de la Communauté des onze Républiques, ébauchée il y a dix jours à Alma-Ata ? C'était un risque sérieux, puisque le premier ministre de Biélorussie, M. Viatcheslav Kebitch, a jugé bon de l'évoquer, en accueillant,



dimanche dans sa capitale, les premières délégations « étrangères » de l'ex-URSS.

En affirmant qu'il fallait « tout faire pour éviter une désintégration » à Minsk, M. Kebitch a confirmé que l'Ukraine ne signera pas les projets de statuts que les experts ont préparés pour la Communauté. Les déclarations, ces derniers jours, de responsables ukrainiens et autres laissent en effet prévoir qu'on ne devrait pas aboutir à une Communauté avec un statut égal pour tous ses membres, mais à

une Communauté « à géométrie variable ». Cela dans le meilleur des cas. Le 21 décembre, déjà, à Alma-Ata, onze présidents avaient certes décidé de créer, pour leur nouvelle Communauté, un conseil des chefs d'Etat et un Conseil des chefs de gouvernement - aux statuts et pouvoirs qui risquent de rester encore une fois indéterminés, - mais ils n'avaient pu se mettre d'accord sur un « conseil de défense ».

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite et nos informations page 4

Avant le deuxième tour des élections

Les islamistes algériens se veulent rassurants

Après la victoire du Front islamique du salut au premier tour des élections législatives en Algérie, ses adversaires ont réagi en l'accusant d'irrégularités et en appelant à un regroupement des forces démocratiques avant le second tour, le 16 janvier. Quant au FIS, se voulant apaisant, il se défend de vouloir bouleverser les institutions, et a indiqué qu'il était disposé à « cohabiter », sous conditions, avec le chef de l'Etat.

D'un totalitarisme l'autre ?

ALGER

de notre envoyé spécial

L'Algérie va-t-elle tomber de Charybde en Scylla, changer de régime totalitaire le plus démocratiquement du monde, en passant des mains de FLN dans celles du Front islamique du salut (FIS) ? Ce n'est peut-être pas ce qu'on veut les millions d'électeurs qui ont apporté leurs suffrages aux islamistes, mais, entre deux maux, beaucoup ont cru bien faire en choisissant le moindre. Le pays était en panne de projet. Mais les « frères » - comme on surnomme ici les islamistes - en avaient un. Un projet bien particulier, qui, renvoyant dos à dos socialistes et capitalistes, s'appuyait sur la loi divine.

Avant même d'être autorisé à s'organiser en parti - chose faite

au mois de mars 1989 - les « Verts » avaient patiemment commencé à rassembler sous la bannière de l'islam la volonté hétéroclite de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, voulaient en finir avec une certaine Algérie. Des intellectuels d'abord. Beaucoup de ceux qui, entre 1965 et 1975, avaient applaudi au discours nationaliste de feu l'ex-président Boumedienne, en sont venus à le contester, le jugeant trop marxiste, trop éloigné de la culture arabo-musulmane.

Dans le cadre d'un système totalitaire qui ouvrait peu d'espace à la liberté d'expression, le FLN n'en a pas moins laissé se développer en son sein un courant de pensée islamique.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite et l'article d'ALEXANDRE BUCCIANTI page 3

1991, l'année des rois nus

par André Fontaine

Saddam Hussein a capitulé, mais il est toujours en place. Boris Eltsine s'est débarrassé de l'URSS et de Gorbatchev, mais il se cache à peine de vouloir établir son hégémonie sur les dix Républiques ex-soviétiques qui essaient de maintenir avec la Russie un minimum de liens organiques. Il n'y a plus un seul gouvernement en Europe à se réclamer du marxisme-léninisme, mais son effondrement a laissé derrière lui des naufrages que leur désastre expose aux plus tentations, y compris,

comme c'est déjà le cas en Yougoslavie et au Caucase, celle de la guerre civile. Les douze de la CEE ont pris à Maastricht, sur la route de l'union politique et monétaire, des décisions qui se voulaient « historiques », mais l'écueil n'était pas si sûr que leurs contradictions apparaissent une fois de plus au grand jour.

Les deux Corées se sont officiellement réconciliées, mais on se pose toujours des questions sur les intentions réelles de celle du Nord. Des accords de paix ont été conclus au Cambodge, en Amérique centrale, en Afrique australe.

La plupart des otages du Liban ont été libérés. L'Assemblée générale des Nations unies a annulé sa résolution de 1975 assimilant le sionisme au racisme. La guerre civile a pris fin en Ethiopie par l'effondrement du régime communiste, et Frederick De Klerk a courageusement proclamé la mort de l'apartheid, mais on ne compte pas, sous les tropiques, les pays où l'on se bat encore. L'Algérie a, pour la première fois de son Histoire, voté librement, mais la forte poussée des fondamentalistes soulève bien des interrogations pour l'avenir. On a vu, au sud du

Sahara, plusieurs despotes renversés par la force, et d'autres, pour la première fois dans cette partie du monde, s'incliner devant le verdict des urnes, mais Mobutu n'est pas seul à perpétuer le règne de la ploutocratie et de l'arbitraire. Enfin, l'ouverture à Madrid, sous les auspices conjoints des Etats-Unis et d'une Union soviétique qui n'avait plus rien à leur refuser, de la négociation tant attendue entre Israël et ses voisins arabes ne saurait faire oublier ni la complexité de la tâche ni la mainmise de la Syrie à la main sur le Liban.

Lire la suite 2.

Sportifs bon marché

Les clubs européens puisent abondamment dans la « main-d'œuvre » venue de l'Est

par Philippe Broussard

L'histoire court plus vite que les champions. En quelques semaines, le sport mondial a vu s'effondrer un empire bardé de médailles et drapé de rouge. L'URSS n'est plus. Ses athlètes non plus. Ils rentrent aux vestiaires, emportant avec eux 435 titres olympiques conquis depuis 1952. Le drapeau frappé du marteau et de la faucille ayant quitté la crête de Krenlin, il n'y a aucune raison pour qu'il flotte sur Albertville lors des prochains Jeux d'hiver. Ce ne sont pas des Soviétiques mais des représentants de la Communauté des Etats indépendants, champions de partout et de nulle part, qui seront en Savoie du 8 au 23 février 1992.

Qu'ils soient Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Ouzbeks ou Kazaks, il a été convenu à la hâte qu'ils défendraient tous derrière la bannière de Polympisme, frappée des cinq anneaux. En cas de victoire, ils écouteront l'hymne olympique, et aucun autre. Ces décisions, prises dans le feu des événements de l'ex-URSS, illustrent le désordre du sport dans les anciens pays communistes. A Moscou, les fédérations ne savent plus à quel Etat se vouer. A Sofia, les clubs man-

quent d'argent. A Bucarest, les dirigeants cherchent des « sponsors » généraux en devises. Conséquence : les champions, eux, optent pour l'exil. Les nouveaux maîtres du sport en provenance de l'Est se comptent par milliers.

Dans les pays occidentaux, la « main-d'œuvre » originaire de l'Est est extrêmement précieuse. Des « experts » s'activent, capables de fournir un deuxième-ligne albanais à un club italien de rugby ou un pivot tchèque à une équipe belge de basket-ball. Les dirigeants dans le besoin cèdent leurs meilleurs éléments. Ravis de pouvoir monnayer leur talent, ceux-ci ne se font pas prier.

Ainsi quinze coureurs cyclistes de l'armée rouge évoluent-ils en France dans l'espoir d'y mener une carrière professionnelle. Ils ont été entraînés par Didier Louis, un directeur sportif qui souhaite ouvrir un magasin de cycles à Moscou. En attendant un contrat « pro », ces jeunes gens disputent des compétitions amateurs richement dotées. Certes, dans un sport comme le football, le phénomène n'est pas nouveau.

Lire la suite page 8

Pascal Quignard

Tous les matins du monde

roman



nrf

GALLIMARD

Washington dénonce le « protectionnisme » japonais

Dans sa tournée en Asie, commencée lundi 30 décembre, le président Bush entend plaider la cause des exportateurs américains.

page 14

Un attentat à Beyrouth-Ouest

L'explosion d'une voiture piégée dans un quartier à majorité musulmane a fait plusieurs morts et des dizaines de blessés.

page 20

Les efforts de paix en Yougoslavie

Un point de vue de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

page 5

Le sort des déboutés du droit d'asile

Sept mille personnes seront régularisées mais treize mille cinq cents autres devront quitter le territoire français.

page 7

Vent frais à la Cinéma-thèque

Sous la présidence de M. Jean Saint-Geours, la Cinéma-thèque française, désormais dirigée par M. Dominique Faïti, rénove ses locaux et sa programmation, et réfléchit à un musée moderne du cinéma.

page 13

Un bilan des marchés financiers

Quatre pages spéciales dressent un bilan des principales places financières.

pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve page 2b

1991

L'année des rois nus

Suite de la première page

C'est dire qu'on était assez loin en fin d'année de ce « nouvel ordre international » dont George Bush avait émis, au lendemain de la guerre du Golfe, le pouvoir d'instaurer l'avènement comme acquis, mais sur lequel il se garde bien désormais d'insister. La reprise économique tant attendue tardait à venir, la guerre des tarifs commerciaux et des taux d'intérêt rebondissant de part et d'autre de l'Atlantique et du Pacifique, ses conceptions étaient d'ailleurs de plus en plus nombreuses à lui demander de vouloir bien s'occuper un peu moins des Kurdes et un peu plus de leurs propres intérêts.

L'Irak à terre

Un mot revenait souvent, en cette fin de 1991, sous la plume des éditorialistes américains : *hunker* (« la queue de bois »). Après l'inquiétude générale qu'avait soulevée en début d'année l'imminence des hostilités dans le Golfe, la promptitude victorieuse, une fois déclenchée la bataille terrestre, des armées coalisées contre l'Irak avait provoqué non seulement un formidable soulagement, mais un enthousiasme quasi général, portant la cote de popularité de George Bush à un sommet jamais atteint. Qu'elle ait spectaculairement baissé depuis, du fait de la récession économique, ne saurait faire oublier l'ampleur des bouleversements qu'a entraînés la défaite du maître de Bagdad.

L'Amérique a effacé l'humiliation du Vietnam, de l'Iran, de l'Afghanistan : le roi Saddam Hussein est nu. Il n'a réussi ni à mobiliser les masses arabes derrière lui, ni à empêcher les colonnes alliées de bousculer, sans que le moindre avion s'oppose à leur progression, une armée dont on avait un peu vite proclamé qu'elle était la quatrième du monde. Après avoir déclaré *urbi et orbi* que jamais il ne renoncerait au Koweït, devenu « pour toujours » la « dix-neuvième province de l'Irak », après avoir écarté toutes les perches tendues par les Nations unies, par l'URSS ou par la France, après avoir agité la menace d'un recours aux armes chimiques ou bactériennes, il lui a bien fallu accepter, le 28 février, la totalité des conditions posées par les Nations unies : les pertes de son armée se chiffraient par dizaines de milliers, contre moins de cinq cents à la coalition alliée, le potentiel économique était très largement détruit, et les formations adverses avaient déjà avancé profondément à l'intérieur de l'Irak.

Logiquement, un tel désastre aurait dû entraîner sa démission rapide. Or, à défaut, son éviction. George Bush n'avait-il pas publiquement invité les sujets du « dictateur », le 15 février, à « prendre les choses en main » et à « obliger à céder la place » ? Les chefs de l'opposition irakienne, réunis quelques jours plus tard à Damas, avaient repris cet appel à leur compte. Du coup, les chutes du sud-est du pays s'étaient aussitôt soulevées. Les États-Unis n'allaient pourtant pas lever le petit doigt pour leur venir en aide, laissant les forces de Saddam les massacrer sans vergogne.

Aucune explication officielle n'a été donnée de cette attitude pour le moins déconcertante. Mais la raison paraît simple : à tant faire, les monarchies du Golfe préféraient voir régner à Bagdad un Saddam affaibli plutôt qu'un chite dévoué aux intérêts d'un Iran dont elles se méfiaient toujours autant. Il aura fallu que la tragédie se répète et s'amplifie chez les Kurdes, qui avaient eux aussi naïvement cru dans la valeur des promesses américaines, pour que l'émotion de l'opinion internationale, relayée par les gouvernements français et britannique, contraigne Washington à reconnaître l'existence d'un « devoir d'ingérence » et à envoyer des troupes sur place pour arrêter la répression. Depuis, Saddam a dû, de fort mauvaise grâce, se plier à plusieurs reprises aux injonctions des Nations unies, notamment lorsqu'il s'est agi de laisser leurs inspecteurs s'assurer sur place que la fabrication d'armes nucléaires ou chimiques était bien arrêtée. Le moins qu'on puisse dire est qu'il lui faudra beaucoup de temps avant d'être en mesure de contre-carier à nouveau les ambitions des États-Unis au Proche-Orient.

Arabes et Israéliens face à face

Ces ambitions ne sont pas nouvelles : il s'agit toujours de mettre fin, par un règlement général, au

cycle infernal des guerres qui, depuis 1947, ont si souvent ensanglanté la région. De ce point de vue, la mise hors de combat de Saddam Hussein représente un atout majeur, dans la mesure où il n'avait cessé de manifester l'intention la plus violente à l'égard d'Israël. Non seulement l'OLP a perdu ainsi son meilleur soutien, mais les monarchies du Golfe lui ont coupé les vivres pour la punir d'avoir pris le parti de Bagdad contre le Koweït.

Le revirement de l'URSS a fait le reste. Elle n'avait cessé d'appuyer les régimes arabes les plus durs : tout au long de la crise du Golfe, et à la grande surprise de Saddam, elle s'est alignée sur la position américaine. Elle n'a pas hésité à copatronner avec les États-Unis la conférence israélo-arabe de Madrid. Mais son effacement a eu une autre conséquence : l'État hébreu a beaucoup perdu, pour Washington, de l'intérêt stratégique qu'il présentait aux beaux temps de la guerre froide. Or il est à la recherche des 10 milliards de dollars nécessaires pour installer les centaines de milliers de juifs que Moscou laisse dorénavant émigrer à leur guise.

C'est dire que les Américains disposent désormais de certains moyens de pression sur Jérusalem. A défaut, on peut douter qu'Ilzhak Shamir se serait laissé persuader de venir à Madrid. Mais il n'est pas homme à céder autrement que pied à pied, et il compte bien utiliser à fond, en cette année où George Bush va solliciter le renouvellement de son mandat, la puissance du lobby sioniste d'outre-Atlantique.

C'est dire que, dans la meilleure hypothèse, il faudra du temps pour trouver une solution au problème palestinien, comme d'ailleurs au problème kurde, dont la Turquie admet maintenant, même s'il se pose chez elle en termes très différents, qu'il n'est pas limité à l'Irak.

Le Liban sous la houlette syrienne

En fait, une seule question a été réglée dans cette partie du monde, et encore à des conditions dont nul n'a lien d'être fier : on veut parler du Liban. En l'année précédente sous la protection des services de renseignement de Damas, son président, Elias Hraoui, n'a pas hésité à faire appel à l'armée syrienne pour qu'elle le débarrasse du général Aoun, qui s'obstinait, à la tête d'une petite armée, à défier son « pouvoir ».

On ne pouvait compter pour s'y opposer sur les États-Unis, trop heureux que la Syrie de Hafez El Assad, irréductible adversaire de Saddam Hussein, se soit rangée de leur côté pendant la guerre du Golfe. Quant à la France, tout ce qu'elle a pu faire cette fois a été, lorsque Aoun eut reconquis son échec, d'accueillir ce dernier, d'abord dans son ambassade à Beyrouth, puis à Marseille. La guerre civile qui avait duré quinze ans n'était maintenant terminée. Mais Hraoui a accepté de signer avec la Syrie un traité qui consacre le passage du Liban sous son protectorat.

La fin de l'URSS et de Gorbatchev

Roi nu, vient-on de dire de Saddam. La même expression vient à l'esprit à propos de Gorbatchev, dont la démission, le jour de Noël, n'a surpris personne, tant son pouvoir, au fil des mois, s'était effiloché. C'est en vain que, pour faire échec à Boris Eltsine, dont il avait antérieurement dénoncé « le manque de maturité politique (...), la démagogie (...), la vanité démesurée », il s'était appuyé en début d'année sur les conservateurs, allant jusqu'à commettre l'imprudence de faire entrer en force au gouvernement les futurs putschistes. Malgré tous les efforts de celui qui aura été le dernier secrétaire général du parti, le dernier successeur de Lénine, Eltsine, qui n'avait pas hésité en février à demander sa « démission immédiate », a réussi le mois suivant à imposer l'élection du président de la Russie au suffrage universel. Le 12 juin, il s'est fait plébisciter à ce poste par 57 % des votants, 17 % seulement allant au candidat du parti.

Que pouvait contre lui un Gorbatchev qui n'avait jamais osé se soumettre à l'arbitrage du suffrage universel ? Il ne lui restait plus qu'à se résigner à s'entendre avec lui pour essayer d'éviter cette catastrophe que serait à ses yeux un éclatement de l'Union soviétique.

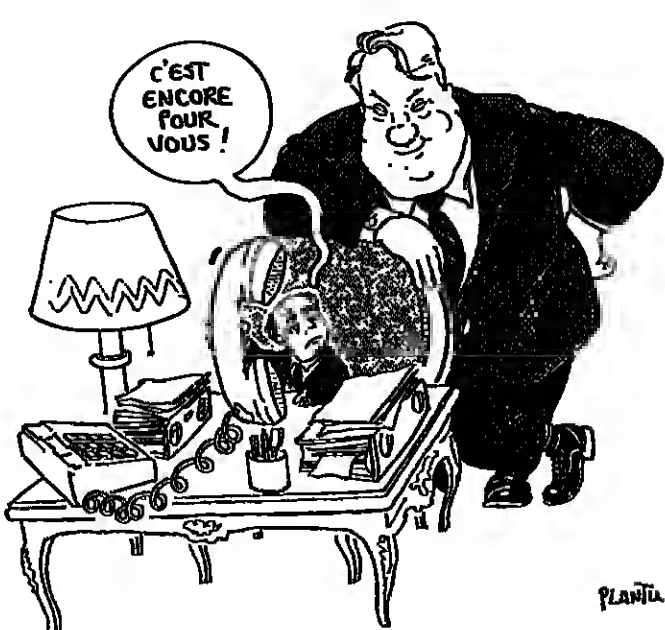
En s'appuyant sur les résultats du référendum du 17 mars, qui avait donné une majorité de 80 % aux partisans du maintien de l'Union -

mais les États baltes, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie s'étaient tous à l'écart, - il s'attacha à négocier un traité de l'Union destiné à définir les liens entre les différentes Républiques déterminées à être désormais « souveraines ».

Il était à la veille de le signer, mais seulement avec la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan lorsque, le 18 août, une demi-douzaine de ministres et de généraux nostalgiques, dont les chefs du KGB, prirent prétexte de son prétendu mauvais état de santé pour annoncer sa destitution, alors qu'il se reposait en Crimée, et son remplacement par le vice-président Ianaev. Est-ce l'annonce de la signature du traité qui a précipité le putsch ? Ou bien la décision du comité central, à la fin juillet, de proposer au congrès du parti, comme le demandait Gorbatchev, l'abandon du dogme de la lutte des classes, une idéologie social-démocrate devant se substituer au marxisme-léninisme ? On en débatta sans doute longtemps. Toujours est-il que les conjurés, dont la proclamation ne contenait pas la moindre référence

aux troupes fédérales se sont réjouis à l'évacuer une Slovaquie qui avait massivement proclamé son indépendance, c'est parce que son peuple est à tous égards remarquablement homogène. La situation est toute différente en Croatie où les Serbes représentent quelque 12 % de la population et sont regroupés dans des régions voisines de la Serbie. Histoire, religion, idéologie, tout nourrit malheureusement l'antagonisme devenu viscéral de deux peuples qui ne se font aucune confiance l'un à l'autre.

Chacun, dans leur divorce, a une part de responsabilité qu'il rejette. Les Croates nient avoir commis la moindre exaction à l'égard des Serbes, et ceux-ci les accusent d'avoir tiré les premiers. Les autorités de Belgrade cherchent manifestement à incorporer par la force, à une grande Serbie ou à une petite Yougoslavie, la totalité des territoires où vivent des Serbes, oubliant le peu de cas que, dans les deux régions « autonomes » sous leur contrôle, elles font des Albanais, fortement majoritaires au Kosovo, et des Hongrois, qui



(Dessin paru dans le Monde du 24 août.)

au socialisme ou au parti, mais seulement à la « patrie en danger » avaient bien mal préparé leur coup.

On gardera, de ces journées décisives pour l'histoire du monde, l'image des milliers de Moscovites décidés à empêcher la progression des blindés destinés à prendre le contrôle de la capitale, celle de tankistes qui n'avaient manifestement aucune envie de tirer sur la foule, et surtout le contraste entre les mains tremblantes de Ianaev, au cours de la conférence de presse du nouveau « pouvoir », et la mâle assurance d'Eltsine debout sur un char.

Le résultat de cette lamentable équipée aura été l'accélération de ce même processus que les putschistes cherchaient à enrayer. Le Parti communiste, dont Eltsine avait tenté de faire le pivot, est dissous et ses biens sont confisqués. Il n'est plus question de s'opposer à l'indépendance des Républiques baltes ou caucasiennes, dont l'exemple, vite contagieux, a été suivi par l'Ukraine le 1^{er} décembre. En lieu et place du traité de l'Union, dont elle ne veut pas entendre parler, est créée à son initiative une Communauté des États indépendants à laquelle se rallient, à la seule exception de la Géorgie, ce plein nombre de Républiques de l'ex-URSS. Celles d'entre elles qui ont des armées nucléaires sur leur territoire auront un droit de regard sur leur emploi, étant entendu que seul le président russe aura un droit sur le « bouton ».

L'avenir dira si et comment, face à la débâcle économique dans laquelle s'enfoncent les États membres de la nouvelle Communauté, ils trouveront un moyen d'arbitrer leurs inévitables différends. En tout cas, il n'existera pas de poste pour Gorbatchev dans cette nouvelle configuration, et il a démissionné de ses fonctions, certes contraint et forcé, le 25 décembre, avec beaucoup de dignité, sans exprimer quelques doutes, largement partagés à l'étranger, sur la viabilité de la CEI. Ce ne sont pas les décisions contradictoires prises à quelques jours de distance par la direction russe quant au rôle des contingents soviétiques établis dans les régions disputées du Caucase qui suffiront à les apaiser.

Le drame yougoslave

Quelle que soit leur gravité cependant, les troubles qui agitent l'ex-Union soviétique sont loin d'atteindre pour le moment celle du drame qui, depuis le mois de juin, ensangante ce qu'il faudra bientôt appeler l'ex-Yougoslavie. Si, après quelques jours de combat,

représentent 40 % de la population de la Voïvodine.

Entre des peuples aussi persuadés de leur bon droit les tentatives de médiation sont vouées à l'échec, comme on put s'en convaincre tout à tour les envoyés de la CSCE, de la CEE et des Nations unies. N'ont atteint plus ou moins leur but que des missions humanitaires, comme celle dont Bernard Kouchner a pris l'initiative, ou la négociation de trêves locales à portée très limitée. Plus grave, les Douze, qui avaient affirmé à Maastricht, au début décembre, leur volonté de parvenir à une politique étrangère commune, ont agi en ordre dispersé. L'Allemagne s'empresse de reconnaître l'indépendance des Républiques sécessionnistes sans attendre que celles-ci aient clairement manifesté leur intention de remplir les conditions posées par les ministres des affaires étrangères de la Communauté.

Cette décision répond indiscutablement à l'attente de l'opinion d'outre-Rhin. C'est une simplification abusive de l'explication essentiellement par la nostalgie du temps des Habsbourg ou du *Drang nach Osten*, de la poussée vers l'est, chère au Reich wilhelminien. Des millions d'Allemands ont gardé le meilleur souvenir de leurs vacances dalmates, et les *Gastarbeiter*, les travailleurs immigrés exotiques ou slaves, sont nombreux dans les villes de la République fédérale à dénoncer l'agression serbe. Il n'est au demeurant pas contestable que Belgrade essaie de modifier sa frontière par la force et que, si elle y parvient, elle aura créé un bien fâcheux précédent. Il n'empêche que, venant après une réunification menée tambour battant sans trop se soucier de l'avis des grands alliés, le gouvernement Kohl a montré à la limite de l'engagement européen, qu'il n'avait pas de mots trop forts, à Maastricht, pour défendre.

L'Allemagne n'est plus un « nain politique »

Venant sur ces cotefrises, la décision de la Bundesbank de relever les taux d'intérêt n'a pu que donner des arguments à ceux qui redoutent de voir notre voisin retourner à ses rêves de domination passés. Là aussi, bien sûr, les explications rassurantes ne manquent pas : outre que la Banque centrale allemande, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, est constitutionnellement indépendante du pouvoir, c'est un fait que le coût très élevé de la réunification a généré une poussée inflationniste très supérieure à ce que peut supporter une opinion qui n'a pas oublié la banqueroute des deux après-guerres.

Il n'empêche : le temps où l'on pouvait parler de l'Allemagne comme d'un « nain politique » est révolu, et il est plus que temps, si l'on veut se prémunir contre un nouveau saut de querelles intra-européennes, d'aller de l'avant dans la construction des deux unions politique et monétaire sur les principes desquelles on s'est entendu à Maastricht. C'est en tout cas la volonté de la France et de l'Allemagne qui, pour bien la manifester, ont décidé de créer un corps d'armée commun, autour duquel devrait s'édifier une véritable défense européenne.

Dire que cette annonce ait suscité partout un égal enthousiasme serait très excessif. A Washington comme à Londres, on considère toujours que c'est à l'OTAN qu'il appartient de fournir le cadre essentiel de la défense commune, et plusieurs pays de l'Est européen, rendus à eux-mêmes par la disparition du pacte de Varsovie, ont manifesté le désir de s'y joindre, ou tout au moins de conclure, comme on l'a proposé à Bruxelles, des accords d'association. Il n'est pas jusqu'à la Russie de Boris Eltsine qui ne se soit déclarée candidate. Disons que la nécessité est évidente de structurer au mieux une partie du continent où les nationalités sont trop imbriquées pour ne pas faire redouter une contagion du dissentiment yougoslave, un temps dévié du passage obligatoire à l'économie de marché accumule les rançures, les déceptions, les difficultés de tous ordres.

Aussi bien que ce qui est vrai dans le domaine de la sécurité ne l'est-il pas moins sur le plan économique : l'élargissement de la CEE est à l'ordre du jour, la question étant de savoir si, et à quelles conditions, il serait possible sans que sa cohésion s'y dilue par trop. De la Suède à la Turquie, en passant par la Tchécoslovaquie, la Suisse et l'Autriche, on ne compte plus en tout cas le nombre des impétrants, déclarés ou virtuels. Tant il est vrai que l'intégration à un ensemble institutionnel qui a fait ses preuves paraît constituer le meilleur remède à la désintégration provoquée par l'effacement du gendarme soviétique.

Le nouveau risque nucléaire

De cette désintégration, l'aspect le plus préoccupant pourrait bien être celui qui a trait au nucléaire. Le mauvais état d'un certain nombre de réacteurs dispersés du fond de la Russie à la Belgique, et qu'on n'ose artifice de crainte d'aggraver encore la pénurie et donc le coût de l'énergie, fait planer le risque de nouveaux Tchernobyl. Rien ne garantit, contrairement à ce qu'on a juré d'une même voix Gorbatchev et Eltsine, qu'un certain nombre d'armes atomiques tactiques n'échappent pas au contrôle du gouvernement russe, pour tomber dans les mains de trafiquants ou de malheureux gouvernements mentaux ou mafieux. Ni que certains techniciens de l'ex-URSS, que la conjoncture réduit quasiment à la misère, hésiteront à se mettre au service de potentats désireux de se doter de la fameuse bombe. Saddam Hussein a bien réussi après tout à s'en procurer les éléments supérieurs d'un certain nombre de sociétés occidentales : la Chine, de son côté, ne semble pas trop regardante dès lors qu'elle peut y trouver son profit.

Au-delà de ce risque, on ne saurait oublier celui que Giorgi Arbatov, très proche collaborateur de Gorbatchev, avait évoqué en 1988 dans une interview destinée aux Américains : « Vous osez-vous faire un terrible cadeau, leur avait-il dit, nous allons vous priver d'ennemi ». Ainsi l'ennemi avait-il évoqué, au lendemain de la guerre de 1870, le jour où l'humanité deviendrait un grand empire romain pacifié et n'ayant plus d'en-

nemis extérieurs ». Ce serait alors, poursuivait-il, que « la moralité et l'intelligence courraient les plus grands dangers ».

L'état des sociétés occidentales ne justifie que trop cet avertissement. Du sida au chômage, à la drogue, de la faim à la pollution de l'environnement, ce ne sont pas les menaces qui manquent à l'horizon du village planétaire. Mais la plupart des peuples préfèrent vivre à l'ombre de leur drapeau sans s'occuper, sauf lorsque vraiment la coupe déborde - mais alors il est le plus souvent trop tard - des malheurs des autres.

Il répondront bien sûr que en ces temps de morosité générale, ils ont déjà trop à faire avec leurs propres maux. Aussi bien est-ce un peu partout que les indices de popularité des dirigeants sont en forte baisse. Quand ils ne sont pas, comme en France, en chute libre. Ici aussi, le contraste est saisissant entre l'enthousiasme qui a suivi la fin de la guerre du Golfe et la sinistrose où, pour reprendre l'expression consacrée, baignait en fin d'année la vie économique et politique.

La France morose

La croissance inexorable du chômage, imputable pour une bonne part à la récession mondiale, y est évidemment pour beaucoup, mais aussi le sentiment répandu qu'après dix ans à l'Élysée le président de la République a un peu épuisé les trésors de son sac à malices.

Ni l'appel inattendu à Edith Cresson pour remplacer Michel Rocard à la tête du gouvernement, ni l'annonce tardive d'une révision de la Constitution et de la loi électorale, ni l'accent mis sur l'Europe, ni la soudaine réconciliation des différents « courants » du Parti socialiste, ni les divisions d'une droite incapable de s'entendre sur le nom d'un candidat à la présidence n'auront fait remonter la cote d'un homme qui est devenu, mis à part Deng, Fidel et Kim Il-sung, le doyen d'ancienneté des principaux chefs d'État de la planète et qui subit en plein le phénomène classique de l'usure du pouvoir. D'autant plus que la participation de la France à la guerre du Golfe, présentée à l'époque comme indispensable à la tenue de son rang, ne lui a pas permis pour autant de jouer le moindre rôle dans la négociation israélo-arabe qui s'amorce, et que la réaction initiale de l'Élysée au putsch de Moseou a été plutôt fâcheuse.

C'est le lot des hommes politiques que de passer ainsi de la popularité à l'adversité. L'usure du pouvoir n'est d'ailleurs pas confinée, tant s'en faut, à la France : de la Belgique au Japon, en passant par l'Algérie et l'Afrique, on ne compte pas le nombre de pays où, sous la pression ici des électeurs, ailleurs des scandales, ailleurs encore de la rue, le roi s'est retrouvé nu ou presque et a dû céder la place ou se préparer à le faire.

L'imminence du déclenchement des hostilités contre l'Irak avait marqué les premiers jours de 1991 du signe de l'inquiétude. Les grands espoirs soulevés par le retour de la paix avaient été vite déçus, c'est l'inquiétude encore qui en marque la fin. Soyons sûrs qu'il en ira de même à la fin de 1992 si les grands de ce monde ne parviennent pas, d'ici là, à insuffler à leurs égoïsmes des ambitions à la dimension des formidables défis qui, en cette fin de siècle et de millénaire, assaillent l'humanité tout entière.

ANDRÉ FONTAINE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guio, directeur de la gestion
Manuel Luebert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Ferenzi
Philippe Henrman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

ALGERIE : adn

FIS se dit prêt à

Un totalitarisme

autre

EXTRAORDINAIRE

1550

ÉTRANGER

ALGÉRIE : après le succès des islamistes au premier tour des élections législatives

Le coup d'envoi du second tour des élections législatives, prévu pour le 16 janvier, a été donné, dimanche 29 décembre, à Alger, alors que les résultats définitifs du premier tour n'étaient pas encore publiés. Officieusement, le Front islamique du salut (FIS) aurait obtenu 167 sièges sur les 430 à pourvoir dans la future Assemblée nationale. Se fondant sur leurs propres estimations, les dirigeants du FIS revendiquent 191 députés élus dès le premier tour.

Le succès des islamistes algériens a suscité des réactions partagées dans le monde maghrébin. En Tunisie, le quotidien gouvernemental *la Presse*, soucieux de minimiser la victoire du FIS, a mis l'accent, dans son édition de samedi, sur « l'effacement du FLN ». Seuls les journaux indépendants ont laissé percer une certaine inquiétude, le quotidien *Assabah* s'interrogeant sur le comportement du FIS, soupçonné de vouloir « exercer seul le pou-

voir » et « arrêter le processus démocratique qui lui a permis d'y parvenir ».

Au Maroc, le quotidien *l'Opinion*, organe du mouvement d'opposition *Istiqlal*, prévoit des « lendemains » de second tour « très difficiles », dans la mesure où, « en face du FIS, il n'y a aujourd'hui, comme force organisée capable d'intervenir, que l'armée ». Au Niger, également membre de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le premier ministre, M. Amadou Cheffou, a estimé, dimanche que la victoire du FIS avait créé « une nouvelle équation géopolitique » dans la région, dont il fallait « tenir compte ». Selon lui, il ne fait aucun doute, qu'un second tour « le FIS va l'emporter et qu'ensuite il va vouloir prendre tout le pouvoir ».

Au Soudan, les médias officiels ont qualifié les résultats du premier tour de « victoire pour l'islam » et ont félicité les Algériens d'avoir fait « le bon choix ». Même enthousiasme, en Égypte,

parmi les Frères musulmans (voir l'article de notre correspondant au Caire, Alexandre Bucciantti), et au Pakistan, où le parti fondamentaliste Jamaat-e-Islami, membre de la coalition au pouvoir, a souhaité que les Algériens « fassent l'expérience de l'état islamique ». Mais c'est surtout en Iran que les commentaires de la presse auront été les plus diatribiques. Le quotidien anglophone *Tehran Times*, proche du pouvoir, se réjouit de ce qu'il considère comme « un triomphe indiscutable pour l'idéologie musulmane ». Plus de la moitié des députés iraniens ont, de leur côté, exprimé leur « plein soutien au choix du peuple algérien », soulignant que « la victoire du Coran et de l'islam en Algérie » était « un signe de progrès pour les musulmans en Afrique et partout dans le monde musulman ».

En Israël, en revanche, c'est la consternation. Les médias officiels s'inquiètent de la victoire du

FIS, qui constitue, selon eux, une « menace pour les autres régimes arabes ». Le quotidien indépendant *Yediohot Aharanot* souligne, quant à lui, le danger nucléaire : « L'arme atomique, que l'Algérie s'applique à développer, pourrait se retrouver dans les mains de nos pires ennemis, pour qui la destruction d'Israël est un idéal ».

En France, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vuilleumier, a prudemment estimé qu'il ne fallait pas faire de « procès d'intention » aux dirigeants du FIS. « Il faut voir, une fois que ce parti sera au pouvoir, comment il se comporte et s'il refuse la seule possibilité économique et sociale qui est la coopération avec la CEE et, d'abord, avec la France. » En revanche, selon l'ancien ministre des droits de la femme, M^{me} Yvette Roudy, les résultats du premier tour « représentent une menace pour les libertés en général, et celles des femmes en particulier ». — (AFP, AP, Reuters.)

Le FIS se dit prêt à « cohabiter » avec le président Chadli à certaines conditions

ALGER

de notre envoyé spécial

Après la « Berezina » électorale du FLN, défilé par le Front islamique du salut (FIS), le monde politico-médiatique algérien, groggy à l'annonce du non-vainqueur, s'est réveillé et ressaisi durant le week-end. Il découvre que le processus démocratique, mal maîtrisé, risque de conduire le pays à une impasse : « Le volontarisme changeant », note l'éditorialiste du *Matin*, « a toutes les chances maintenant de déboucher sur un régime, qui, dans le fond, risque de ressembler à celui qui a dirigé l'Algérie depuis trente ans. »

« Touche pas à mes libertés », titre, à la une, le *Quotidien d'Algérie*. Au siège du Front des forces socialistes (FFS), qui s'est moins mal tiré de l'épreuve électorale que les autres partis démocratiques — il annonce vingt-six élus au premier tour —, un militant raconte comment des femmes en pleurs viennent se confier d'avoir mal voté et demander conseil pour réparer

cel instant d'égarement. Des rumeurs, toutes plus folles les unes que les autres, traversent la ville, qui font état de mouvements de troupes suspectes, d'islamistes prêts à en découdre, le Coran entre les dents...

Seul à avoir prôné l'abstention, le Parti de l'Avant-garde socialiste (PAGS), d'obédience communiste, demande l'annulation pure et simple de ce « scrutin anticonstitutionnel » et la « dissolution de tous les partis intégristes totalitaires ». Le gouvernement et le FLN assurent, quant à eux, avec un encrier retard — le ministre de l'Intérieur ne s'était-il pas félicité vendredi du bon déroulement des opérations électorales ? — que les fraudes ont été décelées à la cote du raisonnement. Et l'on apprend ainsi, de sources concordantes, que plus de cinquante contestations ont été déposées auprès du Conseil constitutionnel.

Est-ce pour cette raison que les résultats définitifs n'ont pas encore été rendus publics ? Le Conseil

constitutionnel a reçu, samedi 28 décembre, dans l'après-midi, le dernier procès-verbal et dispose de soixante-douze heures, à compter de ce moment, pour procéder aux chiffres officiels. Le décompte est arrêté à 207 sièges gagnés au premier tour, dont 167 par le FIS et dix-sept par le FLN. Mais, dès samedi, à la lumière de leurs propres calculs, les islamistes s'en attribuent au total 191.

Trouver des parades

Le sonci de tous ceux qu'alarme une victoire du FIS est de trouver les parades nécessaires pour empêcher de franchir le cap de la majorité absolue (216 sièges), voire celui de la majorité des deux tiers, qui pourrait lui permettre de modifier, à sa guise, la Constitution — contre l'avis du président Chadli. Dans cette entreprise hasardeuse, le gouvernement trouve, à ses côtés, le FFS. M. Fenchine Ali, ministre de l'Intérieur, a déclaré, dimanche, au cours d'une

conférence de presse, « les pratiques totalitaires du FIS dans les bureaux de vote » et a réaffirmé son intention de « contester le scrutin dans la légalité ».

Aux yeux de M. Ali Ahmed, qui explique surtout le succès du FIS par « la mobilisation totale de son électorat », « rien n'est perdu : les Algériens sauront rétablir la situation ». En d'autres termes, à Alger, « pour sauver la démocratie, la République, l'Algérie », dans l'espoir de « recréer une dynamique » — avec tous les risques de dérapages et de provocations qu'une telle manœuvre comporte.

De son côté, la gendarmerie nationale s'est réveillée, samedi, une série d'incidents graves, qui ont eu lieu en début de semaine dernière, à Alger et dans ses environs, et au cours desquels deux militaires ont été tués et trois autres blessés. Ces actions terroristes, implicitement attribuées à des islamistes, visaient, selon les autorités, à « instaurer un climat de psychose ». En les ren-

dant publiques, le gouvernement cherche, à l'évidence, à confondre le FIS et à détourner de lui les électeurs du second tour.

Dos rond et patte de velours

Mais le FIS, qui sait sa victoire encore incomplète, fait des ronds et patte de velours, se montrant attentif à « éviter tous les pièges qu'on lui tend ». Au cours d'une conférence de presse, dimanche, M. Abdelkader Hachani, le chef du bureau exécutif provisoire, a nié une quelconque implication de son parti dans ces incidents : « Nous ne sommes en conflit avec personne », a-t-il prétendu. Les sièges d'au moins cinquante intégristes risquent-ils d'être remis en jeu ? « Nous allons les reconquérir », a-t-il répondu, avec un grand sourire.

Mieux encore, M. Hachani a paru avoir abandonné la remise en cause du mandat présidentiel (qui arrive à échéance fin 1993) en annonçant que le FIS n'excluait

pas de « cohabiter » avec le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, « à condition que la future Assemblée nationale ne soit pas déstabilisée de ses prérogatives ». Cependant il n'a pas caché que cette crainte demeure et que le FIS « exigera immédiatement des élections présidentielles anticipées » si elle se vérifiait. D'autre part, M. Hachani a tenu la main au pouvoir pour engager avec lui « un dialogue serré » afin de négocier la libération des chefs islamistes, incarcérés depuis le 30 juin, parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj.

A tous ceux qui, en Algérie et à l'étranger, s'inquiètent du comportement des islamistes non fides installés au pouvoir, M. Hachani a prodigué moult assurances : il n'y aura ni bain de sang, ni règlements de comptes, a-t-il promis. Les libertés publiques seront respectées, les partis d'opposition auront droit de cité...

J. de B.

D'un totalitarisme l'autre ?

Suite de la première page

Il était alors incarné par M. Manouel Kacem, un temps ministre des affaires religieuses et aujourd'hui président de la commission nationale d'arabisation.

Sinon créé, le FIS a naturellement rallié bon nombre d'intellectuels, notamment ceux engagés sur le terrain scientifique, comme M. Abdelkader Hachani, ingénieur en pétrochimie, maintenant chef du bureau exécutif provisoire. Cette intelligentsia a découvert dans le discours intégriste un type de raisonnement comparable au sien, dans la mesure où, pour les islamistes, l'étude de la matière divine relève des sciences exactes.

Plus généralement, la politique d'arabisation a conduit à faire appel à des enseignants qui avaient été formés dans des écoles coraniques et des zawiya (collèges religieux), voire dans des universités arabes à l'étranger comme celle d'El Azhar, au Caire. A leurs élèves, ces maîtres, dont beaucoup étaient issus de milieux ruraux, ont transmis une vision du monde un peu étriquée. Fuit parfois aggraver : plusieurs milliers de coopérants égyptiens, dont un bon nombre avaient subi, chez eux, l'influence fondamentaliste — celle des « Frères musulmans » — n'ont pu faire face à leurs collègues algériens.

Les lectures du Coran

Reste que, sur une population largement analphabète, profondément croyante et ignorante des jeux politiques, le discours islamiste et réducteur du FIS a fait mouche. L'unique imparable : « Voter pour le FIS, c'est voter pour Dieu » ; « Voter contre le FIS, c'est voter contre l'islam ». Pour ceux qui s'y sont laissés prendre, le sérieux de la foi se réduit souvent à l'observation de certains rites — la prière et le ramadan, entre autres. Mais la loi musulmane, ils l'ignorent ; ils se refusent, en tout cas, à admettre qu'il puisse y avoir plusieurs lectures possibles du Coran et que celle qu'en font les islamistes risque de leur réserver de très mauvaises surprises.

Parmi les gens qui ont rejoint les rangs du FIS se retrouvent ceux

qui croient avoir tout à gagner à sa victoire et n'ont pas hésité à lui faciliter financièrement la tâche, en espérant être bientôt payés de retour. Cette bourgeoisie commerçante, dont le système bureaucratique et socialisant du FLN avait paralyisé les activités — sauf à appartenir à la nomenclature — entend prendre sa revanche. Les islamistes ne se font-ils pas les avocats du libéralisme économique — « un mal qui ne nous fait pas peur », dit M. Abdelkader Moghni, l'imam de la mosquée Es Sunna à Alger — « de l'ouverture des frontières », en somme du négoce tous azimuts ?

Le flot des opportunistes

Le plus gros de ses troupes, le FIS l'a recruté dans le vaste monde des marginaux, qui n'ont rien à perdre à lui donner ses chances, qui sont prêts à courir tous les risques. Ne compte-t-on pas dans la tranche d'âge des quinze-vingt-neuf ans, qui représentent 30 % de la population, quelque trois millions de jeunes sans éducation et sans emploi ? Il s'agit pour ces parents de se venger du FLN, qui les a mis dans un sale pétrin, qui les a grugés à force de manigances diverses. Mais, plus farouchement encore, il y a dans la tête de ces révoltés, comme le dit un jeune, l'envie de « se venger de l'Algérie », d'un pays où, dans les premiers années de l'indépendance, le jeu était ouvert pour tous, alors qu'aujourd'hui des barrières se sont dressées sur le chemin des plus défavorisés, que ce soit par le biais de la sélection dans le cadre du système scolaire ou dans le domaine de l'économie souterraine (la « trabendo ») qui ne profite plus qu'aux riches.

Cette colère est d'autant plus vive qu'ils n'en finissent pas de faire des comparaisons avec ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée où travaillent beaucoup de leurs compatriotes. Il ne leur échappe pas que, pour acheter une voiture, par exemple, en France, un étranger doit y consacrer dix mois de salaire et, en Algérie, deux cents mois ! « Se lève », ils le voudraient bien, mais ils enragent de voir l'Europe se refermer comme

une hutte, et leurs chances de s'y installer compromises pour l'instant.

La « déférence » islamique s'est grossie à la dernière minute du flot des opportunistes, qui s'appliquent sans scrupules à bumer le vent de l'Histoire, et l'on ne peut exclure de voir ceux qui n'ont pas osé voter pour les « Verts » dès le premier tour, à tout le moins contraindre et amplifier leur victoire au second.

Reste enfin cette majorité silencieuse — quelque 5 millions de personnes — qui a mal mesuré ou n'a pas voulu saisir les enjeux en cause et qui, en boudant les urnes, a indirectement facilité l'entreprise du FIS. C'est sur le « sursaut » de cette masse d'indifférents que tablent le FLN et le Front des forces socialistes (FFS) pour éviter l'irréparable le 16 janvier, à l'heure du second tour.

Si tant est que lui soit ouverte la route du pouvoir, comment le FIS pourra-t-il sans heurts gérer le pays au nom d'une fausse aussi disparate d'électeurs ? Se faisant l'écho d'une base imposante et vociférante, les radicaux — par la voix de M. Mohamed Saïd, imam de la mosquée Al Arkam à Alger — ont déjà appelé leurs compatriotes à se préparer à la « bataille des tranchées » et à la « bataille des tranchées ». Mais, jouant la carte de la modération, M. Moghni vient de promettre qu'il y aura une « période de transition ; l'état islamique se mettra en place par étapes » et que, pour cela, il fallait compter « en nombre d'années ». Les réactions négatives qu'ont suscitées ses performances électorales dans certaines couches de la société algérienne, aussi bien qu'à l'étranger et singulièrement en France, obligent le FIS à policer quelque peu son discours.

Diaboliques paraboles

L'Algérie risque-t-elle de devenir un autre Iran ? Une chose est sûre : le FIS a en beau « chauffer les tambours » depuis de nombreuses années, il ne lui sera pas facile, même en disposant d'une solide majorité à l'Assemblée nationale, d'imposer ses vues de but en blanc, comme il l'avait essayé très maladroitement lorsqu'il s'était emparé de huit cent cinquante-six communes, à la faveur des élections locales du 12 juin 1990. Très vite s'imposera au FIS le poids des réalités socio-économiques. Il aura un héritage à assumer, des décisions impopulaires ne pourront plus être

indéfiniment retardées, comme l'augmentation du prix de la baguette de pain faite à partir de l'incinération qui, selon les experts, devrait passer de 1 à 3 dinars.

L'Europe, la France en particulier sont trop proches et les Algériens trop attentifs à ce qui s'y passe pour que le FIS puisse rayonner les références culturelles et idéologiques à l'Occident. Les « Fous de Dieu » devront y réfléchir à deux fois avant de renvoyer beaucoup de femmes au foyer, de réviser les manuels scolaires, d'interdire la presse « athée » francophone et indépendante, de démonter les « diaboliques » paraboles qui permettent à sept millions d'autodidactes de capter les chaînes de télévision étrangères, de mettre le pays au régime sec. « Ce sera la révolution en Kabylie », note un observateur local, « s'ils tentent d'y supprimer la consommation de bière ».

« Extravagance » d'une population déboussolée ?

A ceux qui s'affolent de leur éventuelle arrivée au pouvoir, M. Moghni répond : « On ne fera jamais ce que le FLN a fait ; on ne dira jamais que les caisses sont vides. » Ils promettent qu'« au lieu de la concurrence », sans renoncer cependant à programmer « des cours idéologiques de monde islamique ». Pour autant, lui et les siens s'attacheront à appliquer la loi de Dieu et à rédiger, « après l'élection présidentielle », une nouvelle Constitution, « inspirée du Coran et de la Sunna » (la tradition). A les en croire, les Algériens qui parlent de « faire la valise » appartiennent à « des groupes très minoritaires d'occidentaux ».

Le président Chadli anra-t-il pour successeur Abassi Madani, chef de file du FIS, aujourd'hui sous les verrous à la prison militaire de Blida, comme le souhaite M. Moghni ? Quoi qu'il en soit, la réalisation du projet islamique, tant il est porteur de malentendus et de crispations, peut ouvrir la voie à toutes les violences et à toutes les aventures. Dans cette hypothèse, la victoire du FIS, si elle se confirme au second tour, pourrait avoir été qu'une victoire à la Pyrrhus, qu'un coup de folie — une « extravagance », comme l'écrit un éditorialiste local — d'une population déboussolée.

JACQUES DE BARRIN

En Égypte, les intégristes saluent la « victoire » de leurs « frères »

LE CAIRE

de notre correspondant

Les islamistes égyptiens, qui avaient vu leur influence s'affaiblir du fait de la crise du Golfe — au point de ne pas participer aux élections législatives en décembre 1990 et janvier 1991 — commencent à redresser la tête après « la victoire des frères algériens ». Le « guide suprême » des Frères musulmans a salué, comme il se doit, cette victoire dans une lettre ouverte au FIS : « Je demande à Allah de vous accorder une victoire aussi totale au second tour », écrit le cheikh Mohamed Aboul Nasr, qui conclut par un défi impitoyable au gouvernement égyptien, en souhaitant que « la victoire du FIS soit le présage de la victoire des mouvements islamiques dans tous les pays arabes ».

M. Hussein Ahmed Amin, islamologue réputé et ambassadeur d'Égypte en Algérie de 1988 à 1991, estime que « l'arrivée du FIS au pouvoir en Algérie pourrait être comparable à celle de l'ayatollah Khomeiny en Iran ». « Les retombées d'un tel événement pourraient entraîner des changements majeurs dans la région, notamment en Tunisie, au Maroc, en Égypte et en Jordanie. D'autant plus que les Algériens sont arabes et sunnites », nous a déclaré M. Ahmed Amin. Les premières conséquences, selon lui, seront l'écroulement de l'Union du Maghreb arabe et l'éloignement de la CEE, qui délaissera totalement l'Afrique du Nord pour l'Europe de l'Est. Toutefois, le diplomate égyptien estime que le FIS recevra un soutien politique et économique, non seulement de l'Iran, mais aussi de l'Arabie saoudite.

« Contenus le danger »

De son côté, le penseur libéral et anti-islamiste, M. Farag Foda, a estimé que « les événements en Algérie accroissent le danger de l'arrivée au pouvoir des maximalistes musulmans en Égypte, en Tunisie, au Maroc ». « Cela se traduira par un accroissement de la coopération entre les gouvernements de ces pays pour contenir le danger », nous a déclaré M. Foda. L'Égypte et la Tunisie ont d'ailleurs déjà entamé cette coopération puisque les ministres de l'Intérieur des deux pays ont échangé des visites au cours de 1991. M. Foda pense que le gouvernement égyptien pourrait être tenté, d'accroître la répression à l'égard des maximalistes

musulmans tout en négligeant les islamistes modérés. L'affaire Madbouli-Alaa Ahmed (éditeur et écrivain condamné à huit ans de prison pour propos blasphématoires — le *Monde* daté 29-30 décembre) pourrait se répéter, a enfin estimé M. Foda.

Le quotidien de l'opposition libérale, *Al Wafd*, a, pour sa part, estimé que « le FLN, comme tous les partis au pouvoir dans le tiers monde, s'imposait par la répression ». « Le peuple algérien, qui avait grandement souffert sous l'occupation française, a encore plus souffert en trente ans de pouvoir du FLN », écrit l'éditorialiste avant de conclure par une mise en garde au FIS : « Ne vous retournez pas contre la démocratie qui vous a donné la victoire. » La presse officielle a, elle aussi, commenté l'événement en soulignant la mauvaise gestion de l'Algérie par le FLN. Pour le rédacteur en chef du quotidien *Al Gounahouria*, « le peuple algérien qui n'a voté pour les islamistes a, en fait, exprimé sa colère contre un pouvoir qui l'a déçu ». Le gouvernement égyptien s'est abstenu de toute réaction, signe évident de sa préoccupation.

ALEXANDRE BUCCIANITI

□ M. Roseau : « Une grave menace ». — M. Jacques Roseau, porte-parole de l'association de rapatriés Recœurs France, « constate avec tristesse », dans un communiqué, que les résultats du premier tour des élections législatives en Algérie « laissent planer une grave menace non seulement sur l'avenir même de l'Algérie mais aussi sur celui de la France qui ne pourra que subir de redoutables effets pervers avec, notamment, l'exode de nombreux Algériens », si le FIS l'emporte au second tour. Il estime que, dans ce cas, le gouvernement français devrait « reconsidérer » l'ensemble de ses « relations privilégiées » avec l'Algérie.

□ Rectificatif. — Dans un article sur la Tunisie paru page 17 dans nos éditions datées 29-30 décembre, une regrettable erreur d'orthographe nous a fait évaluer la « ligne Mauricie », érigée à la frontière algéro-tunisienne durant la guerre d'Algérie. Il s'agissait évidemment de la « ligne Morice », du nom du ministre de la défense en 1957.

EUROPE

La situation dans les Républiques de l'ex-URSS

M. Eltsine a signé avec l'Arménie le premier accord entre Etats indépendants

Les affrontements entre Arméniens et Azeris ont repris, ce week-end, avec une violence redoublée. Une vingtaine d'Arméniens de Stepanakert ont ainsi été tués par des bombardements. Ce regain de violence intervient peu après le départ des anciennes troupes soviétiques du Haut-Karabakh. L'Arménie et la Russie ont, d'autre part, signé dimanche 29 décembre à Moscou, un accord de coopération.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Les troupes azerbaïdjanaises qui encerclaient désormais en force le Haut-Karabakh voulaient empêcher la tenue d'élections législatives organisées samedi et dimanche par la majorité arménienne de cette enclave, qui avait préalablement proclamé son indépendance. Dans le même temps, la République d'Azerbaïdjan se pro-

nonçait par référendum sur sa propre indépendance, dimanche 29 décembre. L'issue de ce dernier scrutin était d'autant plus prévisible que le Parlement de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, avait déjà proclamé cette indépendance. L'intensification des combats n'est cependant pas que aux seuls Azeris. Les Forces d'autodéfense des Arméniens ne sont pas restées inactives et ont repris des localités dont elles avaient été chassées. Le rapport de forces reste toujours très instable entre Arméniens et Azeris. Ces derniers ont pu, en effet, former depuis un an des unités bien équipées d'OMON (forces de police spéciales) et un embryon d'armée. De plus, l'ex-armée soviétique dont le président azeri Montalibov vient de se déclarer le commandant en chef, a toujours été assez complaisante avec le pouvoir azerbaïdjanais, qui paie ses soldes depuis un an et demi au moins.

La situation des Arméniens du Haut-Karabakh devient de plus en plus tragique. Elle risque encore de s'aggraver, l'agence Interfax faisait

état, dimanche, de la préparation, par des bataillons azeris, d'une nouvelle offensive, profitant du départ des troupes russes de l'intérieur. Même si le nombre de ces forces était déjà réduit à moins de deux mille hommes, démotivés et à peine capables de se défendre, leur présence était vitale pour les habitants des villages isolés.

Daos ce contexte, Moscou a voulu apporter un soutien politique au président arménien Levon Ter-Petrosian. Ce dernier, qui a soutenu toutes les précédentes médiations et déployé des efforts quasi désespérés pour éviter un embrasement général de la région, semble aujourd'hui avoir de plus en plus de mal à contenir une opposition radicale, favorable à un soutien armé inconditionnel à la population arménienne du Haut-Karabakh. Dimanche à Moscou, MM. Eltsine et Ter-Petrosian ont signé un « accord d'amitié, de coopération et de sécurité commune » dont le texte, qui doit encore être complété, n'a pas été diffusé. Toujours est-il que le président russe a été particulièrement

chaleureux avec la délégation arménienne. Il a ainsi tenu à souligner que c'était le premier accord du genre pour inaugurer les « nouvelles relations entre Etats », et que la Russie se devait d'aider économiquement l'Arménie. M. Ter-Petrosian a pour sa part affirmé que l'accord est « réellement historique » pour l'Arménie et qu'il aiderait à stabiliser la situation dans la région.

En affichant son soutien à l'Arménie à la veille du sommet de la Communauté à Minsk, la Russie montre qu'elle ne se désengage pas, au moins politiquement, d'une telle zone de conflits intercommunautaires. Et à Erevan, on se met à rêver d'une Russie qui, utilisant son siège au Conseil de sécurité, demanderait par exemple la couverture de l'ONU pour établir des troupes d'interposition dans la région, lesquelles pourraient être constituées de ces « forces internationales » des Etats ex-soviétiques, dont Boris Eltsine a évoqué la semaine dernière la possible création.

SOPHIE SHIHAB

Le président géorgien Gamsakhourdia semble de plus en plus isolé

En dépit du cessez-le-feu conclu samedi 28 décembre, des détonations d'armes automatiques et d'artillerie légère se sont fait entendre de nouveau dimanche à Tbilissi, alors que le président Zviad Gamsakhourdia était toujours retranché avec ses partisans à l'intérieur du Parlement, ignorant un appel conjoint de responsables de l'opposition et de son gouvernement pour qu'il démissionne.

Des chefs de formations armées de l'opposition et des responsables gouvernementaux contrôlant des troupes restées jusqu'à présent à l'écart des combats ont en effet appelé dimanche M. Gamsakhourdia à se retirer et à transférer tous ses pouvoirs au président du Soviet suprême de Géorgie.

Le vice-ministre géorgien de la défense, M. Besik Koutatadze, s'est aussi prononcé en faveur de la démission du président. Il a déclaré vouloir « défendre avec d'autres formations militaires les intérêts du peuple géorgien » avant de garantir que la sécurité du prési-

dent et de toute sa famille serait assurée. Autre défection : celle de quarante partisans du président, qui se trouvaient avec lui dans l'immeuble du Parlement, et qui se sont rendus dimanche à l'opposition. Ils ont indiqué que les réserves alimentaires n'étaient pas épuisées, mais que le moral des défenseurs de M. Gamsakhourdia, dont ils ont estimé le nombre à deux mille, semblait en baisse.

M. Natia Dadiani, médecin en chef d'un hôpital d'urgence de la Croix-Rouge installé dans un hôtel à quelques centaines de mètres du Parlement, a indiqué, d'autre part, que les combats à Tbilissi avaient fait, ce week-end, dix morts et environ quatre cent cinquante blessés depuis leur début, il y a une semaine.

L'exode de dizaines de personnes, valises en main, fuyant leurs domiciles menacés par les combats, continue. Des familles entières, vivant dans le centre de Tbilissi, cherchent refuge chez des amis dans des quartiers moins exposés de la ville ou quittent la capitale en autocar, alors que l'aéroport reste toujours fermé. (AFP)

Russie : la privatisation « accélérée » démarrera dès le début de janvier

La privatisation « accélérée » des entreprises démarrera dès le début de janvier, prévoit un décret signé dimanche 29 décembre par M. Boris Eltsine. Selon ce décret, les organes de la direction d'Etat ont un mois pour préparer puis mettre en place des programmes locaux de privatisation. Le gouvernement devra mettre au point d'ici à mars un programme de privatisation au niveau national qui sera soumis par la suite au Parlement russe.

D'autre part, un autre décret, signé vendredi 27 décembre par M. Eltsine, a autorisé dans certains cas la vente de terres, cela pour simplifier les privatisations prévues par la

réforme agraire. Jusqu'à présent, les nouveaux propriétaires d'un lopin de terre n'avaient pas le droit de vendre, sauf aux administrations locales. Le nouveau décret autorise les agriculteurs qui veulent prêter leur terrain, ceux qui veulent s'installer ailleurs ou investir dans d'autres activités ainsi que les héritiers d'un lopin de terre à vendre.

On apprendait d'autre part que la Banque centrale de Russie ne disposait plus samedi 28 décembre que de deux jours de réserves monétaires. Selon l'agence de presse Interfax, citant le président de la Banque, il manquait 12 milliards de roubles pour finir l'année. (AFP, AP)

Selon M. Dick Cheney

Moscou continuerait à fabriquer des armes nucléaires

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a affirmé, samedi 28 décembre, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CNN, que l'ex-URSS continuait à fabriquer des armes nucléaires et à déployer des missiles balistiques visant les Etats-Unis. « C'est une attitude inacceptable à long terme », a-t-il indiqué en soulignant que les Russes devaient trouver les moyens de reconstruire leurs industries militaires

à des fins civiles. Selon lui, le contrôle des armes nucléaires tactiques disséminées sur le territoire de la CEI pourrait être plus difficile à réaliser que celui sur les autres armes nucléaires. Il a ajouté que Russes et Américains poursuivaient leurs discussions sur la destruction de ces armements et qu'une délégation américaine se rendrait à Moscou le mois prochain. (AFP, AP, Reuters)

Ouzbékistan : la victoire aux présidentielles paraît assurée pour l'ancien chef du PC

Les Ouzbeks élisent pour la première fois leur président au scrutin universel, dimanche 29 décembre. M. Islam Karimov, cinquante-trois ans, ancien premier secrétaire du Parti communiste local et actuel président « à poignée » de cette République d'Asie centrale, est le grand favori du scrutin. Il est crédité de près de 90 % des voix dans les sondages face à son rival, M. Mouhammad Salikh, poète et dirigeant du parti démocratique d'Ouzbékistan (La Volonté). L'autre mouvement d'opposition, Berlik, étroitement surveillé par le pouvoir, n'a pas été autorisé à prendre part aux élections et a déjà qualifié le scrutin d'illégal.

La population (19,9 millions d'habitants) devait également exprimer son avis sur l'indépendance de la République proclamée le 31 août dernier. Selon l'agence Tass, 80 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes dimanche en fin de matinée. M. Karimov s'appuie sur l'ancien parti communiste ouzbek, rebaptisé « Parti démocratique du peuple de l'Ouzbékistan » après l'échec du coup d'Etat du mois d'août à Moscou. Outre la minorité russe (10,6 % de la population), qui craint la montée de l'islam dans une population en majorité musulmane, le clergé musulman très influent a décidé, après une période d'attente, d'appuyer la candidature de M. Karimov. (AFP)

Les dirigeants de la CEI réunis à Minsk

Suite de la première page

Il s'agissait donc prévu d'examiner de nouveaux cas de questions, beaucoup d'autres encore, à Minsk. De même que les trois Etats slaves et le Kazakhstan devaient y préciser la manière dont ils entendaient exercer un contrôle commun sur les armes nucléaires stratégiques, au-delà de la remise de la valise des codes à la Russie. L'Ukraine a, entre-temps, réaffirmé qu'elle voulait garder le contrôle de tout le processus de destruction de ces armes, dans la mesure où elle ne veut pas laisser à la seule Russie la manne en dollars promise, pour ce faire, par les Etats-Unis.

L'argent est aussi bien évidemment à l'arrière-plan des divergences apparues sur les futures « forces armées unifiées », en gros les forces terrestres déployées dans les Républiques de la Communauté, les pays baltes et l'Allemagne. L'ex-ministre de la défense soviétique, le maréchal Chapochnikov, devenu à Alma-Ata le commandant des forces stratégiques et le commandant provisoire des autres forces de la Communauté, a reconnu qu'il n'était plus question d'une armée « unie », mais que des « forces unifiées », sous son commandement, ne convoieraient pas non plus à l'Ukraine, à l'Azerbaïdjan et à la Moldavie.

Les deux premières Républiques sont en train de faire passer les troupes ex-soviétiques non stratégiques stationnées chez elles sous leur propre commandement, et la Moldavie, qui dépend militairement du commandement ukrainien, annonce les mêmes intentions. L'Ukraine a, de plus, une conception restrictive des « forces stratégiques » à laisser à la Communauté, et un vif conflit s'est engagé entre elle et le maréchal Chapochnikov pour le contrôle de la flotte de la mer Noire (le Monde daté 29-30 décembre).

L'opposition de l'Ukraine

Mais les divergences ne sont pas que d'ordre militaire, et c'est toujours l'Ukraine qui donne le ton : son président, Leonid Kravtchouk, a déclaré cette semaine que, pour Kiev, « Moscou n'a pas plus de signification que Paris ou New-York », qu'il n'est pas prêt à accepter pour l'Ukraine de voir « créer des organes centraux de la Communauté », ni de participer à des structures de coordination de politique étrangère.

« Nous signerons simplement des accords sur des questions particulières, par exemple dans le domaine économique », a-t-il dit. Le gouvernement ukrainien a annoncé, de son côté, qu'il allait distribuer, dès lundi, les « coupons réutilitaires » imprimés en France, sorte de monnaie ukrainienne, impliquant que les fructifères de la République devront être protégées.

Tout cela contredit les engagements pris par M. Kravtchouk à Minsk et à Alma-Ata. Le président ukrainien semble ainsi céder à son opposition, qui a obtenu du Parle-

ment des votes restreignant les accords communautaires, et demande la formation d'un nouveau gouvernement. Elle suggère aussi une participation de l'Ukraine à un système de défense de la Communauté similaire à celui de la France au sein de l'OTAN (Paris ne fait pas partie du commandement militaire de l'organisation atlantique).

Les Ukrainiens n'ont, en fait, jamais caché que, pour eux, la Communauté n'est qu'une « forme de passage civilisée vers l'indépendance », voire qu'un « n'en parlera plus dans quelques mois ». Le problème, c'est que le retrait ukrainien risque d'entraîner dans son sillage celui de la Biélorussie, où le Front populaire, bien que toujours minoritaire au Parlement, est très influent en pratique et finit, en règle générale, par s'aligner sur les positions ukrainiennes.

Mendier des roubles

Quant aux Républiques d'Asie centrale, seuls le réalisme et l'espoir de garder une partie des anciens flux financiers venant de Moscou, poussent leurs dirigeants à vouloir participer à une Communauté ex-soviétique. Beaucoup rêvent en fait de liens avec leurs voisins non soviétiques et frères en Islam, alors que le Pakistan, l'Iran et la Turquie, voire l'Arabie saoudite, rivalisent désormais pour y développer leur influence. Le Turkménistan, par exemple, a signé des accords avec l'Iran pour exporter son gaz et son pétrole vers la Turquie et, dans le Caucase, l'Azerbaïdjan, mais aussi la Géorgie et même l'Arménie, cherchant à s'ouvrir sur les voisins du sud.

Quand on sait, de plus, que les accords de Minsk et d'Alma-Ata ont à peine effleuré les questions économiques, l'avenir de la Communauté devient encore plus ténébreux. Il ne fut nul part question de créer un organisme bancaire inter-communautaire, alors qu'une commission de liquidation, apparemment uniquement russe, travaille déjà dans l'ex-banque d'Etat soviétique. La Banque centrale de Russie est désormais la seule à décider des émissions du rouble.

Ces Etats n'auront d'autre solution que de mendier des roubles. Or la Russie a déjà annoncé, haut et fort, qu'elle entend ne donner ces roubles qu'au compte-gouttes. La création de monnaies nationales, et surtout, leur mise en circulation et leur convertibilité, posent de grandes difficultés, même si certains Etats, comme l'Ukraine et la Biélorussie, ont annoncé leur intention de battre monnaie.

Depuis quinze jours, des experts élaborent toutes sortes de documents pour la Communauté dans le plus grand secret d'une datcha des environs de Minsk. Le président du Parlement biélorusse, M. Chouchkevitch, a déclaré qu'il serait heureux si à Minsk on parvenait à s'entendre sur les « ques-

tions militaires, sur les mécanismes d'application des engagements pris et sur les quotas de roubles à émettre ».

M. Egor Gaidar, l'économiste de l'équipe d'Eltsine, souhaitait, lui, un accord sur les « dépenses » militaires et sur une politique douanière commune. Chaque délégation a des plans différents sur presque tout et la réunion prévue est, encore une fois, assez brève. Mais peut-être que la très grande modération des optimistes est quand même plus réaliste que le catastrophisme de ceux qui ont été écartés par l'Histoire?

Prononçant, dimanche soir, à la télévision, sa première allocution de Nouvel An, « et de Noël », aux peuples de Russie, M. Boris Eltsine a donc volontairement été particulièrement discret sur la nouvelle Communauté. Il s'est borné à annoncer qu'elle était autre chose que « le vide » qui aurait pu succéder à l'Union, que la variante yougoslave a été presque évitée et que cette « union libre d'Etats » pourra devenir plus forte que l'Union, mais plus tard.

Pour l'instant, Boris Eltsine annonce, non pas du sang, mais des larmes : l'année 1992, en tout cas « sa première moitié », sera plus difficile encore que les temps précédents. Si le courage est la seule qualité que cohabite au président de Russie les amis de M. Gorbatchev, encore une fois, Boris Eltsine n'en a pas manqué. La Russie survivra aux mois qui viennent, a-t-il dit, car elle a déjà survécu à la guerre civile, aux répressions staliniennes et à la guerre.

Pour atténuer ces comparaisons, il a dit sa conviction que le peuple russe ne veut plus de violence et que « la guerre civile ne se répètera pas ». Il n'a pas critiqué directement son prédécesseur, même s'il a évoqué les peuples, y compris russe, « qui ont attendu trop longtemps leur liberté et annoncé qu'il doit faire maintenant ce que « des années durant, les dirigeants ont repoussé : libérer les prix ». L'aide ira aux démunis, qui ne seront pas « abandonnés », a-t-il promis.

Quant à l'espoir, on peut en avoir en s'appuyant sur ce qui s'est passé : « la défaite de l'URSS n'est pas celle de la Russie, c'est celle de l'utopie communiste », a dit le président en insistant sur « le triste héritage laissé (...) comme si un ennemi dirigeait le pays ». Mais maintenant le « centre » n'existe plus, « la guerre des lois est finie (...) » et on peut consacrer ses forces à la Russie.

Pendant des années, M. Gorbatchev annonçait régulièrement que l'URSS entrerait dans « l'année la plus difficile de la perestroïka » à partir de ce 31 décembre 1991. M. Eltsine, lui, peut annoncer la fin du communisme et de l'empire, mais à un prix qui reste encore inconnu. Lundi, la Pravda ex-communiste, un des médias que M. Eltsine a accusé « de vouloir à tout prix effrayer les gens », publiait en première page une « lettre de lecteurs au président ». « La libération des prix dans des conditions de monopole d'Etat, d'une corruption sans précédent, d'un déficit fatal du régime des hors-la-loi, d'absence de tout pouvoir réel et de garanties sociales... aboutira à la famine et aux explosions qui balayeront tout », annonçait ces nouvelles Cassandra.

SOPHIE SHIHAB

ENQUÊTE : MUSIQUES À TOULOUSE

DYNAMIQUE. Avec Michel Plasson et l'Orchestre du Capitole en vedettes, Toulouse s'affirme plus que jamais comme un des hauts lieux de la musique en France. Une enquête dans la Ville rose.

INSPÉRÉ. Tandis que disparaissent ses enregistrements légendaires, Georges Cziffra rompt le silence et, pour le Monde de la Musique, évoque une vie entière vouée au piano.

RAYONNANT. Jamais oublié mais rarement joué, Lully sort enfin du purgatoire. Alceste au Théâtre des Champs-Élysées, des concerts, une grande exposition et un livre de Philippe Beaussant dont le Monde de la Musique vous offre les bonnes feuilles en avant-première. Et aussi : les lauréats des concours internationaux 1991 au MIDEM ; la création : état des lieux ; Bernard Herrmann, le musicien d'Hitchcock ; Dizzy Gillespie : hi-fi ; les nouveautés 1992 ; le Club, les livres, les disques, les petites annonces de l'année nouvelle.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

27/12/1991

سکتا میں اصل

EUROPE

YUGOSLAVIE : l'offensive serbe en Croatie

Les faubourgs de Zagreb ont été touchés

L'armée fédérale yougoslave a franchi un nouveau pas dans la guerre samedi 28 et dimanche 29 décembre : une série d'offensives appuyées par l'aviation ont été lancées contre plusieurs villes de Croatie, dont Karlovac, distante d'une cinquantaine de kilomètres seulement de Zagreb et déjà soumise depuis plusieurs jours à des pilonnages intenses ; d'autre part, les faubourgs de Zagreb ont été pris pour cible samedi soir, ce qui a déclenché une alerte générale dans la capitale croate.

Après que six puissantes déflagrations eurent été entendues, les sirènes d'alarme ont retenti et la population de Zagreb a gagné les abris, tandis que la ville était plongée dans l'obscurité totale. L'alerte n'a pris fin une heure plus tard. Selon l'état-major croate, ces explosions dans les faubourgs sud de la ville seraient dues à des tirs de fusées sol-sol d'origine soviétique (voir ci-dessous). Si cette information était confirmée, ce serait la première fois que l'armée fédérale aurait recouru à ce type d'armement depuis le début du conflit.

Des correspondants de presse occidentaux ont pu se rendre sur deux des sites touchés, qui se trouvent à l'intérieur de la principale ligne de défense de la capitale, Odra (5 km au sud-est de Zagreb) et Brezovica (8 km), où il est constaté que des canons lourds de 4 mètres avaient été cravats et les habitations voisines endommagées. C'est la première fois en tout cas que l'armée fédérale s'en prend à la capitale croate depuis qu'au mois de septembre, lors d'une brève attaque, des avions avaient tiré des roquettes contre les bureaux du président Franjo Tudjman.

Deux villes proches de la capitale étaient également la cible de l'armée

fédérale samedi : Sisak (à 60 km au sud-est de Zagreb), qui n'a subi une attaque à l'artillerie lourde, et Karlovac (à 50 km au sud-ouest), dont les habitants sont dans les abris depuis dix jours.

Les pilonnages s'étaient déjà intensifiés vendredi contre Karlovac, un centre de communication stratégique entre Zagreb et les régions méridionales de la Croatie, dont la chute mènerait à la prise de la capitale. Selon la presse croate, les bombardements de samedi ont fait dix morts et des dizaines de blessés, plusieurs quartiers sont privés d'eau, d'électricité et de chauffage.

Nouvelle mission de M. Cyrus Vance

Dimanche matin, une nouvelle alerte a été déclenchée, l'armée fédérale tirant, selon une radio locale, à partir de ses casernes du sud-est de la ville, encerclées par des forces croates. Vers midi la radio croate annonçait que l'aviation fédérale avait bombardé le sud-est de Karlovac et que plusieurs missiles avaient touché l'hôpital et les installations d'une grande entreprise industrielle.

Au même moment, la télévision croate annonçait que des alertes aériennes étaient déclenchées dans treize autres villes de Croatie. La presse serbe n'a guère fait état de cette offensive de dimanche, hormis quelques lignes de l'agence Tanjug reproduisant un communiqué de l'aviation fédérale dans lequel cette dernière confirme avoir participé aux opérations de dimanche dans plusieurs régions de Croatie.

Répondant à un «regroupement des forces croates», l'aviation fédérale a bombardé les régions de Karlovac, Pakrac (100 km au sud-est de Zagreb), Nova-Gradiška (120 km au sud-est de Zagreb), Daruvar (90 km à l'est de Zagreb), Osijek (180 km à l'est de Zagreb) et Valpovo (150 km à

l'est de Zagreb), ainsi que le mont Pauni (sud-est de Pakrac), où le relais de radio-télévision a été gravement endommagé, selon ce communiqué. L'aviation affirme également avoir détruit neuf blindés croates et deux avions agricoles sans subir de pertes.

La quatrième mission de l'armée des Nations unies Cyrus Vance s'annonce dans ces conditions de nouveau très difficile. M. Vance, chargé d'examiner si les conditions de l'environnement de la paix sont réunies, est attendu à Belgrade mardi, après une rencontre à Ljubljana avec la nouvelle présidence de la Communauté européenne et Lord Carrington, qui préside la conférence de paix.

A Belgrade, où doit se tenir le

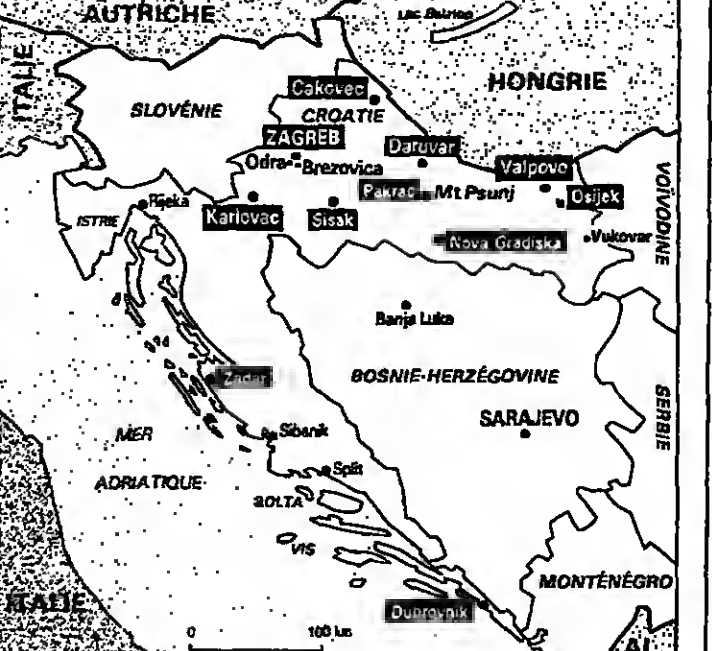
3 janvier une convention des partis et associations favorables au «maintien de la Yougoslavie en tant qu'Etat souverain et démocratique», le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, s'est déclaré persuadé que le déploiement de casques bleus était possible, dans un entretien publié lundi par le quotidien l'Evening News. «Les frontières de la nouvelle Yougoslavie seront déterminées par les peuples qui continueront à y vivre, mais aussi par ceux qui ont décidé de la quitter», déclare le leader serbe. Il affirme que la Serbie respectera les décisions de la Macédoine et n'a «aucune raison» de prendre des mesures à son encontre. «Je ne pense pas que les Macédoines désirent une fissure, cela ne se range

pas dans leurs intérêts», affirme-t-il deux jours après avoir tenté de convaincre le président de cette République indépendante, M. Kiro Gligorov, d'adhérer à la convention pour une nouvelle Yougoslavie qui devrait voir le jour le 3 janvier. Effort qualifié de «vain» par l'entourage de M. Gligorov.

Dans le même entretien, M. Milosevic a recouru également à un ton insultant à l'égard des Musulmans de Bosnie-Herzégovine (quatrième République candidate à l'indépendance). «Ils ne sont pas un facteur de déstabilisation, dit-il. La vie commune entre Serbes et Musulmans en Bosnie-Herzégovine, et donc en Yougoslavie, est une nécessité que les deux communautés

ont comprise en dépit de l'insuccès politique de certains leaders».

Enfin, pour la première fois M. Milosevic admet une responsabilité serbe dans l'agitation qui a conduit en 1988 aux violents affrontements au Kosovo, où 90 % de la population est d'origine albanaise. «La politique que certains responsables serbes et monténégrins du Kosovo poursuivent et aussi la politique que nous suivons dans la République (...) sont pour une grande part également responsables du mécontentement du peuple albanaise», dit-il notamment. (AFP, Reuters, AP)



Des missiles sol-sol utilisés pour la première fois

Selon l'agence croate d'informations Hina, qui se fait l'écho d'informations de l'état-major croate, l'armée fédérale aurait lancé samedi 28 décembre, à plusieurs reprises, des missiles sol-sol contre une série d'objectifs dans la région de Zagreb. C'est la première fois que de tels tirs seraient produits depuis le début de la guerre civile en Yougoslavie.

L'armée yougoslave dispose, en effet, de missiles sol-sol du modèle R65, encore appelé Luna-M, qui sont en réalité des versions dérivées de l'engin soviétique dénommé Frog-7 par les services de l'OTAN. Le Frog-7 est un missile rustique, qui a fait son apparition en 1955 dans la pénurie soviétique. C'est un engin non guidé, propulsé par du propergol

solide. D'une portée de 70 kilomètres, il assure une précision de l'ordre de 400 mètres en son point d'impact. Dans l'armée soviétique, il pouvait être équipé d'une charge élastique (comme c'est le cas en Yougoslavie) ou d'une munition nucléaire (d'une énergie équivalente à dix fois la puissance de la bombe d'Hiroshima).

Des informations de sources occidentales font état de la présence, au sein de l'armée yougoslave, de quelque seize plates-formes de tir mobiles (il s'agit d'un canon ZIL-135 à huit roues, capable de se mettre en batterie même en terrain difficile en moins d'une demi-heure) pour environ une centaine de missiles au total. La plate-forme de tir est rechargeable.

POINT DE VUE

Obstination

par Bernard Kouchner

CERTAINS pensent que rien n'arrêtera la guerre entre les Serbes et les Croates et que l'on ne peut élargir la portée d'un conflit qui risque de s'étendre vers l'est et vers le nord. Tout a été dit sur l'archéologie de cet affrontement, qui voit une forte armée qui fut fédérale avancer inexorablement vers des buts de conquête en affirmant agir pour protéger des minorités.

Malgré les efforts déployés par la CEE, un sauvetage du courage et la lucidité des observateurs européens dont les avis furent presque toujours négligés, en s'enclavant devant les tentatives de Lord Carrington et en attendant les problèmes «casques bleus» que prépare Cyrus Vance, les bombardements continuent et les victimes s'accumulent.

Peut-on encore faire effort pour promouvoir la paix et dépasser les haines ; malgré ceux qui veulent, d'un côté, un pays libre et ceux qui, de l'autre, souhaitent l'extension de leur territoire ? Qui donc aspire à la paix dans cet affrontement où l'on semble plus combattre les fantômes de l'histoire que construire la démocratie ?

De Sarajevo à Dubrovnik

Pourtant, à quelques-uns, nous nous obligeons. Parce que l'action humanitaire entraîne d'abord une obligation d'intention plus que de résultats. Parce qu'une odeur de souffre venue des années 30 nous interdit la passivité. Parce que l'engagement pour la cause de la paix est une affaire de morale individuelle. Parce que, à Dubrovnik, modestement, sans illusions, nous avons obtenu, avec Stéphane de Mistura, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, l'ouverture de corridors humanitaires, sur mer, pour près de vingt bateaux de secours - dont la France de la marine française, - et sur terre.

Nous avons secouru plus de six mille femmes et enfants, apporté près de 10 000 tonnes de nourriture dans une ville assiégée depuis trois mois, privée d'eau et d'électricité. Et surtout parce que nous avons encouragé par notre présence permanente pendant près d'un mois, des négociations directes qui se poursuivent tous les jours entre les adversaires. Sans prétention, nous avons contribué à construire un fragile et

minuscule flot de paix autour d'une ville, l'ancienne Raguse, qui appartient au patrimoine mondial.

C'est pourquoi aujourd'hui, avec les représentants français de cinq religions qui ont déjà agi sur place, nous irons à Sarajevo, dans cette Bosnie-Herzégovine où les populations serbe, musulmane et croate mélangées, rendraient, si elle s'y étendait, la bataille plus effroyable encore. Nous proposerons aux représentants des religions de cette République encore celme, aux envoyés des mouvements de la paix et aux politiques de se parler avant de mourir.

Puis nous irons à Dubrovnik, connue nous l'avions promise, pour poursuivre et élargir ces corridors humanitaires qui requièrent une vigilance constante. Nous tenterons une fois de plus par notre présence de protéger des hommes en protégeant des vieilles pierres. A la première heure du premier jour de l'année 1992, nous proposerons, grâce à Barbara Hendricks et à l'Orchestre de chambre de Toulouse, un concert pour la paix.

Les pressions ont été multiples et parfois violentes pour tenter de dissuader les musiciens et les participants. Venues de l'Europe entière, ils ne sont pas des amateurs de soirées mondaines, mais, célèbres ou inconnus, des militants courageux. Ils savent la valeur de la présence. On nous critique peut-être parce que au même moment, des bombes tomberont sur Osijek, sur Vinkovci ou sur Pecarats. Alors pourquoi Dubrovnik ?

Pour le symbole, certes, après Sarajevo, mais aussi parce que l'action humanitaire propose une méthode qu'il convient d'appliquer avec des petits gestes constants, dans des petits endroits, pour des gens en petit nombre. Pour que les hommes se parlent. Pour que l'opinion ne se détourne pas des pertes croissantes et du danger qui vient de l'est. A Osijek, à Karlovac, à Pecarats aussi, il faudra imposer des corridors humanitaires. Cela s'appelle le «devoir d'ingénierie». A Sarajevo et à Dubrovnik, avec le concert pour la paix, oui, nous nous obligeons. Bernard Kouchner est secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

BURUNDI Dix mille personnes réfugiées au Rwanda

Selon la radio nationale rwandaise, dix mille civils burundais se sont réfugiés au Rwanda, depuis novembre, pour fuir les violents affrontements qui opposent les forces de sécurité burundaises et des rebelles de l'ethnie hutu. Cet afflux s'est accéléré, durant ces derniers jours, et précède la radio, qui indique que la moitié des réfugiés, femmes et enfants essentiellement, sont d'origine hutu.

D'après le témoignage de certains de ces réfugiés, l'armée burundaise ne livrait à des «massacres» contre les civils. Des combats avaient déjà eu lieu, fin novembre, au Burundi, faisant au moins trois cents morts. Redoutant des actes de violence,

quelque deux cents ressortissants rwandais se sont réfugiés, la semaine dernière, dans l'ambassade du Rwanda à Bujumbura. (AFP, Reuters)

SOMALIE L'ONU va reprendre son programme d'assistance

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a annoncé, samedi 28 décembre, dans une déclaration rendue publique à Nairobi, au Kenya, la reprise du programme d'assistance humanitaire à la Somalie, interrompu en septembre du fait de l'insécurité.

Une petite équipe internationale devrait se rendre prochainement à Mogadiscio, où des combats particulièrement meurtriers opposent,

depuis plusieurs mois, des factions claniques rivales. Depuis le 17 novembre, près de 20 000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, auraient été tuées ou blessées, lors de ces affrontements. M. Perez de Cuellar a invité les belligérents à se protéger les secouristes internationaux et locaux et à faciliter l'arrivée des secours. (AFP)

CAMBODGE Le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan est rentré à Phnom-Penh

M. Khieu Samphan est revenu, lundi 30 décembre, à Phnom-Penh, où il doit participer à une réunion du Conseil national suprême (CNS) ; M. Son Sen, l'autre représentant khmer rouge au CNS, ne

se trouvait pas avec lui. M. Khieu Samphan s'est immédiatement rendu, sous forte escorte, au palais royal. Le mois dernier, le dirigeant khmer rouge avait été contraint de fuir, en compagnie de M. Son Sen, la capitale khmère, à la suite de violentes manifestations. Avant de quitter Bangkok, il a déclaré : «J'ai reçu l'assurance par lettre de Hun Sen (le premier ministre) que l'on veillera sur ma sécurité. Je n'ai aucune raison de m'inquiéter au sujet du peuple cambodgien, mais je dois bien sûr être prudent». n.-t. il ajouta. M. Khieu Samphan a, par ailleurs, réclamé le déploiement rapide des casques bleus des Nations unies au Cambodge, car «tout retard dans l'arrivée de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) équivaut à un retard dans l'application de la paix au Cambodge». (Reuters, AP, AFP)

AFRIQUE DU SUD M. Mandela se déplace à l'occasion de la réunion des sièges parlementaires aux Blancs

Dans une interview à l'hebdomadaire Sunday Star, publiée samedi 28 décembre, à Johannesburg, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, s'est dit prêt à accepter que des sièges au Parlement soient réservés aux Blancs, pour une période limitée, en vertu d'une nouvelle Constitution. Cette formule, appliquée au Zimbabwe en 1980, représente «l'unique compromis envisageable», n.-t. il précise. (AFP)

CHINE Le Parlement approuve l'adhésion de Pékin au traité de non-prolifération nucléaire

Le comité permanent du Parlement chinois a approuvé, dimanche 29 décembre, la décision du gouvernement de Pékin d'adhérer au TNP (traité de non-prolifération nucléaire). L'adhésion devrait être ratifiée lors de la prochaine session parlementaire, sans doute fin mars 1992. (AFP)

Arrestation de dissidents. - Au moins cinq personnes ont été interpellées par la police après le décès, le 24 décembre, d'une gerbe de roses lors des funérailles du dissident Wen Jie, mort des suites d'un cancer non soigné pendant son séjour en prison entre juin 1989 et décembre 1990. Cette gerbe était composée de quatre roses rouges et de six roses noires, symbolisant l'écrasement du printemps de Pékin, le 4 juin 1989. (Reuters, UPI)

DJIBOUTI fin de la mission de médiation de l'ONU aux affaires étrangères

M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a indiqué, dimanche 29 décembre, à son départ de Djibouti, que «la France accompagnera le mouvement de réformes politiques décidées par la République de Djibouti tout en se gardant de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Etat». Refusant de détailler les résultats de ses contacts, M. Vivien s'est borné à indiquer que ses discussions ont porté sur les échéances électorales et les objectifs à atteindre. (AFP)

INDE la famille d'un otage français au Cachemire lance un appel aux ravisseurs

La famille de M. Antonio Silva, ingénieur français retenu en otage depuis le 14 octobre dernier par des musulmans indépendantistes de l'organisation Al Fatch au Cachemire, a lancé, dimanche 29 décembre, un appel aux ravisseurs à l'occasion des fêtes de fin d'année. Le mouvement indépendantiste exige la libération de onze de ses militants en échange de celle de M. Silva. (AP)

INDONESIE : deux généraux limogés après le massacre de Timor-Oriental. - Le président Suharto a relevé de leurs fonctions, samedi 28 décembre, deux généraux tenus pour responsables du massacre de civils par l'armée indonésienne à Timor-Oriental le 12 novembre dernier, qui a fait officiellement une cinquantaine de

PAKISTAN : au moins quatorze morts lors d'élections locales au Pendjab

Au moins quatorze personnes ont été tuées, samedi 28 décembre, au cours d'affrontements armés entre partisans de candidats rivaux aux élections municipales dans la province du Pendjab. Les heurts ont éclaté en raison d'allégations d'irrégularités lors du scrutin. Malgré la faible participation, la Ligue islamique du premier ministre, M. Nawaz Sharif, a conservé la majorité des municipalités. Mais le Parti populaire (PPP) de M. Benazir Bhutto affirme avoir progressé. (AFP, Reuters, UPI)

La justice rejette les accusations de viol d'une amie de M. Bhutto. - La haute cour de la province du Sind a rejeté, dimanche 29 décembre, les accusations de viol de M. Farhana Hayat, une amie de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto. M. Hayat avait affirmé avoir été violée à son domicile de Karachi, le 27 novembre dernier (le Monde du 12 décembre), sur ordre du gendre du président Ghulam Ishaq Khan. A Islamabad, un groupe de femmes a observé, dimanche, une grève de la faim en signe de soutien à M. Hayat. (AFP, Reuters)

PHILIPPINES : les Etats-Unis quitteront la base de Subic Bay avant le 31 décembre 1992. - Les

Etats-Unis se sont engagés à quitter la base navale de Subic Bay avant le 31 décembre 1992, à la demande de Manille, a annoncé le 28 décembre un porte-parole du Pentagone. Selon le département d'Etat, les relations entre les deux pays demeureront néanmoins étroites. (AFP)

SENEGAL : deux blessés au cours d'un «havre» au Casamance

Le président de la chambre de commerce de Tambacounda et son secrétaire ont été blessés, vendredi 27 décembre à Ziguinchor, capitale de la Casamance, par des tirs des forces de l'ordre. Cet incident, survenu alors que les deux hommes s'étaient aventurés aux alentours du commandement militaire, témoigne de la nervosité des forces de l'ordre dans cette région où un député et le chef d'une communauté rurale avaient été assassinés dimanche 22 décembre (le Monde du 25 décembre). (AFP)

TOGO : les autorités sollicitent une médiation internationale. - Le président du Haut-Conseil de la République (HCR), arguant législatif transitoire, Mgr Philippe Kpodzro a déclaré, dimanche 29 décembre à Lomé, que le HCR réclamait «une garantie internationale sérieuse de médiation» dans la crise togolaise. Mgr Kpodzro s'est dit prêt à prendre en compte les revendications de l'armée, bien que la dissolution du HCR soit la principale exigence des militaires. (Reuters)

ASIE

BIRMANIE

La tension avec le Bangladesh illustre l'isolement de la junte

Le Bangladesh et la Birmanie devaient entamer, mardi 31 décembre, dans la ville birmane de Maungdaw, des pourparlers à la suite de récents accrochages frontaliers qui ont provoqué une mobilisation militaire dans les deux pays. Dacca avait décrété l'état d'alerte vendredi dernier et manifesté son inquiétude devant la concentration de troupes birmanes en Arakan, région frontalière où une minorité musulmane, les Rohingyas, est de nouveau l'objet d'une répression.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Fuyant les mauvais traitements de l'armée de Rangoun, seize mille Rohingyas, les musulmans de l'Etat fédéré d'Arakan, s'étaient réfugiés au Bangladesh entre avril et juillet. Dacca redoutait que cet exode reprenne après les pluies, et c'est ce qui a commencé de se passer. Mais, cette fois, des incidents de frontière ont eu lieu. Le 21 décembre, un groupe insurgé, la RSO (Rohingya Solidarity Organization) aurait tué quinze soldats birmanes dans une embuscade près de Maungdaw. Les forces de Rangoun, qui accusent les Rohingyas réfugiés au Bangladesh de soutenir les insurgés, auraient abattu un garde-frontière bangladais et en auraient blessé trois autres à Rezpara. Dans cette même localité, l'explosion d'une bombe aurait fait un mort et cinq blessés parmi la population.

Dacca a aussitôt réclamé une rencontre pour calmer la tension. Rangoun ne répondant pas à cette requête et continuant de renforcer son dispositif militaire sur la frontière, Dacca a placé en état d'alerte ses forces terrestres sur la frontière et évacué vingt-cinq mille paysans installés dans des zones jugées peu sûres. Vendredi, l'armée de l'air et les forces navales bangladaises dans le

golfe du Bengale ont reçu des instructions identiques. Pendant ce temps, les derniers réfugiés Rohingyas arrivés au Bangladesh ont affirmé que des centaines de jeunes musulmans avaient été arrêtés au cours de rafles policières dans l'Arakan.

L'insurrection karen

La répression de la minorité musulmane en Arakan est, cette fois, directement liée à une dégradation générale de la sécurité en Birmanie. Basée, elle, dans l'est de l'Union, sur la frontière thaïlandaise, une autre insurrection, celle des Karens, semble avoir marqué des points en octobre-novembre. Ses guérilleros ont, en particulier, attaqué dans le delta de l'Irrawady, avant de subir, plus récemment, des revers.

Pour la première fois, les insurgés karens et arakanais, ainsi que les birmanes en lutte contre le pouvoir central, auraient coopéré sur le terrain. La junte militaire de Rangoun était en outre fort nerveuse du fait des manifestations étudiantes, pour tant vite circonscrites, qui ont eu lieu à l'occasion de la remise du prix Nobel de la paix décerné à Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis 1989 dans la capitale birmane.

Des rapports non confirmés ont fait état d'une dépression nerveuse du général Saw Maung, président d'une junte de plus en plus contrôlée, par le général Khin Nyunt, considéré comme l'officier le plus proche de l'ancien dictateur Ne Win. Ce dernier, tout en ayant renoncé à toute fonction officielle en juillet 1988, continuerait de tirer les ficelles. L'opposition birmane affirme que le général, âgé aujourd'hui de quatre-vingt ans, aurait récemment réuni les officiers de la junte pour les traiter d'incapables. Tout en étant pas encore menacé, le régime militaire ne semble guère se stabiliser, et la tension avec le Bangladesh ne peut qu'accroître son isolement international.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

PÉROU : accusé d'enrichissement illicite

L'ancien président Alan Garcia bénéficie d'un non-lieu

LIMA

de notre correspondant

La Cour de cassation a confirmé vendredi 27 décembre, à l'unanimité, le non-lieu prononcé précédemment par le juge Roger Salas confirmant qu'il n'existe aucune preuve permettant de poursuivre l'ancien président Alan Garcia pour enrichissement illicite.

M. Garcia est en butte aux critiques de la gauche et de la droite depuis qu'il a abandonné le pouvoir il y a seize mois. Le procès qui lui a été intenté présentait toutes les caractéristiques d'une vendetta politique. L'accusation « constitutionnelle » développée par l'opposition a ressemblé à un roman-feuilleton. La commission d'enquête de la Chambre des députés l'a tout d'abord accusé d'avoir placé 50 millions de dollars sur une cinquantaine de comptes bancaires à l'étranger. Ce premier chef d'accusation avait été signé par l'organisme L'Arc, dirigé par un Cubain exilé à Miami, qui a

finalisé du reconnaître qu'il n'avait été que l'homme de paille de l'avocat du président de la commission d'enquête.

La Chambre des députés a cependant voté pour que l'immunité parlementaire dont jouit l'ex-président en tant que sénateur à vie soit levée, afin que celui-ci puisse répondre devant la justice de trois chefs d'accusation : enrichissement illicite, trafic de devises avec la BCCI, et présumé trafic d'armes concernant des avions Mirage 2000 commandés à la France et revendus à un pays tiers. Le Sénat a été plus modéré, ne retenant que l'accusation d'enrichissement illicite pour un montant de seulement 500 000 dollars.

Le juge Salas, de la Cour suprême, avait décidé le 3 décembre qu'il n'y avait pas d'éléments suffisants pour ouvrir une instruction. L'Etat avait fait appel. Le dossier semble donc définitivement clos.

NICOLE BONNET

□ CUBA : le gouvernement est disposé à laisser partir des dissidents. — Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmeria, a déclaré, samedi 28 décembre, à Madrid, que son gouvernement était disposé à laisser partir ses dissidents, si l'Espagne ou tout autre pays était prêt à accueillir « l'importante levée d'entre eux ». Des pourparlers ont eu lieu entre Madrid et La Havane, qui voudrait que l'Espagne accepte les responsables du mouvement Criterio alternativo, dont la présidente Mari Elena Cruz, a récemment été condamnée à deux ans de prison. M. Malmeria a par ailleurs fait état d'un récent accord de truce de sucre contre du pétrole entre Cuba et la Russie. — (AFP)

□ HONDURAS : une attaque contre des dirigeants syndicaux a fait deux morts. — Des hommes armés de fusils et de grenades ont tué deux personnes et en ont blessé cinq autres, qui participaient à une réunion de syndicalistes opposés à une grève à la compagnie nationale

d'électricité, dans le nord du Honduras, à San-Pedro-Sula, a annoncé la police, samedi 28 décembre. Le gouvernement a déclaré illégaux ces débrayages. Il a licencié des employés, embauché de nouveaux ouvriers et fait appel à de nouveaux dirigeants syndicaux, visés par cette attaque. — (Reuters)

□ JAMAÏQUE : démission du gouvernement. — Les membres du cabinet de M. Michael Manley ont démissionné, dimanche 29 décembre, afin que ce dernier puisse remanier son gouvernement, a annoncé un communiqué. Selon de récents sondages, 75 % des Jamaïcains ne font plus confiance à l'équipe de M. Manley. Le chef du Parti national populaire (PNP) est très critiqué pour avoir appliqué une politique économique directement inspirée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, qui s'est traduite en 1991 par un taux d'inflation de 57 % et un taux de change défavorable. — (Reuters)

POLITIQUE

La préparation des élections territoriales en Corse

Le FLNC « canal historique » a annoncé, lors d'une conférence de presse clandestine tenue dans la nuit du 29 au 30 décembre dans le maquis sud de Bastia, qu'il ne renoncera pas à la lutte armée. Le porte-parole des clandestins, entouré d'hommes encagoulés et portant armés, a lu un texte de quatre pages dans lequel le FLNC « canal historique » déclare qu'il « ne saurait être question de déposer les armes ». Au même moment, une demi-douzaine de banglows de l'établissement touristique Cap Sud, situé à 25 kilomètres au sud de Bastia, étaient plantés. Les organisateurs de la conférence de presse ont implicitement revendiqué la responsabilité pulequ'ils ont indiqué aux journalistes qu'un attentat contre une importante opération de spéculation

immobilière » était en cours dans la nuit du 29 au 30 décembre « quelque part en Corse ».

En outre, le FLNC « canal historique » a affirmé que son objectif était de parvenir à une « société redonnant la primauté aux valeurs humaines de dignité, de justice et de liberté » et qu'il était donc favorable à une « politique d'union nationale », rejoignant ainsi les positions défendues par M. Edmond Siméoni, qui conduira aux élections territoriales de mars prochain la liste d'Union nationaliste « Corsica Nazione ». Cette liste regroupe A Cunco (nationaliste « dur », vitrine légale du FLNC « canal historique »), l'UPC (autonomiste), l'ANC (dissidents de A Cunco), l'Union Corse (les Verts) et Per a Passu (reflexion autogestionnaire). Le retour sur la scène publique de

M. Edmond Siméoni, ancien chef de file des autonomistes, qui avait été condamné par la Cour de sûreté de l'Etat au lendemain des événements sanglants d'Aléria le 21 août 1974 — deux gendarmes tués — a été la surprise en Corse.

Ce médecin de cinquante-neuf ans, spécialiste de gastro-entérologie à Bastia, avait en effet renoncé à toute activité politique avant de faire acte de contrition en 1987 en déclarant : « J'ai la conviction chevillée qu'aucune cause au monde n'autorise des blessures et a fortiori la mort ».

Dans l'entracte qu'il nous a accordé, M. Siméoni s'explique sur les raisons qui l'ont conduit à s'allier à des nationalistes qui n'ont pourtant pas renoncé à la violence.

Un entretien avec M. Edmond Siméoni

« Je ne suis pas l'otage des clandestins », nous déclare la tête de liste de l'Union nationaliste

« Votre candidature peut-elle être un rempart contre les attentats de l'extrême droite du FLNC ? »

— Les choses sont claires, je n'ai absolument aucun accord avec les clandestins. Je ne suis pas leur homme. Je ne suis pas leur fait. Je ne suis pas leur otage. Mais sans que cela constitue un plaidoyer *pro domo*, force est de constater que les clandestins ne sont pas nés ex nihilo et que la violence clandestine qui a commencé aux alentours de 1973 pour s'organiser avec le FLNC à partir de 1976 est née d'une situation injuste faite à la Corse.

« Situation injuste au plan social, économique, culturel... Et tout doucement elle s'est enracinée dans toutes les couches de la société, chez les jeunes et les moins jeunes. Même si très souvent des réserves d'éthique très loyales font critiquer la violence, on ne peut, en toute hypothèse, en prévoir la disparition que le jour où le problème de fond de la Corse sera traité de façon franche. Ce qui compte, ce sont des objectifs qui sont poursuivis, c'est-à-dire le droit à la vie du peuple corse, le droit de maîtriser sa langue, sa culture, le droit d'être véritablement une démocratie ».

« Etant entendu que sur tous ces plans il n'est nullement question de se renfermer dans une démarche frileuse ou autarcique mais bien au contraire de promouvoir le partage, la démocratie, la tolérance... Du côté des Corsais, il existe un moyen très simple de dépasser la violence politique, c'est que tout un chacun, dans le respect de ses propres convictions, s'engage sur tous les terrains de la lutte sociale, économique et culturelle. C'est de cette prise de conscience et de la volonté de dépasser des convergences qui naîtront les forces nouvelles. Tout doucement au pouvoir colonial une Corse dipe, maîtresse de son destin et, en définitive, une Corse réconciliée avec son bistro et avec le droit. A ce moment-là, la violence, *ipso facto*, s'arrête ».

— Si, pour une partie de l'opinion insulaire, votre candidature peut avoir la vertu d'être un rempart contre la violence, pour d'autres, la crainte vient du caractère peu concevable des projets politiques des groupes composés de l'Union nationaliste. Autonomie interne et indépendance sont-elles compatibles ?

— Ce qui me frappe depuis mon retour au « centre du débat », c'est la maturité considérable acquise par le mouvement nationaliste organisé et organisé. Tout doucement au pouvoir colonial une Corse dipe, maîtresse de son destin et, en définitive, une Corse réconciliée avec son bistro et avec le droit. A ce moment-là, la violence, *ipso facto*, s'arrête ».

□ Le PS désigne un candidat « à titre conservatoire » pour l'élection législative partielle dans le Nord. — Le Parti socialiste a désigné M. Claude Reynaert, conseiller municipal de Lambert, comme candidat « à titre conservatoire » pour l'élection législative partielle organisée dans la quatrième circonscription du Nord (Lille-Ouest, Quenoy-sur-Deule), dans l'attente de l'éventuelle candidature de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Le premier tour de scrutin est destiné à pourvoir le siège vacant depuis le décès de Jacques Houssin, suppléant de M. Durieux, survenu dans la nuit du 13 au 14 novembre, a été fixé au 26 janvier. Ont d'ores et déjà annoncé leur candidature : M. Marc-Philippe Dabure (UOF-CDS), maire de Lambert, Nicolas Crochet (FN), Jean-Jacques Lefebvre (Verts) et Yves Le Meur (PC).

pratique d'autoreponsabilisation quotidienne qui permet au citoyen, en vertu du droit des peuples de choisir leur destin. Je vois des convergences. D'autres débats institutionnels seront nécessaires. Alors pourquoi excludrions nous l'indépendance ou l'autogestion ? Mais à la condition expresse que nous en discutions entre nous. Ce combat va s'élever sur les dix, vingt, trente ans qui viennent parce que la Corse est un pays en déséquilibre que le colonialisme a pillé, privé de ses richesses fondamentales mais surtout de ses capacités d'autocritique, de réflexion, de sa dignité. Nous sommes en train de reconquérir une parcelle de notre être profond et collectif ».

Les perspectives institutionnelles changent

« Qui peut croire que nous soyons assoiffés de sang, de destruction, d'exclusion, d'antidémocratie ? Nous voulons des espaces de dignité, de justice, de démocratie. Même sans être nationaliste, ces espaces sont à conquérir tous les jours, parce que la liberté, ça se mérite, ça s'acquiert. La Corse nouvelle ne peut pas naître que de slogans et d'affrontements, elle ne peut naître que de la volonté de travail et du respect essentiel de l'éthique et non pas d'une morale bourgeoise érigée. Il faut réconcilier l'éthique et la politique ».

— La réforme institutionnelle

évoque la Corse en collectivité territoriale. Est-ce une étape suffisante dans le règlement du problème de l'île ?

Cette réforme n'est pas la nôtre. Le nouveau statut se situe dans le droit fil de la politique coloniale. Loin de s'attaquer à la résolution des questions de fond, il privilégie l'apparence. En effet, la revendication fondamentale de la reconnaissance en droit du peuple corse est une fois de plus occultée. M. François Mitterrand, en politique averti et en départementaliste convaincu, a parfaitement pris la mesure du problème national corse. Mais il refuse d'admettre que le problème corse est un problème d'émancipation nationale appelant une solution politique globale, courageuse, inéluctable.

« Au-delà, nous devons faire avec des problématiques fondamentalement différentes de celles qui nous régissent jusqu'à ce jour. C'est-à-dire celles de la contrainte du pouvoir colonial. Aujourd'hui, c'est l'Europe, c'est la Méditerranée, c'est l'ouverture sur le monde. Les perspectives institutionnelles changent. Nous sortons de ce face-à-face mortel avec un protecteur étouffant qu'est l'Etat central. L'Europe est en train de naître même si elle appelle des réserves sur sa philosophie néo-cantile, sur sa démonstration avec des systèmes anglo-américains ».

« A partir de Maastricht, nous sommes obligés de convenir que les accords futurs permettront des délégations de souveraineté considérables. Nous devons nouer les liens Records de demain, en Méditerranée ».

née et au-delà. Des liens qui nous permettront de nous insérer dans une économie moderne, tout en valorisant notre culture ».

« Devant l'ampleur des tâches à conjuguer, que sont à la fois la décolonisation et la construction d'un pays moderne, les nationalités corses sont largement appelées à toutes les compétences sans aucun sectarisme. Peut-on faire vivre une culture parfois moyennageuse pour la faire accéder au troisième millénaire ? Peut-on faire revivre une langue pour la rendre véhiculaire ? Peut-on faire revivre la démocratie sans y convier ceux qui sont épris de justice sociale, de démocratie, de fraternité, de convivialité ? Nos projets ne sont pas à prendre ou à laisser, ils sont à débattre ».

« Plus les espaces de débats publics seront larges, plus les mobilisations sans arrière-pensées partitiques s'organiseront et plus le peuple s'achèvera insensiblement vers une transformation radicale de son statut. Nous devons passer du servage à une attitude de courage et de responsabilité sans aliéner nos valeurs traditionnelles. Ceux qui nous disent qu'au nom de la modernité, il faudrait abandonner notre spécificité se trompent parce que la violence ne ferait alors que s'accroître, s'enraciner, s'aggraver... Il existe une réponse fondamentale à la violence : c'est la justice, l'identité et les droits nationaux du peuple corse ».

Propos recueillis par MICHEL CODACCIONI

Les élections régionales

Haute-Vienne : la fédération du PCF a désigné ses têtes de liste

LIMOGES

de notre correspondant

La fédération communiste de la Haute-Vienne s'est présentée, vendredi 27 décembre, ses premiers candidats aux élections régionales de Limousin. Après l'annonce d'une liste dissidente animée par l'ADS (Association pour la démocratie et le socialisme), qui regroupe les « rénovateurs » et les « reconstrucateurs » (Le Monde du 21 décembre), ces candidatures consacrent la rupture de la famille communiste dans un des bastions traditionnels du PCF. Les quatre candidats désignés par la fédération pour conduire cette liste sont MM. Joël Ratier, maire de Saint-Martin de Jusac, Christian Audouin, membre du comité central, secrétaire du comité régional du Limousin du PCF, directeur du quotidien *L'Echo du Centre*, Bernard Ebenstein, universitaire, adjoint au maire de Limoges, et M. Annie Barbier, secrétaire fédérale, conseillère municipale de Limoges. Les quatre candidats, qui ont déposé la « fin de non-recevoir » ou répondu à [leur] volonté d'union », se disent toujours prêts, « à tout moment », « à travailler ensemble » avec « ceux qui ont pris la responsabilité de s'occuper du parti ». Ils n'écarteront pas l'hypothèse de constituer une liste unique « ouverte aux diverses sensibilités communistes ». Avec, bien évidemment, l'investiture officielle du PCF, ce dont justement les dissidents ne veulent pas entendre parler.

GEORGES CHATAIN

□ Les vœux de M. Cresson. — Dans une déclaration au *Journal du dimanche* du 29 décembre, M. Edith Cresson indique qu'elle formule deux vœux : « Inverser la courbe du chômage et mobiliser les Français pour qu'ils prennent confiance dans leur avenir et tiennent une place de premier plan dans un monde qui a changé ».

Les vents tourbillonnants du Cher

BOURGES

de notre correspondant

Dans les eaux mêlées des cantonales et des régionales, le Cher subit depuis l'équinoxe d'automne un mesecet politique qui soulève des ambitions plus ou moins déclarées. La navière régionale fait suite aux vocations de Marcator, Marin émirite, M. Jean-François Danieu, député UDF-PR, président du conseil général, ne s'y est pas trompé. Aucun avis de houle n'étant raisonnablement prévu sur les dix-huit cantons renouvelables — dont le sien — il peut logiquement se faire à l'abri du côté de la région. Le volé donc maître de passerelle sur dérivant du RPR, qui avait précédemment la charge de mener la liste régionale.

Son dynamisme ascendant, M. Serge Vinçon, sénateur RPR, maire de Saint-Amant-Montrond, qui a pris le large au Palais de Luxembourg, où il s'est familiarisé avec le sextant politique, compte bien obtenir en compensation, au nom de son parti, six places sur onze — dont les deuxième et troisième — tout en briguant, lui aussi, un siège départemental contre le conseiller général sortant, M. Pierre Goutier... soutenu par M. Danieu.

De telles mutineries n'égareront aucun équipage. Ainsi, dans le même canton, M. Bernard Jemot, maire socialiste de Dreux, croquera le fer avec un autre socialiste, M. Yves Barrière, maire de Farges-Alichamps, par ailleurs candidat aux élections régionales sur la liste d'Union nationale. M. Edith Cresson indique qu'elle formule deux vœux : « Inverser la courbe du chômage et mobiliser les Français pour qu'ils prennent confiance dans leur avenir et tiennent une place de premier plan dans un monde qui a changé ».

Calmet, député, ancien ministre, mis aux cantonales, tout en étant lui-même candidat, il soutiendra dans le canton voisin son premier adjoint, M. Max Albizzati (Arc-en-ciel), qui pourrait figurer en bonne place (la quatrième, dit-on) sur la liste conduite par M. Danieu...

Dans le canton de Châteauneuf, M. Gérard Bruant, socialiste, se lance à l'assaut du RPR. M. Roger Jaquet, communiste, R. celui-ci, premier adjoint au maire de Saint-Florent, est soutenu dans son entreprise par le maire de cette commune, M. Joaquin Gourier, ex-communiste, qui se présente elle-même sur la liste de M. Jean Rousseau aux élections régionales.

Au nom du renouvellement — il n'est pas toujours facile de dire autrement — la moitié des conseillers régionaux du Cher restent à quel (quel) sur dix, tous partis confondus. Le RPR national s'est ému d'un naufrage local qu'il s'est dépêché d'arrêter. De sa hune, M. Maurice Dousset, président du conseil régional, s'est autorisé à regretter, lors de la dernière session de l'assemblée, « certains départs », rendant implicitement hommage à ceux qui auront sacrifiés sur l'autel des ambitions.

La présidence de la région n'est à l'abri d'aucun danger de fond. MM. Jean-François Danieu et Jack Lang, candidat probable dans le Lot-et-Cher, continuent de s'imposer comme les figures de proue d'un changement de cap. M. Dousset donne l'impression de s'être attaché au mât pour mieux résister au chert des sirènes. Mais la règle n'a pas encore vraiment commencé et les vents, en deux mois, ont la temps de tourner, chacun à sa façon.

PATRICK MARTINAT

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

La Lorraine submergée par les déchets allemands

Les départements frontaliers reçoivent des milliers de tonnes de détritus d'outre-Rhin.
La Moselle décide de s'y opposer

METZ

de notre envoyée spéciale

Le village somnait encore lorsqu'un camion venu de Saxe se présente à la déchèterie municipale d'Aboncourt (Moselle), où le bal des bennes à ordures et des bulldozers a commencé bien avant l'aube. Le jeune chauffeur mosellan, qui a pris livraison de son chargement la veille, à 500 kilomètres de là, glisse quelques mots au conducteur de bulldozer chargé d'étaler le contenu des camions sur le site à ciel ouvert. Puis il fait basculer sa benne, d'où dévalent les tonnes d'ordures ménagères collectées en Allemagne. Une vague nuageuse s'élève du tas en cours de fermentation.

La jeune douanière venue contrôler la conformité du chargement s'éloigne discrètement, prise de nausée. Son chef retourne de sa boîte un tas d'immondices, sous le regard narquois du conducteur de «bull» qui lance : «Alors, vous les trouvez ces fûts toxiques ?» Le douanier s'attarde sur un bout de plastique gris après avoir vérifié les documents de dédouanement. Tout paraît en règle. De toute façon, quel moyen a-t-il de détecter la fraude ? Comment faire la différence entre des déchets d'hôpitaux et des ordures ménagères ?

Feu vert, donc. Le «bull» écrase en quelques secondes le chargement, puis passe et repasse pour aplanir et compacter. Du chargement venu de Saxe, il ne reste aucune trace identifiable. Au suivant ! Cinq camions attendent leur tour. En cette fin de nuit, il en passe six à l'heure, dont cinq venus de Bavière, de Bade-Wurtemberg et de Saxe.

Où chacun trouve son compte

L'entreprise allemande qui a collecté ces ordures a fait ses comptes : son coût par tonne déchargée en France est le tiers du prix pratiqué en Allemagne. Dès lors, peu importe les frais de transport, même sur 500 kilomètres. Cela fait également l'affaire des Lorrains. Par tonne importée, l'exploitant agréé de la déchèterie, une filiale de la Compagnie générale des eaux, touche 300 F et la municipalité d'Aboncourt 60 F.

Le maire surgit inopinément, prévenu par le bouche-à-oreille de la visite surprise des douaniers : «Que se passe-t-il encore ? Que lui vaut cette matinale descente de la «brigade volante» ? L'effeuille semblait réglée : l'importation d'ordures ménagères pour la déchèterie d'Aboncourt doit cesser (1) dès le 1^{er} janvier 1992.

Le maire ne décourage pas : «Aboncourt va perdre son unique source de recettes. Et il n'y a aucune solidarité intercommunale.» Les agglomérations voisines perçoivent diverses taxes, mais ne reversent rien aux bours ruraux qui sègent au même syndicat. Telle est la réglementation. Les trois cent quarante habitants d'Aboncourt seront ainsi seuls à combler le futur trou budgétaire. «Je suis prêt à démissionner, puisqu'on me coupe les vivres», affirme le

maire. Les douaniers ne sont pas contents non plus : «Ce n'est pas notre travail de fouiller les ordures. Que l'autorité l'autorise à importer et simplement les importations. La Lorraine n'est pas la poubelle de l'Allemagne.» En 1990, 600 mille tonnes ont été importées.

Sur le bureau de M. Michel Laurent, receveur principal des douanes, quelques sachets anonymes sont alignés. Plastique transparent, fermeture étanche, pour des copeaux de couleur brune. De quoi peut-il s'agir ? «Un mot de cinq lettres», répond l'accolitiquement responsable. En fait, le produit vient d'être saisi lors d'un contrôle à ce poste, que franchissent chaque semaine quatre cents camions chargés, au total, de 9 000 tonnes de détritus. Selon le formulaire présenté au dédouanement, c'est un engrais. En fait, il s'agit de boues d'épuration séchées et conditionnées par un industriel allemand. Or les boues d'épuration sont soumises à une réglementation plus stricte que les ordures ménagères ou les engrais, dont la circulation est libre à l'intérieur du Marché commun.

La douane a aussitôt ordonné le refoulement de la cargaison et

entamé des poursuites contre l'expéditeur. Chaque jour, sur quatre-vingts camions transitant par «Sarrebrück-Lauterbourg», arrivent ou quatre transportent ces boues conditionnées en Allemagne. Tous doivent présenter les certificats d'origine qui en garantissent le conditionnement. La douane française peut opérer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire. Si le produit est conforme, il pourra être utilisé pour l'épandage dans les champs.

Les transporteurs de déchets plaquent aujourd'hui leur marchandise dans des contenants fermés. Même s'il s'agit d'abord de préserver l'environnement, cela permet aussi de fraudes. «Comment deviner si la marchandise déclarée est celle réellement chargée ? observe le receveur. Nous ne pouvons faire ouvrir tous les véhicules.

Autre filon lucratif : le pneu. Les automobilistes européens en abandonnent chaque année des millions, que l'on n'arrive pas à éliminer faute d'installations ad hoc. Convaincu de tenir là un marché, le Sarrois Dennis Helmcke propose un jour à la municipalité de Forbach (Moselle) de créer une usine de traitement des

pneus usagés. La ville manque cruellement d'emplois et de ressources depuis la mise en veilleuse des mines. Le jeune entrepreneur fonde une société de droit français, Tyres Recycling Industries (TRI), et en fixe le siège à Forbach. Puis il loue un terrain de 20 hectares à côté d'une usine chimique et commence à entreposer la matière première.

Pneus farcis de résines

Un an et demi plus tard, adieu projet, pactole et capitale d'industrie. Le Sarrois, qui a ouvert trois aires de stockage, à Sarreguemines, Betting-lès-Saint-Avold et Forbach, reste introuvable. La justice est à ses trousses pour importation clandestine de déchets dangereux. Début novembre, un incendie se déclenche dans l'entrepôt de Forbach, provoqué par la présence sous les pneus de cent quarante fûts de peinture périmée en provenance de l'ex-RDA. L'usine chimique d'à côté a bien failli exploser, «et la moitié de Forbach aurait sauté avec», s'indigne le jeune capitaine. M. Jean-Luc Senn, qui est aussi douanier. Le pot aux roses est découvert. Certains pneus ont été littéralement farcis de résines.

Aujourd'hui encore, à deux pas des pavillons de mineurs, se dresse une hideuse muraille de pneus et de carcasses de voitures allemandes, balayant dans l'huile de vidange. Par grand vent, l'écoule de cyano du dépôt pourrait entrer en réaction avec les produits de l'entreprise voisine. Tout Forbach s'indigne. Mais comment se débarrasser de la «chose» ? Sous la pression des comités de défense locaux, la Moselle a fermé toutes ses déchèries à l'importation, sauf celle de Montois-la-Montagne. Les douaniers ont opéré un dépistage systématique des décharges sauvages en survolant le département de la Moselle. Ils en ont répertorié une douzaine ! Sur l'ensemble de la Lorraine, ne sont plus officiellement autorisées que vingt-quatre décharges, dont trois pour l'industrie, et treize usines d'incinération.

Les défenseurs de l'environnement ne s'arrêtent pas pour autant. «C'est à la source qu'il faut éviter la pollution, en imposant des industries propres», réplique M. Daniel Béguin, candidat aux élections de Verts. Tous s'opposent à trois projets de traitement actuellement à l'étude à Hancourt, Thionville et Forbach. Cinq communes ont organisé des consultations en forme de référendum : 53 % de participation, 95 % de «contre». La prochaine échéance électorale a calmé l'ardeur de certains édiles à accueillir la «manne allemande», quitte à abandonner un nouveau équivalent à la taxe d'habitation.

DANIELLE ROUARD

(1) Il s'agit d'une décision unilatérale de l'importateur, le préfet ayant pour sa part pris deux arrêtés suspendant l'importation de traitement des déchets importés par les déchèries de Teting-sur-Nied et Trilling.

Une réglementation balbutiante

En 1989, 800 000 tonnes d'ordures ménagères ont été importées en France la plus légalement du monde, en provenance essentiellement d'Allemagne, de Suisse et du Benelux. On estime que 81 019 tonnes de déchets toxiques ou dangereux. Collectés auprès des agences financières de base, ces chiffres sont «largement sous-estimés», selon l'aveu de l'ex-Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). De fait, «il n'existe aucun inventaire», conviait l'agence.

Le 1^{er} janvier 1993, le post-frontière de la Sarrebruck-autoroute fermée, comme tous ceux des frontières entre la France et ses voisins de la CEE. Les cinquante fonctionnaires qui y travaillent devront être employés autrement. La douane va d'abord renforcer ses contrôles volants à l'intérieur du territoire français. En outre, des «contrôles à destination», analogues à celui opéré sur la déchèterie d'Aboncourt, seront effectués systématiquement, en accord avec les autres administrations : pour les ordures ménagères, avec l'Agence nationale de l'énergie, l'agriculture, l'équipement, la préfecture et les ministères de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. A cet égard, l'interdiction des déchets industriels, avec les ministères de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. A cet égard, l'interdiction des déchets industriels, avec les ministères de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Des trois catégories de déchets — ménagers, industriels

banals ou «générateurs de nuisances», — les plus toxiques sont évidemment les mieux surveillés. La réglementation communautaire traite en effet les ordures ménagères comme un produit banal, dont la circulation est libre, sauf si leur toxicité est établie, comme pour la plupart des déchets hospitaliers. Aux termes de la directive communautaire du 20 mars 1990, il sera bientôt possible de s'opposer à leur importation, si celle-ci est en contradiction avec les futurs «schémas territoriaux d'élimination des déchets». D'une façon générale, les déchets européens devront être éliminés «le plus près possible de la source».

En France, ces schémas devraient être terminés pour la mi-1992. L'importation de déchets hospitaliers et de résidus industriels dangereux de nuisances sera alors soumise à une «déclaration préalable» à l'intérieur de la CEE et à une «autorisation préalable» pour les pays tiers.

En attendant, chaque pays membre garde encore son libre arbitre et conserve ses propres définitions. Un exemple de ces contradictions, parmi d'autres : l'Allemagne traite ses déchets hospitaliers comme de simples ordures ménagères. Il ne faut donc pas s'étonner de les voir être déversés, par milliers de tonnes, dans les déchèries françaises.

D. R.

IMMIGRATION

A la suite des opérations de régularisation

Sept mille déboutés du droit d'asile pourront rester en France

Le ministère de l'Intérieur a annoncé, dimanche 29 décembre, que 7 000 déboutés du droit d'asile, qui avaient engagé de nouvelles démarches en France au terme d'une circulaire du 23 juillet dernier, ont vu leur dossier accepté, tandis que 13 500 autres seront obligés de quitter le territoire.

La circulaire, adressée aux préfets, concernait les étrangers entrés en France avant le 1^{er} janvier 1989, dont la demande d'asile avait été rejetée définitivement avant le 23 juillet 1991. Il leur était demandé de présenter, avant le 30 novembre, une requête «d'admission exceptionnelle au séjour et au travail» (le Monde du 3 décembre).

50 000 dossiers au total ont été déposés dans les préfectures, note le ministère de l'Intérieur, pour qui ce chiffre représente la «quasi-totalité» des déboutés du droit d'asile en France. La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) avance, quant à elle, le chiffre de 60 000.

Sur ces 50 000 dossiers, 10 000 ont été adressés par erreur à des préfectures autres que celles dont dépendait le demandeur et devront être à nouveau présentés. Restaient 40 000 dossiers jugés recevables, dont un peu plus de la moitié seulement ont été examinés.

A ce jour, 20 500 demandeurs sont donc fixés sur leur sort : 7 000 ont fait l'objet d'une décision positive, avec l'octroi d'un statut régulier par l'obtention d'une carte de séjour d'un an renouvelable et d'une autorisation de travail. Ces demandeurs réunissent en effet les quatre critères retenus par l'administration : être entré en France avant le 1^{er} janvier 1989 ; avoir fait l'objet d'une procédure d'examen depuis trois ans au moins (deux ans s'ils ont des attaches familiales en France) ; n'avoir jamais troublé l'ordre public et pouvoir se prévaloir d'une insertion professionnelle (contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée d'un an au moins).

Les 13 500 autres demandeurs

d'asile ont reçu une réponse négative. Ils ont donc «voctation à quitter le territoire français dans un délai d'un mois», à l'issue duquel ils pourraient faire l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Toutefois, il leur reste encore la possibilité de faire valoir d'éventuels «risques sérieux» en cas de retour dans leur pays d'origine.

«Vingt-sept Kurdes entament une grève de la faim à Marseille. Candidats au statut de réfugié, vingt-sept Kurdes ont entamé, dimanche 29 décembre, une grève de la faim sur le parvis de l'église des Réformés, située sur la Canaille, à Marseille. Ils entendent ainsi protester contre le refus du gouvernement français de leur accorder satisfaction et demandent un réexamen de leurs dossiers. Tous sont entrés illégalement en France, il y a plusieurs années, et souhaitent y demeurer.

FAITS DIVERS

Un avocat d'affaires de Cannes tué par balles en compagnie d'un avocat d'affaires, tué à l'aide d'une arme de gros calibre, a été découvert, samedi 28 décembre, dans un parking au centre de Cannes (Alpes-Maritimes). M. Lucien Henrissay, quarante-sept ans, originaire de Vichy (Allier), a été abattu de trois balles. Il exerçait à Cannes depuis plus de vingt ans. Des policiers ont été saisis au cabinet de l'avocat par le substitut du procureur de la République de Grasse et versés au dossier de l'instruction. — (AFP).

Held-up au casino de Trouville. Trois malfaiteurs armés et masqués se sont emparés de la recette du casino de Trouville (Calvados) dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 décembre. Les trois hommes ont fait irruption dans l'établissement lors de sa fermeture, vers 4 h 15, prenant un croupier en otage. Ils ont raffé le contenu de la caisse, qui renfermait la recette de la soirée : 980 000 F en espèces. Les malfaiteurs ont pris la fuite à bord d'un véhicule qui n'a pu être identifié.

Carabollages sur l'autoroute A63 : un mort et quarante-six blessés. — Le brouillard et l'écoulement de vitesses ont été à l'origine de trois carambolages sur l'autoroute A63, au sud d'Auxerre (Yonne), samedi 28 décembre. Une personne est décédée et quarante-six autres ont dû être hospitalisées, dont six dans un état grave. Lundi 30 décembre au matin, seize personnes étaient encore hospitalisées.

FRANCK & VAUTRIN



UN GRAND ROMAN DES IMAGES INOUBLIABLES CE SOIR SUR TF1



Franck et Vautrin, rendant hommage au roman-feuilleton, paraissent l'avoir inventé.

Pierre Lepape, Le Monde

Des mêmes auteurs chez Fayard : Le temps des cerises, la suite de la Dame de Berlin

FAYARD & BALLAND

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrt-Le Cap

Déconvenues libyennes

Le Paris-Syrt-Le Cap a quitté la Libye, lundi 30 décembre, pour entrer au Niger. Après les quatre étapes disputées dans le pays du colonel Kadhafi, l'italien Alessandro De Petri (Yamaha), à moto et l'équipage français Hubert Aurioi-Philippe Monnet (Mitsubishi Pajero), en auto, étaient en tête des classements généraux, mais la plupart des concurrents ne garderont pas un grand souvenir de leur passage en Libye.

TUMU (frontière Libye-Niger)

de notre envoyé spécial

Les concurrents du Paris-Syrt-Le Cap auraient sans doute apprécié le spectacle du bivouac à Tumu, à la frontière entre la Libye et le Niger, d'une caravane de près de quatre cents chameaux. Arrivés la veille au soir de Sabha, ces majestueux vaisseaux du désert faisaient provision d'eau et de foin avant de rallier Bilma, où les attendait un chargement de blocs de sel à transporter à Niamey, à l'autre extrémité du Ténéré. Hélas ! L'arrivée matinale des premiers avions a mis en fuite les chameaux, plus soucieux de préserver leurs bêtes de la tempête de débris annoncée que de suivre les « exploits » de la grande caravane mécanique.

Les bonnes œuvres du colonel Kadhafi

La dernière image que les concurrents gardent de la Libye sera donc celle de ce poste-frontière inhabité avec sa piste d'atterrissage faite de plaques de désensablage fixées bout à bout et quatre baraquements, dont deux en préfabriqué pour la police et les douaniers. Si on excepte le vieux fort

ottoman de Tagrit ou le grandiose volcan de Wao-el-Namous, les quatre étapes libyennes, sans grand relief, ont été les amateurs de paysages de sable nu de paysages de carte postale.

« Nous sommes en situation d'invités en Libye », explique Gilbert Sabine. Nous devons composer avec le menu qu'ils nous proposent. Cette année, nous devions inaugurer en grande pompe le nouveau port de Misratah. Kadhafi devait ensuite venir à Syrt, sa ville natale et la prochaine capitale de la Libye, pour prononcer un grand discours sur le sport. Les récentes accusations sur l'implication de ses services secrets dans les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA ont dû modifier ses projets.

Plus qu'aucun autre pays africain, la Libye a voulu, depuis quatre ans, utiliser le « Dakar » pour améliorer sa mauvaise image dans les pays occidentaux. Ainsi, le terme d'« explosion » utilisé par une agence pour décrire l'accident du Land Rover qui a coûté la vie à Jean-Marie Sunillac et Laurent Lebourgeois (le Monde daté 29-30 décembre), repris au sens propre par certains radios soupçonnant un attentat ou un passage sur une mine, a-t-il entraîné une réaction indignée des représentants libyens auprès de Gilbert Sabine pour protester contre ces insinuations.

Quant aux efforts faits pour présenter les dernières réalisations libyennes sous leur meilleur jour, ils ont été sabotés par... le mauvais temps. Le débarquement sous la pluie à Misratah n'était qu'un avant-goût de ce qui attendait les concurrents à Syrt. Comme par hasard, le bivouac avait été installé à 30 kilomètres de la ville, au pied du réservoir du « grand fleuve artificiel » qualifié de « huitième merveille du monde » par Mouammar Kadhafi.

Hélas ! le terminal de ce canal apportant sur le littoral l'eau douce pompée dans le sous-sol du désert à quelque 900 kilomètres de là, était noyé par un déluge céleste. Les de patauger dans ce gigantesque bourbier, les concurrents se sont réfugiés sous la grande tente en démantelant l'exposition photographique des grands travaux disposée autour du portrait du colonel.

Ces passages imposés par Misratah et Syrt ont eu aussi l'inconvénient de provoquer une traversée du désert libyen dans sa partie est, de loin la moins agréable avec des paysages monotones, des pistes souvent très cassantes et des bivouacs glacials sur le site pétrolier de Sabha 74 ou la base militaire de Waw-el-Kbir.

La chance pour les navigateurs

Si la plupart des participants s'avouaient très déçus de leur séjour en Libye, la déconvenue était plus grande encore chez Citroën. Malgré deux victoires d'étape pour Björn Waldegård et Ari Vatanen, la marque au chevron a ses cinq voitures reléguées à plus d'une heure et parfois même deux heures des Mitsubishi Pajero de Hubert Aurioi et de Kenjiro Shinozuka et de la Lada Samara de Salvatore Servia. Chacun à leur tour, les pilotes des voitures jaunes ont connu des problèmes mécaniques (suspension et transmission arrachées pour Vatanen dans la deuxième étape, pont avant cassé dans la troisième et problèmes d'alternateur dans la quatrième pour Pierre Larigou) ou de navigation (Waldegård dans la première, Jacky Felix dans la deuxième et la troisième) qui leur ont fait perdre un temps précieux.

« Nous avons eu beaucoup de chance ces dernières années. Il faut

bien payer tout ça un jour », reconnaît avec un peu de fatalisme Bruno Berglund, le copilote de Vatanen. Plus curieusement, Jacky Lcx et son coéquipier Dominique Lemoine connaissent des problèmes de navigation l'année où les GPS (Global Positioning System) sont, pour la première fois, autorisés dans un raid-marathon. Or cet appareil fonctionnant avec les satellites permet, en une demi-seconde, de connaître sa position à 5 mètres près.

Après avoir intégré dans son programme une vingtaine de points de repères du parcours, le copilote peut, surtout, avoir à tout instant où il se trouve et quel cap il doit suivre pour rejoindre le point suivant. Loin de minimiser le rôle des « sacs de sable » (surnom donné jusqu'à aux navigateurs), le GPS remet à l'honneur le copilote qui ne se contente plus de lire son road-book, mais peut tenter de couper au plus court si le relief semble le permettre.

« Par principe, je suis plutôt contre l'utilisation du GPS, mais c'était

CLASSEMENT

Troisième étape : Sabha 74-Waw-el-Kbir (546 km chronométrés)

Autos. - 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Sue., Citroën ZX); 2. Aurioi-Monnet (Fra., Mitsubishi Pajero), à 1 min 8 s; 3. Sabat-Maimon (Fra., Mitsubishi Pajero), à 3 min 27 s; 4. Weber-Hiemer (All., Mitsubishi Pajero), à 7 min 24 s; 5. Fontenay-Musmarra (Fra., Mitsubishi Pajero), à 12 min 9 s.

Motos. - 1. Arcarons (Esp., Cagiva); 2. Laporte (E-U., Cagiva) et Trilli (Ita., Cagiva), à 6 min 56 s; 4. Orioli (Ita., Cagiva), à 7 min 21 s; 5. Peterhansel (Fra., Yamaha), à 7 min 39 s.

Quatrième étape : Waw-el-Kbir-Tumu (520 km chronométrés)

Autos. - 1. Aurioi-Monnet; 2. Vatanen-Berglund, à 7 min 54 s; 3. Weber-Hiemer,

logique de les autoriser dans la mesure où leur présence était difficilement contrôlable », estime Ari Vatanen. D'autres se montrent beaucoup plus enthousiastes, notamment chez les motards, qui voient leur navigation simplifiée. « Le GPS enlève beaucoup de piquant en termes de navigation, mais il nous permet de rouler au maximum de nos possibilités si on sait bien l'utiliser », juge l'Américain Danny Laporte.

Coincidence ? An terme du parcours libyen, la première place du classement auto est occupée par Hubert Aurioi, dont le copilote, Philippe Monnet, est un authentique navigateur, rompu depuis plusieurs années à l'utilisation du GPS sur son trimaran pour son record du tour du monde en solitaire ou ses tentatives de record sur la Route des épiers entre New-York et San-Francisco ou la Route du thé entre Hongkong et Londres.

GERARD ALBOUY

mer, à 9 min 16 s; 4. Shinozuka-Magne (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), à 20 min 25 s; 5. Schlessel (Fra., Proto Schlessel), à 30 min 59 s.

Motos. - 1. Peterhansel; 2. Laporte, à 10 s; 3. Morales (Fra., Cagiva), à 2 min 5 s; 4. De Petri (Ita., Yamaha), à 2 min 9 s; 5. Lalay (Fra., Yamaha), à 2 min 27 s.

Classements généraux à Tumu

Autos. - 1. Aurioi-Monnet, à 6 h 46 min 47 s, au-delà du temps imparti; 2. Shinozuka-Magne, à 7 h 1 min 59 s; 3. Servia-Servia (Esp., Lada-Samarra), à 8 h 30 min 30 s; 4. Weber-Hiemer, à 27 min 5 s; 5. Schlessel, à 47 min 44 s.

Motos. - 1. De Petri, à 6 h 46 min 44 s; 2. Peterhansel, à 4 h 27 min 37 s; 3. Laporte, à 4 min 30 s; 4. Arcarons, à 7 min 48 s; 5. Mas (Esp., Yamaha), à 16 min 55 s.

Les résultats

ATHLÉTISME

LA «CORRIDA» DE HOUILLES

Le Marocain Kalid Skah a remporté, dimanche 29 décembre, la vingtième édition de la course pédestre de Houilles (Yvelines), signant ainsi sa quatrième victoire dans cette épreuve. Le double champion du monde de cross-country a dominé la course dès le début du deuxième tour, prenant l'avantage sur le Kenyan Osono Ondonro, deuxième, et le Marocain Rachid Basri, troisième. Skah a égalé le record de victoires de la compétition, jusqu'ici détenu par Bonberger.

HOCKEY SUR GLACE

TOURNOI DU MONT-BLANC

Demière journée du tournoi du Mont-Blanc, à Megève (Haute-Savoie) : Tchecoslovaquie olympique bat Norvège 5 à 2. France et Tchécoslovaquie (Rus.) 4 à 3.

Classement final. - 1. Tchecoslovaquie olympique, 5 pts; 2. Tchécoslovaquie (Rus.), 3 pts; 3. France, 3 pts; 4. Norvège, 1 pt.

SKI NORDIQUE

COUPE DU MONDE DE SAUT À SKI à Oberstdorf (Allemagne)

La Finlandais Toni Nieminen a dominé, dimanche 22 décembre, l'épreuve de saut à ski d'Oberstdorf, comptant pour la Coupe du monde, en réalisant des sauts de 117,5 et 111 mètres. Le jeune homme, âgé de seize ans, adepte du saut en « V », a été devancé de près de 12 points l'Autrichien Werner Rathmayr (six-neuf ans), premier du classement mondial individuel.

VOILE

SYDNEY-HOBART

Le voilier Brindabella, basé par l'Australien George Snow, a remporté en temps réel, dimanche 29 décembre, la course à la voile Sydney-Hobart, longue de 630 miles. Il a devancé son suivant immédiat, Hammer of Chertland, parti par le Français Lionel Pén, d'un peu plus d'une heure. L'équipage de Pén avait la particularité d'être composé de dix marins australiens et de onze élèves de l'école polytechnique.

Sportifs bon marché

Suite de la première page

Polonais et Yougoslaves ont toujours été nombreux sur les terrains de France ou d'Allemagne. Ils ont été rejoints par des Soviétiques et des Tchécoslovaques. Mais, aujourd'hui, la tendance à l'expatriation ne touche plus seulement des joueurs de premier plan. Elle s'étend à des éléments moins renommés, engagés par des clubs moins fortunés.

Le Portugal, traditionnelle terre d'exil des joueurs brésiliens, se tourne cette fois vers la Bulgarie et l'ex-URSS. En une année, les clubs grecs de première division ont engagé six Yougoslaves et quatre Bulgares. La Turquie a attiré onze Yougoslaves, sept Roumains, cinq Tchèques et trois Albanais. « Soixante Polonais jouent dans le football français, de la première à la quatrième division », remarque M. Tadi Fogel, un Polonais installé en France qui a favorisé la venue de nombreux compatriotes.

Le football a montré la voie. D'autres sports l'imitent. En handball, les Roumains concurrencent

désormais les Yougoslaves, présents en France depuis plusieurs années. Le Paris-Racing-Asnières s'est attaché les services de l'international Yon Mocanu (deux cent quarante-huit sélections) et de son compatriote Tudos Tosca. Le rugby n'est pas en reste. Les joueurs français étant de plus en plus exigeants (salaire « noir », logement, travail...), les recrues « orientales » sont très recherchées, en particulier les avant roumains.

Même s'ils ne tardent jamais à comprendre les rouages des transferts en devises, ces champions restent imbattables au rapport « qualité-prix ». « Avec ces gars-là, on est assuré de gagner des courses. Ils ne rechignent pas à l'effort », estime Didier Louis, directeur sportif des cyclistes de l'armée rouge, qui loue la « bonne mentalité » de ces « gars pour lesquels le vélo est une issue de secours ».

Cette ouverture des pays de l'Est modifie la physiologie de certains sports. Ainsi, dans le volley-ball, des intermédiaires proposent désormais des joueurs et des



joueurs aux clubs, moyennant une « commission ». Un marché florissant : sur les sept cent soixante-sept transferts internationaux intervenus au cours de l'année 1990 (hommes et femmes), quatre-vingt-onze concernaient des Bulgares, quatre-vingt-un des Tchécoslovaques et soixante-quinze des Soviétiques. Le phénomène s'est accentué en 1991. Entre le 20 septembre et le 21 octobre dernier, deux cent huit transferts internationaux sur trois cent soixante-cinq touchaient des sportifs originaires des anciens pays communistes (Yougoslavie et Albanie comprises). En un mois, cinquante Bulgares et trente-trois Polonais ont opté pour l'exil.

Les deuschemarks de Bubka

Outre des Bulgares et des Polonais, la fédération française de volley-ball note l'arrivée en France de nombreuses jeunes filles en provenance de l'ex-URSS. Ima Ratnikaité, une Lituanienne, et Svetlana Fedosova, originaire de Tachkent (Ouzbékistan), ont rejoint Clamart (nationale 1A). Toutes deux sont aussi talentueuses et surtout moins « gourmandes » que d'autres vedettes, comme le confirme Andzej Dulski, l'entraîneur polonais de ce club de la région parisienne : « Avec 10 000 F par mois, une Soviétique ou une Bulgare dispose d'un bon salaire pour son pays. Pour une Américaine, c'est le salaire d'un balaieur ».

L'exode entraîne pourtant, quel-

quefois, des situations délicates. En 1989, l'adjoint aux sports de la mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a vu débarquer dans son bureau un lanceur de poids bulgare avec pour unique bagage un sac de sport. Cet athlète de renommée mondiale, suspendu à vie pour dopage, cherchait un employeur. De même, de nombreux champions, séduits par des offres mirobolantes, se lient, sans le savoir, à des clubs de seconde zone.

D'autres acceptent, consciemment, d'intégrer de modestes formations. Raina Minkova, internationale bulgare de volley-ball, s'est retrouvée à Huningue (Bas-Rhin), petit club de nationale 3 entraîné par son compatriote Alexander Tranev. Après avoir joué à Toulouse, en première division de football, l'ancien international soviétique Vagiz Khidiatouline évolue à Moolauban, en division d'honneur !

Cette multiplication des transferts s'explique aussi, dans bien des cas, par l'absence de cadre juridique précis. Négocier avec certains pays, c'est avoir l'assurance de pouvoir marchander sans trop se soucier de fiscalité. Les intermédiaires sont nombreux, mais la discrétion garantie.

En marge de ce mouvement vers l'Ouest, un « marché » intérieur s'est même développé entre les anciens pays communistes. Les laissés-pour-compte du rêve occidental se contentent d'un exil moins bien rémunéré. Entre le 20 février et le 20 avril 1991, douze Soviétiques ont été transférées dans des clubs polonais de volley-ball féminin. Quot aux équipes roumaines de football,

elles engagent les Albanais rejoints de Grèce. De même les Soviétiques sont-ils désormais légion dans le football polonais, comme le confirme M. Tadi Fogel : « Un joueur moyen gagne 10 000 F par mois. Il est logé et sa famille peut venir faire ses courses en Pologne où la misère est tout de même moins grande qu'en URSS ».

Tant que les clubs de l'Est ne se seront pas dotés de moyens comparables à leurs homologues de l'Ouest, l'exode se poursuivra et les compétitions nationales, privées de leurs vedettes, seront dévaluées. Quant aux sélections, dont certaines échappent miraculeusement à un « éclatement » politique (1), elles auront bieu du mal à maintenir leur rang. Afin de préserver leur réservoir en joueurs de football, les autorités sportives ukrainiennes viennent de fixer un « tarif minimum » (60 000 F) pour tout joueur de première division désireux de s'expatrier.

Dans bien d'autres Républiques de l'ex-URSS, il est trop tard pour installer de tels garde-fous. L'argent manque et les devises sont bien venues. Et si le perchiste Sergueï Bubka s'appare à quitter Donetsk pour s'installer à Berlin, c'est bien pour récolter des deuschemarks : « En toute franchise, je peux vous assurer que ce ne sont pas les salaires allemands qui m'attirent », avoue-t-il avec humour dans un entretien au quotidien moscovite Sport Express.

La « mafia » polonaise

Les difficultés économiques sont telles que les dirigeants responsables des délégations de la Communauté d'États indépendants qui participent aux Jeux d'Albertville et de Barcelone ont dû lancer un appel aux « entrepreneurs » et aux « sportifs » de l'ex-Union pour qu'ils combinent le déficit (5,5 millions de francs) du budget de préparation des sélections.

En fait, les fonds en question devraient surtout être réunis avec le soutien de M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique et des Fédérations internationales de sports d'hiver. Si la mobilité d'Est en Ouest modifie les données du sport européen, elle influe aussi sur les mentalités. A moyen terme, les champions des « pays d'accueil » risquent de s'élever contre cette maïo-d'œuvre qui se brade au plus offrant. Déjà, des conflits éclatent ici et là. Ainsi, la mainmise des Polonais sur le cyclisme amateur français (seuls les nouveaux venus de l'armée rouge peuvent rivaliser avec eux) suscite-t-

elle des critiques. Leurs rivaux hurlent à la concurrence déloyale face à ces « amateurs » qui gagnent jusqu'à 20 000 F par mois et sont logés et nourris par les clubs.

Agés de plus de vingt-cinq ans, ces cyclistes de l'Est sont trop « vieux » pour rêver d'une carrière « pro », mais leur expérience leur permet de rattraper les courses amateurs. « Ils pédalent pour l'argent, c'est une mafia. Ils s'aident entre eux. Ils n'ont rien à faire du maillot de leur club », s'insurge un coureur français. De multiples histoires circulent, évoquant un système de « racket » très au point. Certains Polonais faciliteraient le succès d'autres coureurs (non Polonais) à condition de percevoir un pourcentage sur leurs primes. Le professionnalisme passant par une bonne carrière amateur, mieux vaut, pour un jeune Français, négocier avec les maîtres du peloton. Inversement, Didier Louis évoque quelques réflexions haïssables contre les « papy » qui mangent le pain des Français.

Jacques André, directeur sportif de l'Union vélo-club de l'Aube, à Troyes, considère que l'avenir du cyclisme amateur est menacé : « S'ils rafflent tout, les spectateurs vont se lasser et les organisateurs mettront la clef sous la porte. Quant au Français, quelle est sa véritable valeur s'il a « payé » pour gagner ? C'est une course aux moyens. Un club qui n'a pas ses Polonais n'a aucune chance de se distinguer ».

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Les fédérations soviétique et yougoslave de football, qui, officiellement, existent toujours, souhaitent envoyer leurs équipes « nationales » au championnat d'Europe des nations, en Suède, au mois de juin 1992. Mais devant la situation politique de ces deux pays, l'Union européenne de football (UEFA) pourrait décider de les remplacer par l'Italie et le Danemark.

LOTTO SAMEDI 29 DÉCEMBRE 1991											
1	17	20	31	33	45	24					
6						3 105 920 F			2		
5						61 785 F			4		
4						8 570 F			142 F		
3						16 F			20235		
6						15 000 000 F			5		
5						99 585 F			3		
4						5 985 F			147 F		
2						15 F					

les marchés financiers 1991

la Bourse

LES MARCHÉS DE LA BOURSE

201350

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les marchés financiers 1991

Sinistrose

Commencée sur la « Tempête du désert », l'année se termine dans un climat de turbulence monétaire et les regards se sont déplacés du golfe Persique vers l'Europe et les Etats-Unis. Secousses, inquiétudes, déceptions, sont les mots les plus souvent entendus dans les salles de marchés, au début de cette dernière décennie du deuxième millénaire.

Economiquement parlant, les déceptions ont été générales. Les promesses de relance que la guerre du Golfe portait ne se sont pas matérialisées. A la fin du printemps, la reprise, attendue, éclaircie, faisait long feu des deux côtés de l'Atlantique. Plusieurs fois espérée dans les statistiques, elle ne prit jamais corps : à la mi-décembre Alan Greenspan, le puissant patron de la Banque centrale américaine, devait reconnaître que la croissance n'avait pas redémarré, d'où sa décision d'abaisser les taux d'intérêt, à leur plus bas niveau depuis octobre 1964.

Au même moment, saisi par la crainte du vieux démon de l'inflation, l'Allemagne, à l'inverse, durcissait sa politique monétaire. Cette décision contrainait tous les pays de la zone mark, la France comprise, à s'aligner sur leur voisin, montrant la fragilité des récents accords de Maastricht sur l'unité monétaire. Dans l'Hexagone, la reprise, annoncée plusieurs fois, ne fut pas non plus au rendez-vous et son absence alimenta un découragement général.

Dans un tel climat de sinistresse, comment s'étonner des performances pour le moins très contrastées des grandes places financières dont la vigueur printanière était apparue très prometteuse. A mi-parcours, Francfort avait grimpé de 22 %, Paris de 24,5 % et Londres de 25 %, cette dernière s'offrant même au passage un record historique d'altitude. Aucune ne put se maintenir ensuite à de tels niveaux. Malgré un ressaisissement dans les derniers jours de décembre, les gains par rapport à ces niveaux ont été laminés de moitié, voire plus. En Allemagne, France et Grande-Bretagne, la progression des indices boursiers avoisinait fin décembre les 10 %.

La place de Tokyo, qui avait, elle aussi, retrouvé des couleurs à pâti, en outre, de nouveaux scandales suscités par quatre grandes maisons de titres nipponnes. Elle est la seule des grandes bourses mondiales à terminer dans le rouge avec 9 % de baisse. Paradoxalement, comme en 1990, c'est en Asie aussi que figure le leader du classement : Hongkong, avec 37 % de gains.

New-York a fait un peu bande à part : l'assouplissement spectaculaire des conditions de crédit et de meilleures statistiques en dernière minute lui ont permis de terminer au voisinage de ses plus hauts historiques. Sa progression sur douze mois est de 17,8 % avec un indice Dow-Jones oscillant autour des 3 000 points.

Ces marchés heurtés ont cependant fait la joie des raiders, qui, après plus d'un an et demi d'abstinence, ont profité des baisses de cours pour s'offrir quelques sociétés, surtout en Grande-Bretagne, un peu en France et aux Etats-Unis. Mais à la différence des années 80, ces offres publiques d'achat (OPA) n'ont pas été lancées par des financiers mais plutôt par des industriels soucieux de s'offrir, qui un concurrent, qui un nouveau marché.

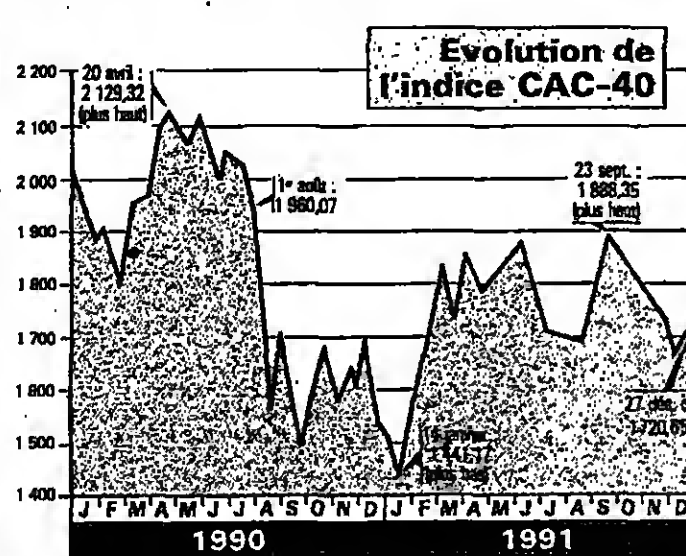
Malgré les multiples déclarations officielles, l'année ne s'est pas achevée sur des espoirs sérieux de reprise. L'inquiétude persiste devant l'ampleur des écarts de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Une telle divergence peut provoquer une déstabilisation du système monétaire international et une perturbation importante des marchés boursiers. Le krach de 1987 en est l'exemple le plus récent.

Bourse de Paris : l'année des déceptions

Succédant à l'année de tous les dangers, 1991 restera dans les esprits comme celle de toutes les déceptions. La guerre du Golfe o'e rien arrangé, la reprise économique mondiale sans cesse annoncée n'est pas au rendez-vous, et la France ce décembre s'est trouvée contrainte de durcir sa politique monétaire dans le sillage de l'Allemagne. Rico de tel pour anéantir toute velléité de reprise d'un marché. Après avoir gagné jusqu'à 24,5 % à la fin du mois de septembre, l'indice CAC 40 a vu fondre son avance comme neige au soleil à mesure qu'approchait l'hiver.

L'année se termine sur une progression d'environ 13 %. Un bilan certes positif mais qui ne parvient pas à effacer les 24,1 % de baisse de 1990. Une déception pour ceux qui espéraient un redressement spectaculaire comme après le krach de 1987. La chute de 29,46 % était vite nublée, emportée dans l'euphorie des deux années suivantes (48 % en 1988, 33,3 % en 1989).

Les premiers jours de janvier s'apparenteront à une veillée d'armes où incertitude et perplexité se mêlaient dans les salles de marché à l'approche de la



date fatidique du 15 janvier, échéance fixée par l'ONU aux Irakiens pour quitter le Koweït. « Pour être dans ma salle de marché le plus rapidement possible, je ne suis pas rentré chez moi et je suis allé à l'hôtel le plus proche du bureau. Lorsque j'ai appris l'attaque dans la nuit, j'ai com-

mandé mon déjeuner. Impossible, les garçons d'étage étaient débordés. Tout le monde avait eu la même idée au même moment. » Comme ce « trader » parisien, de nombreux intervenants étaient devant leurs écrans informatiques dès trois heures du matin jeudi 17 janvier peu après le déclenchement de l'opération « Tempête du désert ». Et tous furent pris à contrepied. Ils attendaient un effondrement des valeurs, ce fut l'inverse : + 7,05 % en clôture, soit la troisième meilleure performance quotidienne depuis près d'un demi-siècle. Cette vigoureuse reprise s'est effectuée dans un marché où les échanges ont atteint les 5,2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Ce niveau sera le plus important de l'année.

Fendant deux mois, sur fond de guerre terminée le 28 février, porté par l'espoir de reprise économique, le marché ne cessera de progresser (27 % par rapport à son niveau le plus bas du 14 janvier : 1441,17). Avec huit semaines de hausse consécutive, il franchira le record des neuf semaines établi entre septembre et novembre 1988. « Le marché doit reprendre son souffle », entendait-on à la mi-mars pour justifier cette pause. Un léger faux pas réduisait à neuf le nombre de semaines consécutives de hausse (entre le 20 mars et le 4 avril), empêchant le marché d'approcher le record dans cette catégorie : onze semaines de progression en novembre 1985.

A la mi-mai, une première recrudescence de Wall Street, combinée à des rumeurs de démission de Michel Rocard de son poste de premier ministre, minait le moral des investisseurs, et donc la Bourse. Si les spéculations concernaient l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à la tête du gouvernement pesant sur le marché, sa nomination officielle, le 15 mai, la laissait finalement de marbre. Le principal alors était qu'elle garde Pierre Bérégovoy aux finances. « La Bourse, je n'en ai rien à cirer », cette déclai-

ration du nouveau premier ministre au *Journal du dimanche* du 19 mai plongea les intervenants dans un abîme de désolation.

La Bourse entra dans l'été sans enthousiasme, s'interrogeant sur les chances de redémarrage économique en France. D'autant que les résultats semestriels des entreprises, souvent en baisse, n'ont pas répondu aux attentes, les analystes ayant sous-estimé l'ampleur de la paralysie provoquée par la crise du Golfe.

Cette morosité fut brisée le 19 août avec la tentative de coup d'Etat contre le maître du Kremlin, Mikhaïl Gorbatchev. De retour d'un long week-end de quatre jours, beaucoup d'apprentis dans leur salle de marché et crurent même un instant à une plaisanterie. Mais le comportement des valeurs leur fit l'effet d'une douche glacée. L'indice CAC 40 plongeait de 8,20 % en séance avant de terminer à -7,29 % en fin de journée avec 4,2 milliards de francs échangés. Cette chute s'approche de celle des moments les plus agités du krach de 1987 (-9,7 % le 19 octobre, -7,3 % le 26 et -9,2 % le 28). Elle fut même supérieure à celle du mini-krach d'octobre 1989 (-6,29 %).

Mais cette secousse fut éphémère, à l'image de la tentative de renversement du numéro un soviétique. Et la Bourse se repartit de l'avant pour culminer à 1 888,35 le 23 septembre. L'automne et le début de l'hiver furent ensuite plus que décevants. Si, profitant de la baisse des cours quelques OPA vinrent briser la monoté (Agnelli sur Exor, actinamine principal de Ferrier, pour 5,2 milliards de francs, Accor, sur Wagons-Lits pour 6 milliards, Pirelli sur le Printemps pour 5 milliards), les augmentations de capital ont été diminuées et les introductions de Bourse furent rares et surtout décevantes.

Pour bouclier son budget, l'Etat avait envisagé de collecter près de 3,5 milliards de francs en mettant sur le marché 27 % du capital du Crédit local de France (CLF) et 2,3 % d'Elf-Aquitaine. Il n'en récolta finalement que la moitié. La conjoncture boursière étant tellement mauvaise, Bercy décida le 10 décembre de reporter à des temps meilleurs la vente de titres de la compagnie pétrolière. Le processus étant enclenché depuis le 19 novembre, il ne stoppa pas celle du CLF. Malgré le bas prix retenu (210 francs), les 70 000 nouveaux actionnaires de cet établissement financier furent déçus eu vu de la baisse de 3,3 % du cours (207 francs) lors de la première séance de cotation, le 11 décembre.

Ce désappointement n'affecta pas uniquement les entreprises publiques puisque Christian Dior, mis à prix à 410 francs, ouveau inférieur aux prévisions, chuta dès son entrée sur le marché le 5 décembre. La fin d'année fut alors des plus dése-

santes, avec la confirmation de l'importance de la récession aux Etats-Unis, entraînant une forte baisse des taux, l'éclatement de l'ex-URSS et son insolvabilité, et le peu de visibilité sur l'économie française. Et pour couronner le tout, les Allemands décidèrent le 20 décembre de relever leur taux pour lutter contre toutes les poussées inflationnistes.

La Banque de France fut obligée le 23 décembre de suivre le mouvement pour soutenir le franc, mesure qui découragea les derniers optimistes. Une reprise le lendemain permit de corriger la teodance. Dopé par Wall Street, le 24 décembre, l'indice

CAC 40 progressa de 4,01 %, enregistrant sa deuxième meilleure performance quotidienne de l'année.

Mais le bilan est tel qu'avec ses 13 % de hausse depuis le début de l'année le CAC 40 est encore loin de son plus haut historique (2129,32) du 20 avril 1990 et n'a même pas retrouvé celui atteint à la veille du démarrage de la crise du Golfe en août 1990 (1960,07). A la veille de la célébration du cinquième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, la Bourse de Paris approcherait-elle d'une « terre inconnue » ?

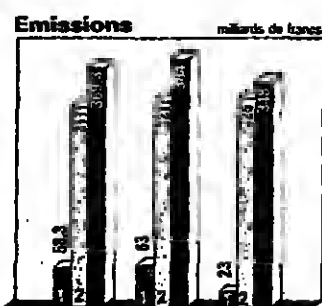
Recul des émissions et des transactions

Le volume des transactions à la Bourse de Paris a fléchi, globalement, d'environ 4 % en 1991 après un recul de 2 % en 1990 imputable aussi bien à celui des actions qu'à celui des obligations, en raison de la morosité qui a régné sur le marché au second semestre, après le regain qui e suivi le guerre du Golfe.

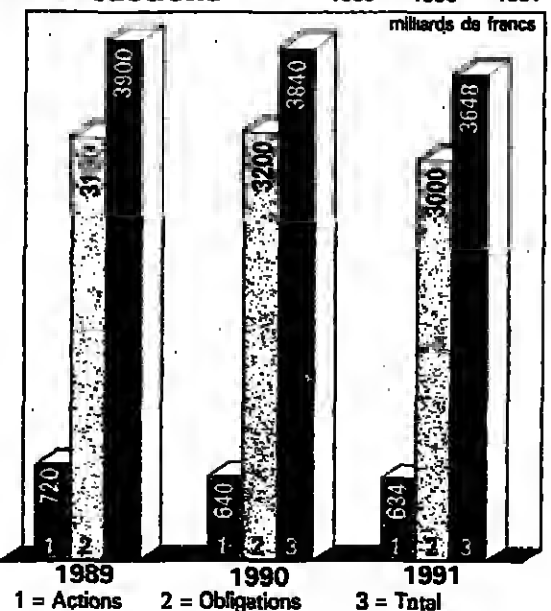
Sur le front des émissions, le fait notable a été la véritable effondrement des augmentations de capital par appel au public, qui sont revenues de 63 milliards de francs en 1990 à 23 milliards de francs en 1991, ce qui reflète, à la fois, les réticences des sociétés émettrices, confrontées au ralentissement de l'économie et à la dégradation de leurs marges, et celle des souscripteurs, qui s'alignent de la Bourse.

Parmi ces émissions, la plus grosse a été celle d'EuroDisneyland (4 milliards de francs), l'un des rares domaines où l'intérêt

du public se manifeste encore. Quant aux obligations, c'est le régime de croisière, le volume se maintenant un peu au-dessus de 325 milliards de francs. L'Etat aura emprunté 118,7 milliards de francs en obligations assimilables du Trésor (OAT), contre 116 milliards de francs en 1990, l'objectif initial de 100 milliards de francs ayant été largement dépassé en raison de l'augmentation du déficit budgétaire.



Transactions



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(Institut national de la statistique et des études économiques)

COMPARTIMENTS	4 jan. 1991	Plus haut 1991	Plus bas 1991	29 déc. 1991	Dif. en %
Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1990					
Valeurs françaises à revenu variable	100,1	119,7	98,5	106,4	+ 6,4
Valeurs industrielles	100,6	127,2	99,2	113,3	+ 13,3
Valeurs étrangères	99,7	124,5	98,1	102,9	+ 2,9
Pétrole, énergie	98,1	138,5	90,7	134,8	+ 34,8
Chimie	101,5	130	100,6	120,7	+ 20,7
Métallurgie, mécanique	101,7	129,7	99	114,5	+ 14,5
Electricité, électronique	100,1	116,6	98,3	101,6	+ 1,6
Bâtiment et matériaux	99,8	132,2	99,8	104	+ 4,2
Ind. de consommation non alimentaire	100,2	123,5	99,1	109,6	+ 8,6
Agroalimentaire	102,5	130,9	101,2	123,7	+ 23,7
Distribution	99,9	127,6	99	122,5	+ 22,5
Transport, loisirs, services	100,7	124,9	99,8	100,3	- 0,3
Assurances	100,3	119	94,5	94,5	- 4,5
Crédit, banque	98,6	124,1	95,6	110,6	+ 10,6
Sicoms	99,2	109,1	91,6	92,1	- 7,9
Immobilier et foncier	99,3	109,1	86,5	86,5	- 13,5
Investissement et portefeuille	99,1	118	87,4	87,4	- 12,6
Base 100 : 28 décembre 1990					
Valeurs françaises à revenu fixe	100,2	106,4	100,2	105,7	+ 5,7
Emprunts d'Etat	100,4	107,2	100,4	106,4	+ 6,4
Emprunts garantis et assimilés	100,1	106,1	100,1	106,5	+ 6,5
Sociétés	99,8	105,3	99,8	104,7	+ 4,7
Base 100 : 31 décembre 1991					
Indice général	413,6	503,51	394,8	457,3	+ 10,6
Produits de base	330,9	476,3	310,8	418,6	+ 26,5
Construction	397,5	526,6	383,4	411,2	+ 3,4
Biens d'équipement	252,6	306,7	232,4	233,4	- 7,6
Biens de consommation durables	342,2	477,4	318	433,4	+ 26,7
Biens de consom. non durables	493,3	678,6	472,2	627,5	+ 25,7
Biens de consom. alimentaires	647,5	828,4	615,6	782,2	+ 20,8
Services	449,6	522,8	428,4	494,5	+ 1,8
Sociétés financières	449,5	523,5	432,2	463,2	+ 3,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	383,4	476,4	356,8	443,6	+ 15,7
Valeurs industrielles	390,7	506,7	372,8	459,6	+ 17,6
Second marché					
Base 100 : 31 décembre 1991					
Indice général	172,8	198,3	169,4	173,3	+ 1,4

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS

BANQUE

Vent de privatisation

Tout en étant supérieure à la progression de l'indice CAC 40 en 1991, la performance du secteur bancaire n'a pas été des plus brillantes (+10,6 %). Certes, la baisse des taux à long terme pendant une grande partie de l'année a encouragé certains établissements de crédit, avant que le mouvement ne s'inverse. Si l'année 1990 a été particulièrement sombre pour les banques, le bilan de 1991 sera mitigé. Certes, les banques ont renoué avec des résultats d'exploitation satisfaisants, mais, la mauvaise conjoncture économique se poursuivant, leurs provisions vont sans doute augmenter.

A cela s'ajoutent pour certaines banques les dettes que ne rembourse pas l'ex-URSS et aussi les ardoises laissées par Robert Maxwell. Le Crédit lyonnais a continué dans sa croissance tous azimuts, prenant des participations dans de nombreux secteurs industriels et financiers : Usinor Sacilor, *Dernières Nouvelles d'Alsace* et Pan Alus Finance, la compagnie d'assurances américaine Executive Life. Pour 3,35 milliards

de dollars (18,9 milliards de francs). En revanche, ses projets de coopération sur un échange de participations avec la Commerzbank ont échoué aux premiers jours de septembre.

De leur côté, la BNP et la Dresdner Bank poursuivent lentement mais sûrement leur rapprochement. Le certificat d'investissement de la BNP fut vivement recherché en septembre après des spéculations sur d'éventuelles privatisations. Pour bouclier le budget, les pouvoirs publics n'excluaient pas de mettre en vente des titres d'entreprises publiques tout en gardant le contrôle.

Le seul établissement financier proposé à la vente fut le Crédit local de France (CLF). Le 19 novembre, 27 % du capital fut mis en vente, au prix de 210 francs (un prix bas compte tenu de l'environnement boursier). A la suite de cette mise en vente le CLF dénombre environ 70 000 actionnaires. La déception fut vive le premier jour de cotation, le 11 décembre, le titre se dépréciant de 3,3 % à 203 francs.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
BAFIP	177,6	250	75	78
Bail Investissement	810	974	735	740
Banque (Cte)	476	549	381,79	446
BNP (certificat d'investissement)	226,9	345	210	314
CCF	150	184,90	133	157
Crédit local de France (1)	NC	210	190,10	199,50
Comptoir des entrepreneurs	263	271	196	263
Crédit foncier de France	865	1 294	801	874
Crédit lyonnais (certificat d'investissement)	560	689	448	485
Crédit national	960	1 289	920	880
Interbail	410	507,64	396,01	445
Locidus	650	845,68	600,62	687
Paribas	462	538	291	278
CPR	236,9	328	202	230,50
Société générale	400,1	468,50	312	435
SOVAC	520	796	496	705
UFB Locabil	192	380	190	231
UIC (2)	764	903,72	675,10	758
VIA Banque	378	410	321	328

(1) Introduction en Bourse le 11 décembre après une mise en vente de 27 % de son capital au prix de 210 francs.
(2) Augmentation de capital de 1,015 milliard de francs. Emission à raison de 2 actions nouvelles pour 3 anciennes au prix de 750 francs.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Désintérêt

Les sociétés de portefeuille et d'investissement n'ont plus la cote depuis longtemps et l'année 1991 vient à nouveau de le confirmer. Ce secteur est l'avant-dernier du classement, avec une baisse de 12,6 %. Aucune valeur ne vient rattraper l'autre. Pas même Exor, sur laquelle le groupe Agnelli, via l'IFINT, a lancé une OPA sur l'intégralité de son capital. Deux ans après le rachat de la Télémeccanica, Schneider s'est illustré en lançant une OPA sur le fabricant américain de matériel électrique Square D. En mai, après deux longs mois de bataille procédurale, le groupe de Didier Pineaue-Valencienne réussit son OPA de 2,23 milliards de dollars (13 milliards de francs) et se hissa au premier rang mondial des appareils de distribution électrique basse et moyenne tension.

Cerus, le holding français de

Carlo De Benedetti, a une nouvelle fois subi dans ses comptes du premier semestre le poids très lourd de ses charges financières. Le plan de désinvestissement (cession de Yves Saint Laurent, de la Générale de Belgique) a atténué l'endettement à 567 millions de francs, contre 4,1 milliards fin 1990. Ce repositionnement s'est accompagné du départ d'Alain Minc remplacé à son poste de directeur général par Michel Ciceur, président de Galbani, filiale italienne de BSN, et ancien président de Cortal.

Suez est à nouveau passé sous la barre des 317 francs, prix fixé lors de sa privatisation en octobre 1987. Le groupe de la rue d'Astorg procède actuellement à une restructuration de la Société générale de Belgique, ce qui a pesé sur ses résultats semestriels.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Chargeurs SA	666	1 016	637	883
CGIP	830	1 301	765	949
Eurafrance	1 323	1 839	1 150	1 317
Marine Wendel	275	350	233,10	278
Navigation mixte	1 300	1 440	1 010	1 177
Schneider	669	811	515	591
Suez (Cte)	296,10	374,80	250,20	290
Cerus	121	154,80	90	96,20
Exor	1 150	1 520	1 024	1 321

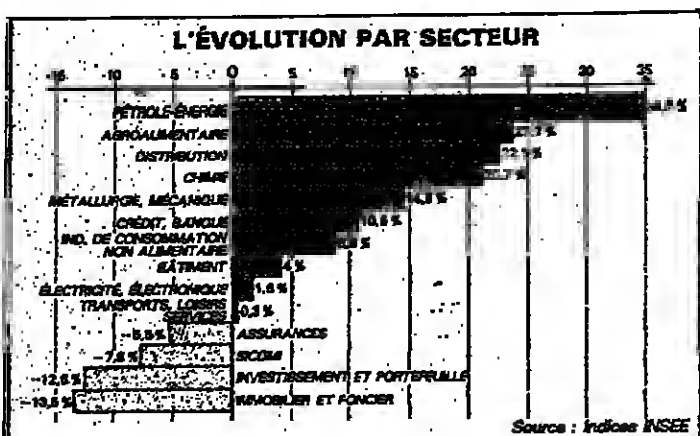
VALEURS A REVENU FIXE

Bonne année

A l'inverse de 1990, l'année 1991 a été bonne pour les valeurs à revenu fixe : les rendements du long terme ayant été orientés à la baisse, les cours des obligations se sont ins-

crits en hausse. Ces rendements, en effet, sont passés, pour l'emprunt d'Etat à 10 ans (la référence), de 9,75 % à 8,80 %. L'essentiel de la hausse a été acquis en mai.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
CNE 3 %	3 860	4 250	3 702	4 220
8,80 % 1977	119,40	126	119,50	123,60
11 février 1985	104,65	111,70	104,45	110,48
8,125 % mai 1999	89,60	97,20	89,20	96,55
7,50 % juillet 2001	-	93	83,60	92,65
8,50 % 2012	85,60	98,30	85,95	98,30
8,50 % 2019	85,05	98,43	85,04	98,43



ASSURANCE

Investissements à l'étranger

En juillet, le groupe privé Axa a pris 40 % du capital de la troisième compagnie d'assurances américaine, Equitable Life Insurance. Avec cet investissement estimé à 6 milliards de francs, le groupe parvient à s'implanter sur le principal marché mondial de l'assurance. L'UAP prévoit un résultat du même ordre que celui de l'exercice précédent (4,2 milliards de francs). Le numéro un français a investi en Belgique et au Luxembourg, en portant sa participation de 34 % à 46,5 % dans la Royale belge, une transaction de 2 milliards de francs français, et en créant avec ses alliés la première société européenne d'assurance-vie baptisée « PanEura-life ».

Le 18 novembre, Rockleigh Corporation, filiale commune de l'UAP et de Transatlantic Holding (du groupe sud-africain Liberty Life), lance une OPA sur l'assureur britannique Sun Life,

l'un des plus importants dans l'assurance-vie. Par ailleurs, des discussions en cours entre l'UAP et Suez pourraient aboutir à une restructuration du groupe victorien qui permettrait à l'UAP de prendre pied directement dans le deuxième groupe d'assurances allemand, Colonia, détenu par Victoire.

De leur côté, les AGF ont franchi le seuil des 20 % dans AMB (Aachener und Münchener Beletungs), le quatrième assureur d'outre-Rhin, qui conteste ce renforcement. Pour financer leur développement international, les AGF ont lancé, en juin, une augmentation de capital de 2,2 milliards de francs. Une privatisation partielle en préparation : un projet de loi destiné à autoriser à ramener la participation minimale de l'Etat de 75 à 51 % dans le capital des compagnies d'assurances publiques a été annoncé au mois de novembre.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
AGF (1)	457	574	410	441
Axa	243,1	1 063,53	695	717
Comcorde	745	960	545	570
France SA (La)	1 280	2 137	1 110	1 402
GAN	1 657	2 140	1 438	1 490
Réassurances (Fr. de)	874	999	815	815
Rat et Moselle	890	939	795	830
UAP	513	596	441	455

(1) Augmentation de capital de 2,2 milliards de francs par une émission de 2,78 millions d'actions à bons de souscription d'actions au prix de 535 F après exercice des bons.

DISTRIBUTION

Multiplés transactions

1991 aura été pour Carrefour une année de transactions : la reprise des actifs immobiliers et des fonds de commerce de Montlaur pour 1,05 milliard de francs, la participation de 10 % dans le capital de Picard surgelé. Mais le plus beau coup de l'année est le rachat d'Eurocomarc, le 24 juin dernier, pour 5,2 milliards de francs, ce qui représente cent dix hypermarchés pour l'ensemble du groupe. Carrefour prévoit pour 1992 un chiffre d'affaires de 120 milliards de francs et une baisse de 10 % des résultats.

Période de redressement pour Casino, qui améliore de 68 % son résultat d'exploitation au premier semestre 1991 : le groupe stéphanois affiche une perte nette de 6 millions de francs contre une perte de 149,9 millions de francs au premier semestre 1990.

Après avoir absorbé la CFAO en 1990, Pinault, le roi du bois, veut devenir l'empereur de la distribution. Fin juin, Pinault reprend au Bon Marché Confarama, la plus grande chaîne de distribution spécialisée du meuble français : cette opération permet au groupe Arnault un recentrage dans le domaine du luxe.

Au mois de novembre, en accord avec la famille suisse Maus, Pinault lance une OPA sur 66 % du capital du Printemps pour plus de 5 milliards. Malgré une plainte des actionnaires minoritaires, l'OPA se réalisera sur les deux tiers du capital.

Quant aux Galeries Lafayette, elles ont pris le contrôle des Nouvelles Galeries à la suite d'une OPA sur 66 % du capital d'un montant de 2 milliards de francs, évitant le groupe textile Devanlay de la tête de ce groupe.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Alsacienne supermarchés	1 522	1 800	1 291	1 360
BHV	686	840	552	650
Bon Marché	690	901	601	698
Carrefour	3 406	2 230	1 552,50	2 199
Casino	129	158,40	117,10	128
Pinault	353	382	240	261,50
Comptoirs modernes	1 095	1 254	980	1 080
Danart	1 770	2 470	1 649	2 195
Darty	659	665	335	352
Docks de France	3 863	416,40	435	480
Eurocomarc	3 340	4 585	2 901	4 927
Galeries Lafayette	1 562	1 850	1 320	1 390
Guyenne et Gascogne	1 045	1 391	995	1 321
Nouvelles Galeries	735	910	425	465
Printemps	575	908	485	802
Promodes	2 000	2 710	1 830	2 705
Redoute (La)	3 290	5 200	3 100	4 540
SCOA (1)	14,1	33,40	13,15	18,20
Viniprix	1 666	2 730	1 210	1 210

(1) Augmentation de capital de 924,38 millions de francs pour une émission d'actions nouvelles au prix de 20 F.

« Les marchés financiers 1991 » ont été réalisés par			
François Bostnavarion	André Dessot	Chantal Dunoyer	
Dominique Gaillois	Françoise Holtz	François Renard	

PÉTROLE

Le grand vainqueur

« N'en parler jamais, y penser toujours. Enjeu inavoué mais à combien majeur et visible de cette guerre du Golfe, le pétrole est au centre des préoccupations. » Et de fait, la guerre du début de l'année a été rythmée par le prix du baril, passé de 18 dollars à 25 dollars à la mi-janvier, après un pic de 40 dollars en août 1990. Et ce pour le plus grand profit des compagnies pétrolières et donc des détenteurs de leurs titres. Seul secteur positif en Bourse en 1990 (+11,2 %), le compartiment pétrolier reste largement en tête cette année, avec une progression de 34,8 %.

Elf Aquitaine est devenu le cinquième producteur en Grande-Bretagne en rachetant au mois de mai pour 8 milliards de francs le domaine minier d'Occidental Petroleum en mer du Nord. Pour financer son budget, l'Etat avait

envisagé le 13 novembre de céder 2,3 % du capital d'Elf via l'ERAP, ce holding public qui contrôle la firme pétrolière. « Si les conditions le permettent », affirmait une petite phrase glissée dans la publicité annonçant l'offre publique de vente. Elles ne l'ont pas permis, et la mise sur le marché prévue le 11 décembre a été reportée en raison de la chute des cours.

De son côté Total, profitant des résultats exceptionnels enregistrés au premier semestre et de la découverte d'un champ « géant » en Colombie, s'est introduit à la Bourse de New-York le 25 octobre. Cette introduction s'est accompagnée d'une augmentation de capital réservée pour plus de la moitié au marché américain.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Elf-Aquitaine (1)	290	444	248	384
Esso	656	730	525	567
BP France	88,9	141,5	86,2	104
Sogehap	379,8	449	323	340
Total (2)	646	1 132	556	642
Elf-Gabon	1 469	1 590	1 025	1 005

(1) Augmentation de capital par création de 8 millions d'actions nouvelles à 348 francs, soit un total de 2,78 milliards de francs.
(2) Augmentation de capital par création de 2,9 millions d'actions nouvelles à 905 francs, soit un total de 2,62 milliards de francs.

AUTOMOBILE ET ÉQUIPEMENTS

En chute

A tous égards, 1991 a été l'année terrible pour l'industrie automobile avec une chute des immatriculations évaluée à 14 %, soit l'équivalent d'un mois plein de production. Un moindre mal, si l'on peut dire, puisque en mars, mois le plus noir, les constructeurs avaient vendu 24,6 % de voitures en moins que l'an passé à pareille époque. Reste que jamais depuis 1984 la situation n'avait été aussi mauvaise. Qui plus est, la reprise attendue en fin d'année ne s'est pas produite. Peugeot est revenu non loin de ses niveaux de fin 1990, mais Renault, très affecté par la longue grève de Cléon était loin du compte. Ainsi, ni l'un ni l'autre des deux constructeurs n'a réussi à tirer parti de l'effet d'entraînement de leurs nouveaux modèles (Cléon pour Renault, ZX pour Citroën, 106 pour Peugeot).

La firme au lion, dont le bénéfice net avait été amputé de moitié pour le premier semestre, laissera de sérieuses plumes sur ses profits de l'année. Pour Renault, les méchantes langues parlent de défi-

cit. Déjà mis depuis longtemps à la portion congrue, les équipementiers ont terriblement souffert.

Michelin, le premier d'entre eux, a continué de tailler gaillardement dans ses effectifs (~ 4 900 personnes). Mais ce enième plan de compression du personnel ne devrait pas permettre à « Bibendum » placé sur un marché très concurrentiel et très concurrent, de sortir de ses difficultés avant 1993. A condition encore que les affaires repartent aux Etats-Unis et rien n'est moins sûr. Un très lourd déficit est encore prévu pour 1991. La filiale Kiebert est presque en état de décomposition organique.

Valen a, comme Peugeot, enregistré pour le premier semestre une baisse de 50 % de ses résultats. Le bénéfice pour l'année entière ne sera pas brillant.

L'action Jaeger a été transférée au hors cote. La firme française est passée dans le giron d'UFIMA, affaire contrôlée par le groupe équipementier italien Magneti Marelli.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Michelin	62,70	138,10	61,80	115,20
Peugeot	493	643	417,10	577
Valco	345	605	325	547

BATIMENT

Sauvé par l'étranger

La crise économique n'a pas épargné cette année le secteur du bâtiment, qui dégage néanmoins une hausse de 4 % en moyenne. Après la tentative manquée du groupe Pelège de prendre le contrôle de la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), l'actionnariat de ce grand du BTP a été remanié, Paribas et Fougère devenant des actionnaires de référence aux côtés du Crédit lyonnais.

Pleinement touché par la récession des marchés américains et européens, Lafarge-Coppée a vu ses bénéfices chuter de 31 % au pre-

mier semestre. Le groupe a pris le contrôle d'une des principales cimenteries tchèques. En dépit de la mauvaise conjoncture dans le secteur, Bouygues a stabilisé ses résultats au premier semestre, en raison notamment de son activité à l'étranger en hausse de 49 %.

En revanche, le groupe Spie-Batignolles (Schneider) est en mauvaise posture, avec une perte au premier semestre de 150 millions de francs due en partie à la cession de sa participation dans le capital du groupe britannique Davy.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Auxiliaire d'entreprises	1 186	1 279	905	1 000
Bouygues	425	642	412	507
Ciments français (1)	930	414	260	265
Colas	420	660	411	616
OTM-Entrepose	311	468	293	332
Lafarge-Coppée	306,5	425	296	307
Paribas (2)	405	570	365	395
SCE	1 63,6	279	157	205
Spie Batignolles	376,1	637	293	307

(1) et (2) Offre publique d'échange (OPE) avec des titres Paribas. Parité de une pour une pour les Ciments français et de 6 Paribas pour 5 Paribas.

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

En milieu de peloton

Avec la chute du communisme et, partant, la baisse des budgets militaires, les groupes français d'électronique de la défense (Thomson, Dassault, Matra, Sagem) ont commencé à se restructurer. En attendant, les efforts sont allés par ce redéploiement ont, en Bourse, amoindri le dynamisme de ce secteur industriel, qui des premiers rangs en 1990 est passé en milieu de peloton en 1991 avec un gain de 1,6 %.

La fin d'année a été marquée par un coup de théâtre avec l'annonce du mariage commandé par l'Etat pour 1992 de l'électronique grand public et de l'électronique de défense de Thomson avec le nucléaire et l'aéronautique de CEA-Industrie. Le nouveau conglomérat devrait réaliser 90 milliards de francs de chiffre d'affaires. Alcatel-Thomson (ex-COE) prévoit une baisse de ses bénéfices, bien

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Alcatel-Alsthom	541	635	482,10	532
CSEE (1)	146	234	90,3	179,1
Dassault Electronique	172	245	141,1	141,5
Intertechnique (1)	1 051	1 300	580	640
Labinal	850	859	675	705
Legrand	3 410	4 130	3 180	3 500
Matra	212,2	304	150	153
Merlin-Gerin	459,3	585	436	465
Moulinex (2)	76	168	71,6	145
Radiotechnique	303,1	600	276	450
SEB	1 203	1 779	1 130	1 650
Sextant Avionique	471	545	162,4	162
Thomson-CSF	117,1	163,1	116,4	140,3

(1) Emission à 100 F (3 pour 4). (2) Emission à 120 F (1 pour 8).

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Ressaisissement

Après avoir vivement pâti du mauvais climat boursier de 1990 (43 % de chute), le compartiment de la construction mécanique s'est ressaisi en 1991, gagnant 14,5 %. Après une année 1990 en demi-teinte et deux acquisitions majeures, Saint-Gobain a confirmé sa priorité au désendettement. Les résultats du groupe se sont tassés de 40 % au premier semestre.

De son côté, Serge Dassault, président de Dassault Aviation, a reconnu devant le comité central d'entreprise de son groupe, à la mi-décembre, que

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Dassault Aviation	405	559	258,90	308
Dr. Dietrich	1 470	1 699	1 220	1 360
STRAFOR FAO	1 276	1 120	651	664
Ficht-Bauche	920	1 081	778	961
Fives-Lille	204	346	153	312
Sagem	1 301	1 775	1 324	1 561
Saint-Gobain	361	498	332,10	400

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Huguet-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-96-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Régies Groupes SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tappez LEMONDE ou 36-15 - Tappez LM

Impression de « Le Monde »

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-50

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeur normale y compris CEE et TVA
3 mois	460 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CHIMIE

Panne de croissance

Pour la deuxième année consécutive, la chimie a connu une sérieuse panne de croissance en 1991. D'après les premières estimations, l'augmentation de sa production ne devrait pas excéder 2,2 %. Bien mieux, cette performance n'a encore été possible que grâce à la pharmacie, toujours insensible aux aléas de la conjoncture et qui a encore enregistré une expansion de 8 %, quand la chimie organique obtenait tout juste la moyenne

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Arijomari	1 500	2 429	1 387	2 352
L'Air liquide	625	735	595	636
Institut Mérieux	3 015	3 190	2 960	4 250
Roussel-Uclaf	1 895	2 290	1 625	1 802
Sanofi	752	1 040	720	938

(+ 2,2 %), la pharmacie marquant presque le pas (+ 0,8 %) et la chimie minérale passant au rouge (- 2,8 %).

En définitive, le flambement de l'industrie du médicament a autorisé l'industrie chimique à maintenir la tradition en s'élevant au-dessus d'une piètre moyenne nationale (+ 1,5 %). Ce qui explique sans doute sa troisième place au classement de la Bourse.

Plusieurs événements de portée internationale ont émaillé l'année, mais, noblesse oblige, ils ont surtout concerné la pharmacie. Merieux, numéro 1 mondial du vaccin, s'est allié à l'américain Merck, numéro 1 mondial du médicament, pour développer conjointement de nouvelles associations vaccinales pour les enfants. Le groupe français devrait dégager plus de 130 millions de francs de bénéfices, soit plus qu'en 1989.

L'Air liquide, numéro 1 mondial des gaz industriels a poursuivi sa diversification dans la soudure en rachetant la division spécialisée du suisse Oerlikon-Bührle. Sa filiale SAF est ainsi devenue numéro 2 européen de la soudure. En même temps, le groupe s'est déchargé de la pharmacie en revendant pour un peu moins de 3 milliards de francs sa filiale Lipha à la firme allemande Merck AG. Le résultat de 1991 pourrait être en baisse de 7 % à 8 % (1,97 milliard de francs pour 1990 hors éléments exceptionnels).

Roussel-Uclaf a racheté les insecticides du britannique Wellcome et a plus que doublé sa part de marché au Japon (1,3 % au lieu de 0,5 %) en s'alliant avec le groupe agrochimique nippon Ajinomoto. Roussel-Médica (commercialisation) sera fusionnée avec le laboratoire Morishita (35 % Ajinomoto), de sorte que Roussel-Uclaf passera de la 57^e place sur le marché japonais à la 25^e. De plus, le groupe pharmaceutique français va rationaliser sa

AGRO-ALIMENTAIRE

Effervescence finale

Les valeurs agroalimentaires, délaissées en 1990, ont été parmi les plus recherchées en 1991. Ce compartiment se classe au deuxième rang des performances cette année, derrière celui du pétrole. Toutefois, ce gain de 23,7 % en 1991 ne fait guère plus qu'effacer la perte de 23,4 % provoquée un an plus tôt par la crise du Golfe. Les acquisitions ont continué, mais à un rythme moins frénétique que lors des années précédentes. L'heure était plus à la digestion.

Toutefois, le marché s'est subitement animé en fin d'année avec l'intérêt du groupe Agnelli pour Perrier, via Exor. Le 27 novembre dernier, l'IFINT, holding luxembourgeoise du groupe Agnelli, après avoir racheté la participation de la famille Mentzelopoulos dans Exor, a été contraint de lancer une OPA sur ce holding. Or Exor est l'actionnaire principal de Perrier.

Deux types de contestations surgissaient, apparemment en vain. Tout d'abord, les éleveurs de brebis d'Aveyron et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agri-

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Beghin-Say (1)	601	795	518	543
Bouygues	2 205	2 778	2 120	2 452
BSN	738	993	696	967
BSNM (2)	3 430	4 300	3 200	4 055
Olipar	242,5	312	151	155
Pernod-Ricard	937	1 278	897	1 183
Saint-Louis	1 230	1 535	1 202	1 144
Source Perrier	1 440	1 555	1 052	1 28
Nestlé	29 480	35 700	28 350	32 990

(1) Augmentation du capital de 3 milliards de francs dont 2 milliards par émission d'obligations et 1 milliard en actions.
(2) Attribution d'une gratuite pour dix anciennes.

SERVICES

Surplace

L'attrait des services aura été limité en 1991. Avec une stagnation de + 0,3 %, ce secteur n'efface même pas ses pertes de l'année précédente (- 13,6 %). Pour Accor, les douze mois auront été rythmés par les rapprochements de ce groupe hôtelier avec la Compagnie internationale des wagons-lits. Au mois de mars, les deux groupes, le français et le belge, rapprochaient une partie de leur hôtellerie, la direction revenant de fait à Accor.

Une vente de l'activité hôtelière des Wagons-Lits au groupe français était même envisagée à la veille de l'été. Puis, à la mi-octobre, Accor

décidait de lancer une OPA de 4 milliards de francs sur l'ensemble du groupe. Des actionnaires minoritaires, contestant le prix fixé pour l'offre d'achat, ont porté l'affaire devant les tribunaux belges qui leur ont donné raison. Accor doit réévaluer son offre, dont le montant global est de 6 milliards.

Pour la première fois de son histoire, le Club Méditerranée a enregistré des pertes, pour un montant de 17 millions de francs. A l'origine, la guerre du Kosovo, les affrontements en Yougoslavie, qui ont fait plonger la fréquentation des villages du Club dans sept pays

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Accor (1)	680	849	590	632
Bis	267	385	254	262
Canal Plus	830	1 130	785	928
Cap Gemini	358	404	242	265
Club Méditerranée	475	535	377,50	401
Euro (Général des) (2)	2 271	2 477	1 865	2 030
Lyonnaisse des Eaux-Donnez	496	645	448	465
Euro 1	1 134	1 269	765	820
Euro-Disney (3)	95,50	147,50	90,20	136,10
Eurotunnel	36,80	53,90	34,30	37,80
Sodexo	495	870	457	827
TF1	305	383	260	290

(1) Augmentation de capital de 1,575 milliard de francs sous forme d'ABSAs (actions à bons de souscription d'action).
(2) Attribution gratuite une nouvelle pour 10 anciennes.
(3) Augmentation de capital de 3,9 milliards de francs sous forme d'obligations convertibles en actions Euro-Disney.

INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Dans la moyenne

Le secteur des industries de consommation non alimentaires, sinistré en 1990, a réussi à tirer son épingle du jeu en 1991, avec une hausse de 8,6 % Esilor, qui se bat pour conserver sa place de numéro 1 mondial des verres correcteurs, a souffert tout à la fois de la mauvaise conjoncture américaine et de l'évolution du marché de l'optique, qui devient un produit de consommation courante. Il a fermé des usines et supprimé des emplois afin de réduire un niveau d'endettement qui atteignait 60 % de ses fonds propres.

L'équipementier Bertrand Faure a réussi à maintenir son activité à un niveau convenable en dépit de la baisse des immatriculations de voitures. Le groupe s'attend néanmoins à une baisse de ses résultats. La spéculation s'est comparée à plusieurs reprises du titre CMB Packaging après le départ de son PDG, Jean-Marie Descombes, en désaccord avec Caradon, l'actionnaire britannique qui contestait sa gestion. Un désengagement des Britanniques serait-il en préparation. La réponse à cette question

n'était pas donnée en fin d'année. Le Groupe de la Cité, dont les résultats étaient en forte baisse au premier semestre, s'est également séparé de l'un de ses principaux animateurs, Jean-Michel Bourgas, directeur général du groupe depuis sa constitution en février 1988. Hachette, qui n'a cédé l'imprimerie Danel Ferry, a trébuché

sur La 5, la chaîne de télévision qui dégage des pertes de 1,1 milliard de francs en 1991.

L'Oréal a pris le contrôle de la société allemande Dralle, spécialisée dans les soins capillaires. Enfin les skis Rossignol espèrent après deux exercices déficitaires retrouver l'équilibre pour l'exercice 91-92.

Valeurs	Fin 1990	Plus haut	Plus bas	Fin 1991
Bic	540	827	474	603
Christian Dior (1)	n.c.	410	358	376
CMB Packaging	106	168,5	92,1	161
DMC	306	433	245	264
Epica	903	925	680	739
Esilor	303	429	285	305
Groupe de la Cité	664	764	425	460
Hachette	152,5	241	114	125
L'Oréal	493,9	719	440,1	700
Skis Rossignol	725	835	613	804
Sommer Alibert	1 250	1 739	1 066	1 200

(1) Augmentation du capital réservé de 1,06 milliard de francs au prix de 370 francs. Cette opération a été suivie d'une offre publique de vente de 6 % de Christian Dior au prix de 410 francs. L'entrée en Bourse s'est déroulée le 5 décembre.

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LES PLACES ÉTRANGÈRES

TOKYO

Le déclin des magiciens

Pour la deuxième année consécutive, le Kabuto-cho a baissé en 1991. Ce n'est pas tant la nouvelle perte essuyée que le chemin tortueux suivi par la Bourse de Tokyo qui ont retenu l'attention. C'est presque un euphémisme de dire que l'évolution des indices a été contrastée avec plus de 25 % d'écart entre les niveaux les plus élevés et les niveaux les plus bas, pour un repli des cours limité en douze mois à 9,1 % en moyenne. Mais l'événement a, sans conteste, été la chute des quatre grandes maisons de courtage nipponnes (Nomura, Nikko, Yamaichi, Daiwa), déboulonnées de leur piédestal par un nouveau et retentissant scandale boursier. Des années leur seront nécessaires pour rétablir la confiance.

Tout avait-il été dit en 1990 après la dégringolade sans précédent de la grande Bourse japonaise ? À l'évidence, les boursiers nippons n'avaient pas bu le calice jusqu'à la lie. Malgré quelques traces insistantes d'irrégularité, pour l'essentiel dues aux incertitudes sur le conflit du Golfe, l'année n'avait pas mal commencé rue des Guerriers. Après tout, l'économie japonaise restait solide et les quatre grands du courtage, dotés de confortables trésoreries constituées durant les années de prospérité, étaient en mesure d'encasser d'autres chocs sans broncher. Une reprise se produisit et à la fin de la guerre, la hausse, en dépit de quelques épisodes baissiers, atteignit 17 %.

Un joli score. Mais le Kabuto-cho n'allait pas en rester là. Soutenu par l'idée que le retour à la paix devait mettre fin à la récession américaine, les investisseurs étrangers firent un retour assez remarqué à Tokyo. Ils épaulèrent

si bien le marché que celui-ci se retrouva le 8 avril à 35 % au-dessus du gouffre où il était tombé au mois d'octobre précédent (20 221,86 à l'indice Nikkei).

Ce fut presque le chant du cygne. Déçu que la politique contraignante de crédit mise en place depuis presque dix-huit mois par Yasushi Miwa, gouverneur de la Banque du Japon, n'ait pas soufflé le moindre assouplissement, le Kabuto-cho se mit en devoir dès le 15 avril de redescendre la pente si battivement gravie. À la mi-juin, il avait reperdu tout le terrain reconquis.

Cependant, l'annonce d'une croissance annuelle à deux chiffres (+ 11,2 %), la plus forte depuis dix-huit ans, avec une hausse du PNB de 2,7 % pour le premier trimestre, requinqua le marché, la consommation des ménages restant très soutenue (+ 4 % en rythme annuel). L'intention des chefs d'entreprise d'accroître de 7,5 % leurs investissements acheva de convaincre les opérateurs. Un mini-boom s'ensuivit. Las ! Le soudain débâcle sur la place publique des pratiques scandaleuses exercées par les quatre « dragons » (Nomura, Nikko, Yamaichi, Daiwa), convaincus d'avoir remboursé à leurs meilleurs clients les pertes subies en Bourse, déclencha une véritable onde de choc. En quinze jours, le marché chuta de 9 %.

La démission en catastrophe des présidents de Nomura, numéro un mondial du courtage, et de Nikko, n'y changea rien. Véritable escroquerie ou piège infernal de la prospérité ? Durant les sept années fastes, les « majors » avaient pris l'engagement d'éviter toute perte boursière à leurs honorables clients. Une façon d'en élargir le

cerce. Le risque n'était pas grand d'autant que toutes les firmes de courtage avaient mis la main sur de nombreuses « Tokkin », ces fameux fonds de placement spécialisés dans la rentabilisation rapide des capitaux à court terme.

Avec le retour de la baisse, ces opérations furent acrobatiques avant de devenir frauduleuses. Si frauduleuses que, après la découverte du pot aux roses, le ministre des finances s'indigna pour manque de vigilance une baisse de 10 % de son salaire pendant trois mois. Les magiciens du profit eurent un suspensio totale d'activité pour quatre jours et des amendes de 5 millions de yens pour les deux plus grands (Nomura et Nikko) et de 3 millions pour les deux autres.

Mais ce ne fut pas suffisant pour calmer les esprits. Les remous causés par ce scandale ne cessèrent pas tout l'été de secouer le marché, d'ébranler la confiance des milieux d'affaires et de peser sur la tendance. Le 20 septembre, la décision des autorités boursières de porter à 100 millions de yens les amendes infligées à la bande des quatre mit momentanément une sourdine à l'affaire et, avec les espoirs d'une baisse des taux et le raffermissement du yen, une reprise s'amorça. Mais devant la levée de bouilliers, le scandale refit surface et de nouvelles sanctions furent infligées aux anciens stars du courtage. Ces dernières furent d'abord temporairement écartées du marché des emprunts d'État. Puis à la mi-octobre, elles furent derechef contraintes de suspendre leur activité.

Impliquée dans une autre affaire d'initiales (ventes d'actions Tokyo en 1989 après un battage publici-

taire), Nomura, la plus grosse de toutes, fut interdite de transactions un mois et une semaine. Nikko dut fermer ses portes trois semaines, Yamaichi deux semaines et Daiwa une semaine. Rude coup pour les échanges : Nomura seul assure 30 % des transactions, et encore 10 % avec ses filiales. Le Kabuto-cho se traîna jusqu'à la mi-novembre, ne réagissant même pas à l'arrivée du nouveau premier ministre, Kiichi Miyazawa, ni à la baisse des taux. Maintenu la tête hors de l'eau, le marché replongea, s'effondrant neuf semaines consécutives de baisse, ce qui ne s'était pas vu depuis vingt-trois ans (octobre 1968). Le relèvement des taux de couverture (de 20 % à 25 % pour les courtiers et de 25 % à 30 % pour les investisseurs) n'arrangea rien. Une tentative de reprise au-dessus de la barre des 22 000 points échoua. Et l'année s'acheva dans le marasme.

Pourtant les augures, cette fois, sont optimistes. Selon eux, le Kabuto-cho n'a jusqu'ici tenu aucun compte de la baisse des taux et du maintien de la croissance. Vu sa capacité de retournement, ils estiment donc que les chances de redressement sont désormais plus importantes que les risques de baisse. D'autant que le nouveau premier ministre, n'a pris encore aucune initiative en politique intérieure, mais pourrait le faire lors de la visite du président Bush. Enfin, les mêmes font valoir que l'écart de rendement entre un placement en actions et un autre en obligations est devenu insignifiant (3,9 %). De quoi attirer bien des institutionnels en quête de placements avantageux. Alors 1992 sera-t-elle à Tokyo la grande année de la reprise ?

Valeurs	Cours fin 1990	Cours fin 1991
Akai	565	750
Daewoo	955	1 000
Canon	1 280	1 380
Fuji Bank	2 350	2 330
Honda Motors	1 250	1 380
Mitsubishi Electr.	1 590	1 360
Mitsubishi Heavy	670	650
Sony Corp.	6 000	4 030
Toyota Motors	1 720	1 440

FRANCFORT

Une année-charnière

La première Bourse allemande à encrer traversée des zones de mauvais temps en 1991. Mais les boursiers rencontrés ont été moins violents que ceux de l'année précédente. Un sujet majeur a continué de préoccuper la communauté financière allemande : le redressement des cinq nouveaux Länder situés par quarante-sept ans de frontières d'isolement. L'effort à déployer est colossal. Il ne devrait pas être payé de retour avant longtemps.

Le marché a eu au moins un motif de satisfaction : le processus de pourrissement économique a cessé. L'ext-RDA, il a ainsi commencé à retrouver des réflexes plus naturels. Plusieurs fois, la tendance s'est raffermie, si bien même que souvent Francfort tint la vedette et que l'indice DAX faillit battre ses records d'altitude. L'été fut une bonne partie du terrain regagné (il n'est pas tout perdu). L'août s'est néanmoins achevé sur un gain non négligeable de 10,4 %.

Après la chute de la fin 1990 avec l'imminence d'une guerre dans le Golfe, les premiers pas faits en 1991 furent ébauchés. Mais la vraie secousse fut provoquée par l'intervention militaire soviétique en Lituanie. Les deux premières semaines de l'année se soldèrent par 8 % de baisse. Une déprime provisoirement sans suite quand les armes se mirent à parler dans le Golfe. La guerre serait-elle aussi celle que le diable de George Fauriol dans la Négresse blonde ? Malgré les premières craintes suscitées par le ralentissement de la croissance, mais aussi par les mesures fiscales mises en préparation pour régler la facture du conflit, le marché se mit à monter très vite. Entre le début février et la fin mai, c'est à peine si l'on croqua quelques pauses.

Le défilé causé par l'arrêt des combats au début mars occulta presque l'aggravation de la situation sociale en ex-RDA. La Bourse francfortoise ne commença à redescendre de son petit nuage que vers la fin avril avec l'apparition des

LONDRES

En dents de scie

Après avoir mis un terme, l'août dernier, à une décennie gagnante, par un recul de 11,3 %, la Bourse de Londres a retrouvé en 1991, le chemin de la hausse. Elle confirme ainsi son caractère cyclique. En 1979, elle avait baissé de 11,3 % soit un repli identique à celui affiché en 1990. L'année suivante, soit 1980, le Stock Exchange gagna 12 % soit à peu de chose près les gains affichés en 1991 par l'indice Footsie des cent grandes valeurs (+ 10,1 %).

Mis à part ce caractère plutôt anecdotique, la Bourse de Londres, à l'instar des autres places financières, aura vécu les premières semaines de l'année sous le signe du Golfe et de la récession économique. Il faudra attendre le mois de février et quelques signes laissant espérer une détente des taux d'intérêt pour que la place reprenne un peu de vigueur. Ainsi de janvier à la mi-mars, la cote affichera un rebond de 20 %. Le volume des transactions au cours de cette période atteignit des proportions oubliées depuis quatre ans. Le 6 mars, 1 042 millions de titres furent échangés, soit deux fois et demie plus qu'en 1986.

Par la suite la Bourse de Londres marqua le pas, les séances se succédant avec une évolution en dents de scie, au gré des prises de bénéfices après les gains des premiers mois. Fin mai, le Footsie 100 franchira toutefois la barre psychologique des 2 500 points. La vedette des semaines qui vont suivre sera incontestablement le chimiste ICI. L'entrée d'Hanson dans son capital (2,8 %), laissant entrevoir une OPA, ne cessera d'alimenter les rumeurs sur les intentions de ce dernier. Les valeurs bancaires reprendront le mouvement négatif en réaction à la découverte du scandale de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International).

Début août, un espoir de sortie de la crise appuyé par des déclarations de Norman Lamont - affirmant que le second semestre serait placé sous le signe de la reprise - fit atteindre de nouveaux sommets historiques à l'indice de la place londonienne. Les semaines qui suivirent permirent au baromètre britannique de grimper de record en record jusqu'au coup de froid venu d'URSS, qui le fit singulièrement baisser (- 3 %) le 19 août. Mais il en faudrait plus pour le stopper dans sa progression. Début septembre, l'optimisme était

revenu. Nouveaux records historiques une fois encore. L'indice culmina à son plus haut niveau de l'année et historique à 2 679,60 points. Une série d'OPA (Hanson sur Beazer, William Holdings sur Rami Electronics et BTR sur Hawker Siddley, le tout pour un montant de 27 milliards de francs) ramèneront la morosité et la cote autour du seuil des 2 600 points. À cela s'ajoutera l'OPA inamicale de la compagnie pétrolière Lamsco sur Ultramar pour 12 milliards de francs.

La reprise continuant de se faire attendre, l'indice retrouvera même son oiseau de la mi-juillet à quelques points de la barre des 2 500. De plus, la chute brutale de Wall Street du vendredi 15 novembre mit à mal les places européennes en général et Londres en particulier (- 1,7 %). Du plus haut historique affiché début septembre, l'indice abandonnera près de 8 % en une quinzaine de jours. S'y ajoutera la disparition du magnat de la presse Robert Maxwell (le 5 novembre) qui plongea la place dans des abîmes de perplexité.

Le dernier mois de l'année fut fertile en rebondissements. Le sommet européen de Maastricht tant redouté par les investisseurs eut un effet dynamisant. Le marché fit un accueil triomphal à John Major, qui réussit à faire inscrire dans l'accord de l'union monétaire une clause d'exception pour la Grande-Bretagne. La cote enregistra le 12 décembre la plus forte progression en une seule séance (+ 1,8 %) depuis le coup d'État manqué en URSS. Mais la multiplication des signes de prolongement de la récession, du marasme de l'économie américaine, et surtout du relèvement des taux d'intérêt allemands fit retomber la cote au plus bas depuis le mois de février.

Valeurs	Cours fin 1990	Cours fin 1991
Bowater	4,80	6,40
BP	3,31	2,80
Charter	4,12	5,04
Costa Cruises	3,38	4,48
De Bora	10,50	14,27
Glaxo	8,42	7,75
GUS	14	18,50
ICI	8,88	11,19
Reuters	6,57	9,45
Shell	4,58	4,73
Unilever	6,83	8,43
Vickers	1,87	1,63

NEW-YORK

En attendant la reprise

Avec 17,7 % de hausse, Wall Street s'inscrit aux premiers rangs des grandes places internationales. Mais cette hausse a été irrégulière. Trois mois, en fait, auront suffi à la Bourse de New-York pour accumuler les gains qu'elle ne devait plus perdre. « Un premier trimestre en or », titrait l'hédomadaire financier *Investor* au début d'avril. Et de citer, à l'appui, une remarque d'un observateur de la place soulignant que le Dow Jones n'avait enregistré de meilleure performance durant un trimestre que deux fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Comme sur les autres places, cette période fut placée sous le signe de ce qui n'était encore, pour peu de temps, que la crise du Golfe. Wall Street a été ballotée au gré des nouvelles attendant la date butoir du 15 janvier. Le déclenchement des premières opérations militaires au Moyen-Orient permit au Dow Jones de monter de plus de 140 points, soit près de 6 %, au cours de la même semaine, dont 4,6 % lors de la séance du 17 janvier. Le Koweït captait l'attention des professionnels, occultant dans une certaine mesure les résultats des entreprises américaines et la faiblesse de l'économie.

À l'euphorie succéda l'attente, alors qu'une victoire sur l'Irak paraissait de moins en moins proche. Les investisseurs reportèrent leur attention sur les facteurs économiques. Les déclarations de Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, annonçant que la banque centrale

était prête à stimuler la croissance par une baisse des taux, redynamisèrent le marché qui frôla à plusieurs reprises la barre des 3 000 points sans jamais la franchir. En un an par six fois les taux baissèrent.

Dès le deuxième trimestre, Wall Street surmonta son hésitation grâce, notamment, aux bons résultats des entreprises américaines. Le 17 mai, le Dow Jones atteignit un premier record de clôture pour l'année et un plus haut niveau « historique » à 3 004,45 points. Une avalanche de mauvaises nouvelles, dont l'entrée officielle en récession - deux trimestres consécutifs de recul du produit national brut (PNB) - et surtout l'incision de la Fed, préoccupée par les pressions inflationnistes pesa sur la suite sur le marché. Début juin, Wall Street afficha de nouveaux records (3 035,33 le 3 juin) avant que n'interviennent des corrections à la baisse imputables en partie aux prises de bénéfices.

La reprise de l'économie américaine tardant, les taux d'intérêt à long terme continuaient de préoccuper les boursiers new-yorkais. Des déclarations de Alan Greenspan devant le Congrès, prévoyant que l'économie américaine ne toucherait le fond de la récession qu'au cours de ce trimestre, différaient un nouveau relâchement de la politique du crédit par la Fed. Et la morosité de s'installer à nouveau...

En août, la place sera « secouée » de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur, par le scandale qui mit à mal la firme de courtage Salomon

Brothers, convaincue de tricherie sur le marché des fonds d'État. De l'extérieur, malgré une bonne résistance, après le coup d'État en URSS : on vit la cote effectuer un aller et retour de près de 80 points sans s'arrêter. Après dissipation des nuages du Kremlin, les milieux d'affaires revirent aux problèmes intérieurs : la véritable reprise était-elle pour bientôt ? Les semaines qui suivirent ne donnèrent pas réellement de réponse. Morne, déprimée, découragée, ainsi resta la place jusqu'à la fin du trimestre.

Les trois derniers mois de l'année furent presque de la même couleur grise - gris pâle, pour ne pas être ingrat - puisque l'indice atteignit le 18 octobre son plus haut de l'année. Le sentiment devint noir à la mi-novembre quand Wall Street connut la plus forte baisse enregistrée depuis le vendredi 13 octobre 1989 (- 3,9 %). Il faudra attendre la mi-décembre pour que la place mette enfin un terme à cinq semaines d'alaudissement qui avait ramené l'indice à ses niveaux du mois de février. Alan Greenspan ayant reconnu que la reprise de l'économie américaine avait « dérivé », la Fed abaissa alors fortement son taux d'escompte d'un point, le ramenant ainsi à 3,5 %, son niveau le plus bas depuis vingt-sept ans. Cette mesure, accompagnée du plan de relance promis par le président Bush, fit flamber le marché new-yorkais prêt à parier sur l'impossible reprise en 1992. Tous les records d'altitude furent pulvérisés le lendemain de Noël.

Valeurs	Cours fin 1990	Cours fin 1991
Alcoa	58 3/4	58
AT&T	30 7/8	38 1/2
Boeing	46	42 5/8
Chase Man. Bank	11 1/8	15 1/8
Du Pont de Nemours	37 1/2	45 3/8
Eastman Kodak	41 7/8	45
IBM	50 3/8	58 3/4
Ford	25 3/4	24 3/8
General Electric	57 5/8	68 1/8
Goodyear	35	26 7/8
ITT	114	84 7/8
ITT	48 5/8	50 1/2
Mobil Oil	57	65 3/4
Pfizer	81	73 1/4
Schlumberger	55 5/8	58 7/8
Texasco	57 7/8	57
Union Carbide	110	128 1/8
United Tech.	30 1/4	46 7/8
Westinghouse	27 7/8	14 3/4
Xerox Corp.	35	64

D'UNE PLACE A L'AUTRE

Places	Fin 1990	Fin 1991	%	Plus haut	Plus bas
Amsterdam CBS AU SHR...	168,3	189,5	+ 12,5	203,1	162,3
Bruxelles (BEL 20)...	1 000	1 071,41	+ 7,1	1 212,15	917,39
Tokyo Nikkei	23 848,71	23 437,32	- 5,9	27 146,91	21 456,76
Francfort DAX 30	1 398,23	1 539,62	+ 10,1	1 715,80	1 311,82
Milan BCI	519,42	490,23	- 5,6	611,38	472,89
Zurich SBI	628,5	710,7	+ 13,1	769,30	590,4
Hongkong Hang Seng Bank	3 024,55	4 146,12	+ 37,1	4 271,34	2 984,01
New-York Dow Jones	2 633,66	3 101,52	+ 17,7	3 101,52	2 470,30
Londres (FT + SE 100)	2 143,5	2 345,40	+ 9,4	2 679,6	2 054,8
Paris CAC 40	1 517,93	1 722,40	+ 13,4	1 888,35	1 441,17

1991 10 15 50

CULTURE

Avis de vent frais sur la Cinémathèque

Une nouvelle politique pour sortir la « maison Langlois » de sa torpeur

Le 2 juillet dernier, l'assemblée générale de la Cinémathèque française élitait, avec le soutien actif du ministre de la culture et du Centre national du cinéma, un conseil d'administration en forme de manifestation révolutionnaire. Ensis dans la grille bureaucratique, dans les lites de chapeau, où chacun brandit la figure tutélaire du fondateur, la « maison Langlois », créée en 1936, avait perdu beaucoup de son aura, tandis que la salle de Chaillot se vidait et se dégradait, que le déménagement au Palais de Tokyo devenait *casus belli*.

Entre 1982 et 1987, Costa Gavras, élu président et secondé par Bernard Lartéguy au poste de directeur, avait tenté de mettre un peu d'ordre, de clarté et d'efficacité dans cette pétaudière qui fut autrefois bastion et joyau de la cinéphilie française. Il avait été éjecté et couvert d'opprobres. Détestables procédés, mais, surtout, inquiétante perspective de voir la « mère de toutes les cinémathèques » continuer de s'étioler ici, alors qu'elle conserve à l'étranger un prestige considérable.

Mais, cette fois, la lassitude des derniers dragons, défenseurs de l'obscur « caveau aux trésors » d'Henri Langlois, et la détermination des professionnels et des pouvoirs publics, annoncent la fin de l'inertie, après une période de transition gérée avec beaucoup d'adresse par Jean Rouch. L'élection de Jean Saint-Geours, aussitôt promu président d'un conseil où les cinéastes en activité ont accru leur représentation (1), est l'indice de ce changement.

Bâtiments rénovés, programmation renouvelée

« Je suis assez fou de cinéma pour faire la fête d'occuper ce poste », explique M. Saint-Geours, par ailleurs président de la COB après avoir dirigé de nombreux établissements financiers. Il n'y a pas si longtemps que j'ai créé l'IFCIC (la banque du cinéma) et je reste très proche de la Saffica Investissement. Mais surtout, à mon âge (soixante-trois ans), on a pris conscience que la mémoire est une clé de l'avenir. Rendre son rayonnement à la Cinémathèque n'est pas seulement une activité de conservation passiviste. Il s'agit de créer les conditions nécessaires à l'existence des futurs films, des films d'aujourd'hui. Sans la promotion de cet héritage, nous risquons de n'avoir plus, demain, que des Terminator sur nos écrans ».

Au service de cet objectif, Jean Saint-Geours apporte, outre sa passion du cinéma, ses compétences de gestionnaire et de négociateur. Un renfort bienvenu, dans une institution qui, depuis Langlois, n'a jamais fait du management son domaine de prédilection. Il compte aussi déclencher le soutien actif des professionnels du cinéma, plutôt qu'ils n'utilisent la Cinémathèque « comme arène pour régler leurs problèmes symboliques », renchérit le nouveau directeur de la Cinémathèque, Dominique Paini.

Aussi impitoyables que son pré-

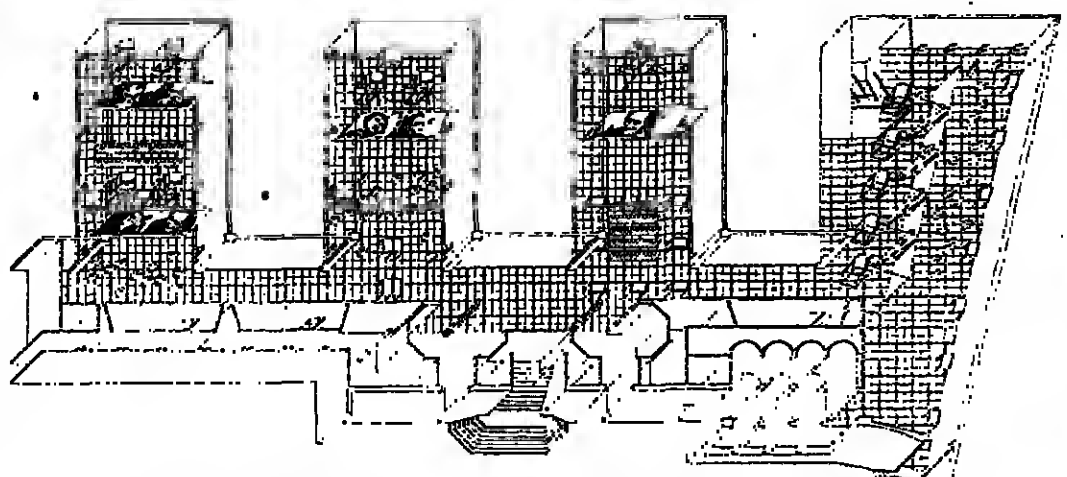
dent est pondéré, cet ancien critique, enseignant, producteur, distributeur et exploitant a pris le mors aux dents pour secouer la vieille maison. Les premières mesures concernent les bâtiments et la programmation.

L'activité de la Cinémathèque se partage entre Chaillot et le Palais de Tokyo. La salle de projection de Chaillot doit faire l'objet d'un lotissement important qui, dès le mois de mai prochain, la rendra plus

Langlois, qui resta, lui, à Chaillot, un « parcours pédagogique », mêlant séquences de films, documents historiques et objets liés au cinéma, avec le secours des technologies modernes.

Si toutes les activités de la Cinémathèque se veulent pédagogiques, les cours déjà dispensés par Jean Doucet sont appelés à se développer, avec la participation de nombreux intervenants extérieurs. Parallèlement, une revue trimestrielle

Geours/Paini envisage d'autres initiatives novatrices. En particulier, la possibilité de diffuser les trésors de leur patrimoine hors du « temple » de la Cinémathèque, à rebours de la « prudence qui enferme à l'intérieur d'un club fermé », dit Jean Saint-Geours. Nous avons les plus belles collections du monde, il faut qu'elles soient vues. Mais avant de pouvoir alimenter l'émission de cinéma dont la télévision aurait grand besoin, ou de constituer une collec-



L'une des scénographies « cinéma » imaginées par Alain Guilleux pour le Palais de Tokyo

attrayante, et plus performante techniquement. Tokyo ne sera vraiment opérationnel qu'en 1995, avec l'ouverture du Palais de l'Image (réunissant la Cinémathèque, la Femis (2) et le Centre national de la photo) après les travaux qui se dérouleront avenue du Président-Wilson durant les trois ans à venir.

« La Cinémathèque est destinée à devenir un cœur vivant, autour duquel tout s'organisera dans le Palais de Tokyo », souligne Dominique Paini. C'est chez nous que les étudiants de la Femis viendront s'adonner aux sources de l'histoire du cinéma, chez nous que Godard trouvera les documents dont il a besoin pour son unité de recherche *Periphéria*.

L'autre enjeu, le plus crucial, concerne la programmation. « On en était arrivé à une véritable logorrhée de films. Il faut montrer moins, mais mieux », martèle Jean Saint-Geours. Aujourd'hui les gens ont besoin d'une présentation pédagogique, qui leur permette de se retrouver dans la confusion des images et des messages dont ils sont abreuvés. « Il faut faire bénéficier le cinéma des acquis de l'histoire de l'art », enchaine Dominique Paini, proposer des points de vue et des hiérarchies, même provisoires ».

L'école et le musée

Les programmes pour 1992 préfigurent cette nouvelle orientation, avec, entre autres, la rétrospective d'un cinéaste « dont l'œuvre est cohérente, personnelle et reflète son époque, mais qui est tenu à l'écart de la cinéphilie classique », Claude Lelouch. Elle voisine avec un projet beaucoup plus « pointu », consacré à la présence à l'écran d'Antonin Artaud, et une approche encore différente, un hommage à Claudia Cardinale. En attendant une intégrale Frank Borzage, l'étude par l'exemple des apports des émigrés russes des années 20, ou la découverte des frères fondateurs du feuilleton cinématographique. A ces « morceaux choisis », s'ajoutera la projection continue des trois cent cinquante titres-clés de l'histoire du cinéma, dans une salle spécialement affectée à cet usage.

Emblème du changement, la programmation n'est que le premier pilier de la stratégie. Dominique Paini, qui arrive du département audiovisuel du Louvre, se passionne pour l'aspect muséographique de l'entreprise. Il a demandé à l'architecte Alain Guilleux de travailler avec lui un espace d'exposition adapté à cet « objet d'art » singulier, le cinéma. Afin d'ajouter au « parcours initiatique » du Musée Henri-

d'histoire et d'esthétique du cinéma sera créée, et les activités d'édition développées.

« Conserver, montrer, exposer, enseigner. » En résumant par ces quatre mots les missions qu'il s'assigne à la Cinémathèque, Jean Saint-Geours et Dominique Paini annoncent une politique définie, aussi, par les mots qui n'y figurent pas. Ainsi n'est-il pas question de « conseil ». L'épineuse question de la réunion des archives de la Cinémathèque et de la Femis en une médiathèque ouverte aux chercheurs, reste en suspens.

Surtout, les dirigeants de la Cinémathèque voudraient bien être soulagés des tâches de restauration (sans abandonner pour autant les crédits affectés par le ministère de la culture à cette tâche). Un objectif rendu possible par la clarification des rapports avec le service des archives du film de Bois-d'Arcy, grâce à la mission bons offices du Centre national du cinéma. Ils s'éloignent donc du slogan initial de Langlois : « Conserver, restaurer, préserver, diffuser ».

Au-delà de ces objectifs à court terme — où la mise en perspective pédagogique prend le pas sur le « sauvetage », qui fut le geste inaugural de Langlois, et sur l'accumulation — le tandem Saint-

tion vidéo, il faudra démentir l'échec des régimes juridiques concernant l'utilisation des films.

L'an dernier, un film américain, *l'Éveil*, racontait comment un médicament administré par le docteur Sacks, le L-Dopa, avait tiré des malades d'une longue cataplexie. L'administration par le docteur Saint-Geours du remède de cheval « Dopa » (surnom de Dominique Paini) après avoir été sa raison sociale) permettra peut-être à la Cinémathèque de sortir de sa torpeur.

JEAN-MICHEL FRONDON

(1) L'élection du 2 juillet renouvelait un tiers du conseil d'administration, qui se compose désormais de Jean Saint-Geours (président), Jean-Claude Carrière et Jacques Perrin (vice-présidents), Martine Offroy et Danièle Heymann (secrétaires générales), Jean-Luc Omlès (trésorier), Claude Miller et Jean Ronch (membres du bureau), Brigitte Akain, Danièle Delorme, Henri Aïkan, Claude Berri, Philippe Carassonne, Claude Chabrol, Alain Corneau, Roger Dumas, Francis Girod, Louis Malle, Jean-Paul Rappeneau, Jean-Charles Tacchella, Jean Tulard, ainsi que Marie-Christine de Marcellis, Gérard Laroche et Dominique Wallon, membres de droit.

(2) Institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son.

DANSE

Charlot, la belle et les autres

Une nouvelle création et beaucoup de projets pour Roland Petit

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Dans les années 50, s'ennuyant à Hollywood en l'attente d'un tournage, Roland Petit donna, au bord de sa piscine, une « party » à laquelle arriva, bon premier, Charles Chaplin, invité que l'« être », ébahi, n'osait espérer. Commande d'un livret de ballet fut passée par le chorégraphe à l'acteur-cinéaste. Qui s'exécute. Mais le projet resta dans les limbes.

Et puis, récemment à Paris, Roland Petit croise dans la rue un saltimbanque déguisé en Charlot automate. Délicieusement, ballet. Voici *Charlot danse avec nous*, que vient de créer, au Théâtre du Gymnase, le Ballet national de Marseille. Sur quelques airs fameux de Chaplin et des musiques originales de Fiorenzo Carpi, mêlées à des pages de Bach, vingt tableaux qui ont le mérite de ne pas se prendre trop au sérieux et d'éviter le piège fatal qu'eût été la reconstitution de séquences célèbres. L'univers de Charlot est simplement évoqué avec des films, des voyous, un Kid, une marchande de violettes et des clous d'œil au cinéma muet. S'il porte la moustache, le melon et la canne mythiques, l'excellent comédien-danseur qu'est Luigi Bonino s'est gardé, lui aussi, d'aller revoir les films du maître pendant les répétitions. « On n'inoue pas Chaplin », dit-il sobriement.

Autour de lui, pas plus de cinq danseurs-Fregoli : un bellet de chambre, un ballet de clowns,

d'une veine tendrement nostalgique. 1992 s'annonce particulièrement chargé pour Roland Petit. Du 22 janvier au 2 février, il s'installe au palais Garnier avec sa troupe, sa *Belle au bois dormant* et ses deux stars de prédilection, Zizi Jeanmaire en Carabosse et Dominique Khablouni en Princeesse Aurora. En mars, il y remonte son *Remède pour danser* dans le cadre du programme *Picasso et la danse* — tandis que parait, chez Grasset, son livre de souvenirs. En avril, il crée, à l'Opéra de Rome, *Opus cygne*, un quatour pour Louis II de Bavière, Elisabeth d'Autriche, Marie Vetsa et l'archiduc Rodolphe, rien de moins. En juin, pour fêter les vingt ans de sa compagnie, grand spectacle sur le port de Marseille avec un ébanteur rock nommé Patrick Dupond. Septembre, toujours à Marseille : ouverture, longtemps attendue, de sa grande école de danse (ou en repartira). A la rentrée, à peine revenu d'une tournée du Ballet de Marseille en Russie, en Chine, et au Japon, il fait ses débuts de metteur en scène de théâtre avec une pièce de Jean-Pierre Grédy, adaptée de textes de Joubert et de la couple infernal Marcel-Elise est incarné par Michel Duchaussoy et vous l'avez deviné, Zizi Jeanmaire.

SYLVIE DE NUSSAC

► Jusqu'au 5 janvier au Théâtre du Gymnase (tél. 91-42-43-43), Marseille, à 20 h 30 : les dimanches à 15 heures ; le 4, à 14 h 30 et 20 h 30.

THÉÂTRE

Jacqueline vaillante

La Maillan joue la première pièce de son « jumeau », Pierre Palmade

PIÈCE MONTÉE à la Comédie des Champs-Élysées

Elle déboulait sur la scène en imperméable beige, la mèche rebelle, un cabas à la main. Elle s'appellerait Françoise Lumière, un nom, une dégaîne passe-partout. On ne saurait jamais si ce qu'elle dit est vrai ou pas. Aurait-elle vraiment appris au Pérou la danse dite du zénis des pommes de terre ? Aurait-elle, micro en main, fait les belles heures d'un cabaret de Chicago ? Aurait-elle eu là-bas une liaison avec un loubard de vingt ans, et de vingt ans son cadet ? Lui aurait-il vraiment donné un fils féru d'électronique ? Aurait-elle maîtrisé après bien des déboires dus à un système sophistiqué de commande vocale — on tape dans les mains, la lumière s'éteint ; on chante la *Fille de Madame Angot*, elle se rallume progressivement... Certes, une erreur de manipulation a isolé un peu plus l'héroïne : en vérifiant les branchements de sa chaîne bi-fi,

Elle est bizarre, Françoise Lumière, comme est bizarre ce jour d'anniversaire où elle a convié treize (!) proches qui n'arrivent pas. Pourtant, elle a tout prévu, tout préparé pour cette fête, le couvert est dressé, l'éclairage finalement maîtrisé après bien des déboires dus à un système sophistiqué de commande vocale — on tape dans les mains, la lumière s'éteint ; on chante la *Fille de Madame Angot*, elle se rallume progressivement... Certes, une erreur de manipulation a isolé un peu plus l'héroïne : en vérifiant les branchements de sa chaîne bi-fi,

Projets de la Comédie-Française

La Comédie-Française présentera, à l'Exposition universelle de 1992, *le Barbier de Séville*, de Beaumarchais, dans la mise en scène de Jean-Luc Bouté, spectacle qui pourrait être donné également à Lisbonne et à Madrid.

Jacques Lassalle, administrateur général, qui doit mettre en scène deux pièces de Molière, *la Comtesse d'Escarbagnas* et *George Dandin*, a, d'autre part, annoncé que le Vieux-Colombier, seconde salle de la Comédie-Française, ne sera pas disponible comme prévu à la fin de l'année 1992, mais au printemps 1993.

Michel Favory, pensionnaire depuis 1988, que l'on peut voir actuellement dans *Iphigénie*, de Racine, *la Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire et *Le roi s'amuse*, de Victor Hugo, vient d'être nommé sociétaire.

Enfin, l'assemblée générale a procédé au renouvellement de son conseil d'administration composé de Geneviève Cesile, Alain Pralon, Claire Vernot, Yves Gasc, Roland Bertin et Muriel Mayette, avec deux suppléantes, Béatrice Dautun et Catherine Sauval. (AFP)

elle a coupé le fil du téléphone... Pièce montée, première pièce écrite par Pierre Palmade, a toutes les qualités de cet amateur-né de vingt-trois ans, dont le récent passage à l'Olympia a permis de signaler le talent (*Le Monde* daté 22-23 septembre). Une écriture serrée, vivante, « économique » : en peu de mots, beaucoup d'humour, beaucoup de drôleries, de nombreux fics très contemporains précisément décoqués. Et un défaut de jeunesse, la pudeur, le trac qui l'empêche d'aller jusqu'au bout de ses idées, qui laisse mal passer la noirceur sous la fantaisie. Le ressort de *Pièce montée*, l'incertitude sur la sincérité ou la mythomanie du personnage, est ainsi affadi par la « chute » de la pièce, propre seulement à rassurer le spectateur conventionnel.

Cela dit, *Pièce montée* est certainement l'un des meilleurs textes que Jacqueline Maillan ait joué, très au-dessus des pièces de boulevard auxquelles elle était abonnée et qu'elle hisse plus haut qu'on aurait pu l'imaginer. Mais texte et interprète auraient mérité mieux que le décor petit-bourgeois médiocre dessiné par Daniel Lepy, du genre qui « dit » tout avant qu'un mot ait été prononcé. La mise en scène, si l'on peut dire, due à une ex-assistante de Pierre Mondy (Blandine Harmelin), est quasi inexistante. Comme sont quasi nulles les deux chansons spécialement écrites par Didier Barbelivien, et qui cassent le rythme du spectacle.

Dans ces conditions, on comprend mieux que Jacqueline Maillan ait comme une sorte de retard à l'allumage. A la neuvième représentation, elle n'avait pris à son compte que les deux tiers environ de la pièce. Mais comment une actrice abandonnée à elle-même pourrait-elle faire mieux ? Dans une quinzaine de jours, on peut le prédire, elle aura trouvé toutes les solutions. Car elle est toujours aussi costudée, aussi vaillante, aussi créative. Et, grâce à ce texte plus intéressant qu'à l'ordinaire, beaucoup plus fine aussi. Certains de ses fans s'élanceront de ne pas rire à chaque mot. D'autres se réjouiront, ils auront raison, de cette nouvelle éclipse dans la carrière de la Maillan, la sans rivale.

OLIVIER SCHMITT

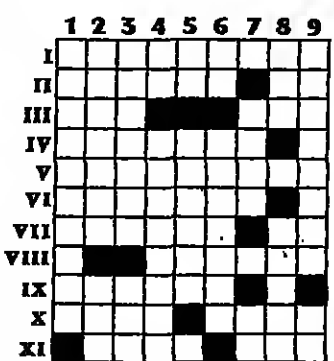
► Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-26-08-24. B. 100F à 250F. Durée : 1 h 25.

► Rencontres théâtrales Charles Dullin. — Les quatorzièmes Rencontres théâtrales Charles Dullin se tiendront du 7 janvier au 8 février. Ce festival des jeunes compagnies accueillera seize troupes professionnelles françaises dans douze théâtres du Val-de-Marne.

► Renseignements : 47-26-15-02 (tarif unique 50 F.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5 683



HORIZONTALEMENT

I. Ce ne sont pas des choses à dire. — II. On peut y employer des gens. Divinité. — III. Dans un chant révolutionnaire. N'a pas son compte d'électronica. — IV. Pas bien gonflés. — V. Des déviations bizarres. — VI. Difficiles à marier quand elles sont vives et criardes. — VII. Sous la caisse. Donne la fièvre aux rats. — VIII. Une grande coupe. — IX. Adjectif pour un très bon air. — X. Devenir très coulant. Pas atteint. — XI. Ne sont trouvés bons que lorsqu'ils sont chauds. Belle, au Breizh.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui collectionnent les timbres. — 2. Combient nos aspirations en les satisfaisant. Participe. — 3. Greffier venu de l'étranger. Conquête de la réélection. — 4. Un point sur la carte. Qui peut se nourrir comme un porc. — 5. Une nappe. A da

grandes dents. — 6. Branché. On y faisait bien des mystères. — 7. La mèra idéale. Un animal très mou. — 8. Le sujet. Plane ou galope. — 9. Qui va vers la gauche. Adverbe.

Solution du problème n° 5682

Horizontalement

I. Passage. Bégayer. — II. Raie. Rural. Luta. — III. Ira. Hâ. Irun. Maa. — IV. Sosie. Soyeuse. — V. Ontario. Ainsi. — VI. Embonpoint. Ea. — VII. Besoin. Cerne. — VIII. Baise. Té. La. Os. — IX. Ra. Chute. Lié. — X. Usées. Asses. — XI. Issue. Outina. — XII. Tête. Buste. Igné. — XIII. Bleu. Stiles. — XIV. Us. Ale. Ru. Arasé. — XV. Rainettes. Saa.

Verticalement

1. Prison. Bruit. — 2. Aaron. Liasse. Sa. — 3. Siesta. Este. — 4. Sa. Iamba. Eva. An. — 5. Herbes. Sa. Blé. — 6. Gré. los. Blé. — 7. Eu. Sonothèque. — 8. Rio. Pieu. Usura. — 9. Beryton. Tait. Us. — 10. Elua. Leste. — 11. Nurne. Su. Tas. — 12. Al. Sra. Lisère. — 13. Yurnan. Roia. Glas. — 14. Eta. Senéda. Néa. — 15. Rassisa. Léada.

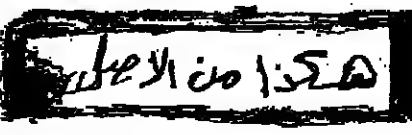
GUY BROUTY

► Rectificatif. — L'omission d'une case noire (en VII-3) dans le problème de mots croisés n° 5682 (*Le Monde* daté 29-30 décembre) a dû compliquer excessivement la tâche des cruciverbistes. Que ceux-ci veulent bien nous pardonner cette erreur !

F. Go.

► Golden Globe : trois films français sélectionnés. — Trois films français, la *Double Vie de Véronique*, de Krzysztof Kieslowski, *Madame Bovary*, de Claude Chabrol, et *Nikita*, de Luc Besson, figurent parmi les six films étrangers sélectionnés pour les Golden Globe, dans l'ordre chronologique le premier des grandes récompenses cinématographiques, qui doivent être décernés le 18 janvier 1992.

HENRI DES
à 14h 30
OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
jusqu'au 5 janvier
LOCATION 47 42 25 49



ÉCONOMIE

BILLET

Mégapub...

Décidément, Virgin Mégastore n'a pas peur de faire gros. Le battage médiatique autour de sa dernière infraction à la législation sur l'ouverture des magasins le dimanche lui aura permis de se faire un formidable coup de pub pour pas cher : 500 000 francs, soit, environ, le tarif de trente secondes de publicité un dimanche soir à la meilleure heure d'écoute (21 h 40) sur TF 1. Pour ce prix, égal au montant de l'amende décidée vendredi 27 décembre par le tribunal de grande instance de Paris pour dix heures d'ouverture (le Monde était 29-30 décembre), la chaîne britannique s'est offert une magistrale couverture en presse écrite, sur les ondes et à la télévision tout au long de ce dimanche d'entre-fêtes, traditionnellement riche en crises de foie mais pauvre en actualité. Interviews du président de Virgin France et de son patron, le journaliste CFDT des services, reportages, radio-trottoirs, plébiscite des clients : confortablement installé dans son fauteuil, en train de préparer son déjeuner dominical ou de s'occuper en famille, le Français moyen (qui, lui, aura eu la chance de ne pas travailler) aura pu suivre heure par heure les derniers développements de ce mauvais feuillet.

En revanche, silence radio du côté du gouvernement : la scène était laissée libre au patron de Virgin qui, de convenant, se transformait en accusateur, mettant à l'index le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation auquel il reprochait de ne pas avoir réformé cette année - comme promis - la législation, datant du début du siècle, sur l'ouverture des magasins le dimanche. Ni le ministre du travail ni le premier ministre ne sont montés au créneau : certes, il n'y a que des coups à prendre sur ce sujet puisque les petits commerçants sont viscéralement hostiles à toute ouverture dominicale tandis que la grande distribution estime que les projets de réforme sont, de toute façon, trop timides. Mais on aurait aimé entendre un membre du gouvernement rappeler que la loi est la loi, qu'elle s'applique à tous et que la politique du fait accompli est la pire qui soit. On aurait aimé aussi entendre dire que ce n'est pas parce que les affaires sont mauvaises en ce moment que l'on doit mettre au panier la loi du travail français. Et que ce n'est pas parce que Virgin ne suscite plus l'engouement des premiers jours, face à une FNAC revigorée par l'ouverture d'un grand magasin à deux pas des Champs-Élysées, qu'elle doit jouer la carte du scandale pour se faire remarquer.

FRANÇOISE VAYSSE

La tournée du président Bush en Asie

Les Etats-Unis dénoncent sévèrement le « protectionnisme » japonais

Le président George Bush entame lundi 30 décembre une tournée de douze jours en Asie - Australie, Singapour, Corée du Sud, Japon - où il entend plaider la cause des exportateurs américains. L'étape la plus importante devrait être celle de Tokyo : M. Bush compte y batailler contre « le protectionnisme nippon » ou ce qui est perçu comme tel aux Etats-Unis. A la veille de ce départ, le secrétaire d'Etat au commerce, M. Robert A. Mosbacher, a ainsi publiquement accusé le Japon d'être partiellement responsable de la récession prolongée aux Etats-Unis. Le menaca a été perçu à Tokyo, où la constructeur automobile Toyota s'est déclaré prêt à favoriser l'importation d'automobiles produites par General Motors.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président américain a défini sa mission en trois mots : *jobs, jobs, jobs* - des emplois, des emplois, encore des emplois. Habituellement porté aux grandes fresques diplomatiques, M. George Bush a martelé qu'il allait cette fois en Asie avec un objectif plus terre à terre : obtenir des marchés à l'exportation pour l'industrie américaine et créer ainsi des emplois aux Etats-Unis. M. Bush, qui doit apparaître sur les « spots » publicitaires d'une prochaine campagne électorale en faveur du tourisme aux Etats-Unis (voir la chronique de Pierre Gorgey page 18), se veut le premier représentant de commerce de l'industrie américaine.

Dans le climat de morosité économique actuel aux Etats-Unis et à dix mois du scrutin présidentiel de l'an prochain, l'attitude affichée par le président n'est évidemment pas exempte de préoccupations électorales. M. Bush a peut-être accompli ce périple en novembre. Mais le triomphe d'un démocrate à une élection sénatoriale partielle en Pennsylvanie avait dissuadé le président républicain de quitter Washington au moment où les électeurs lui reprochaient de délaissé la situation intérieure. M. Bush a repoussé mais maintenu le voyage, bien décidé à prouver à ses interlocuteurs asiatiques que les Etats-Unis entendaient rester une puissance du Pacifique, tout en insistant sur l'habillage économique de la tournée pour rassurer l'opinion américaine.

Vingt et un PDG

Le président emmène avec lui vingt et un PDG américains, dont les trois chefs de file de l'automobile (secteur en état de dépression avancée après l'annonce de quel que 74 000 suppressions d'emplois chez General Motors d'ici à 1994). C'est un message avant tout destiné au Japon, dernière, plus longue et plus importante étape (du

7 au 10 janvier) de cette tournée qui intervient à un moment délicat des relations entre les deux pays. Plus que jamais, en cette année marquant le cinquantième anniversaire de Pearl Harbor, les anciens ennemis forment un couple complexe : les Etats-Unis taxent les Japonais - leur deuxième partenaire commercial - de protectionnisme outrancier et leur reprochent de ne pas prendre de responsabilités internationales à la mesure de leur poids économique.

L'atmosphère s'est un tout petit peu déridée au fur et à mesure que le Japon, sous la pression américaine, libéralisait ses pratiques commerciales. A la fin des années 80, le déficit enregistré par les Etats-Unis dans ses échanges avec le Japon frisaient les 50 milliards de dollars, il est « plus », cette année, que de 41 milliards de dollars. Les spécialistes reconnaissent que le gouvernement nippon a fait de gros efforts pour démanteler l'essentiel des protections douanières, tarifaires ou autres dénoncées par les Américains.

Plus qu'une relation antagoniste, disent ces mêmes commentateurs, c'est l'interdépendance qui caractérise les deux économies : l'industrie japonaise a besoin du marché américain et les Etats-Unis comptent sur les capitaux nippons pour financer leurs déficits ou procéder aux investissements industriels qu'ils ne font plus. Si nombre d'Américains ont essayé un petit chagrin d'annuaire-propre quand des investisseurs nippons ont pris le contrôle d'une institution comme le Rockefeller Center, à New York, ou de tel grand studio hollywoodien, 300 000 d'entre eux - chiffre en augmentation constante - sont aussi employés directs de sociétés appartenant à des Japonais.

L'ennemi numéro un

On n'en peste pas moins tous les jours autour du Japon. M. Bush stigmatise des pratiques commerciales « déloyales » ; il veut obtenir l'ouverture du marché nippon aux pièces détachées automobiles, au riz et aux ordinateurs américains. Le président n'est aucunement adepte d'une pratique verbale courante aux Etats-Unis : le « *Japan Bashing* », que l'on pourrait traduire par « taper sur les Japonais ». Mais il est pressé par le Congrès et, sans doute aussi, par nombre de ses concitoyens pour qui les relations américano-japonaises depuis la fin de la guerre se résument de la manière suivante : les Japonais ont profité du fait que les Etats-Unis assuraient leur sécurité pour consacrer les ressources ainsi épargnées à une attaque en règle de l'industrie américaine.

Des sanctions « anti-dumping » viennent d'être adoptées contre les exportations nippones de minibus (le Monde du 27 décembre). La majorité démocrate au Congrès menace de limiter l'accès du marché américain aux constructeurs automobiles japonais si le déficit commercial n'est pas ramené à zéro dans cinq ans. Unanimes, les parlementaires disent qu'ils sont confrontés à une vague de sentiments négatifs à l'encontre du Japon. Le Syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) a déjà demandé à M. Bush de réduire de moitié les exportations de voitures japonaises. Le Japon pourrait remplacer la défunte URSS dans le rôle de l'ennemi numéro un. Mais la profonde déprime que traverse l'économie américaine depuis deux ans ne suffit pas à expliquer ce

climat anti-japonais. Il faut sans doute aussi compter avec un élément à demi avoué, rarement exprimé : le Japon renvoie aux Etats-Unis l'image de leurs carences économiques. Les succès japonais dévoilent les faiblesses américaines.

L'économie japonaise présente un profil exact opposé à celui de l'économie américaine : favorisant l'épargne et l'investissement plus que la consommation et la spéculation financière, privilégiant l'éducation et la formation professionnelle, insistant sur la recherche à long terme plus que sur la rentabilité immédiate. « Ce que le Japon nous demande », écrit récemment le *New York Times*, c'est de réduire notre déficit budgétaire (...), d'accroître notre taux d'épargne (...), d'améliorer notre système d'éducation et d'inciter nos entreprises à des stratégies à long terme, bref de faire ce que tout Américain doté d'un peu de cervelle sait que nous devons faire dans notre propre intérêt. Mais qu'on n'aime pas trop se voir rappeler.

ALAIN FRACHON

Pour soutenir une activité économique ralentie

La Banque centrale du Japon abaisse à nouveau son taux d'escompte

Pour soutenir une activité économique en net ralentissement, la Banque centrale du Japon (BoJ) a décidé, lundi 30 décembre, de réduire d'un demi-point son taux de l'escompte, ramenant de 5 à 4,5 %. Cette mesure devait s'appliquer immédiatement. C'est la troisième baisse en quelques mois : le taux de l'escompte avait été ramené de 6 % à 5,5 % début juillet, ce qui mettait fin à une longue période de hausse amorcée au printemps 1989. Une nouvelle baisse avait été décidée le 14 novembre, ramenant le taux de l'escompte à 5 %.

La décision de la BoJ a immédiatement stimulé la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei progressant de 2,4 %, à 22 984 yens. L'économie japonaise, en plein ralentissement, avait bien besoin d'une telle mesure : le PNB a pratiquement stagné au second semestre de cette année (+ 0,8 % en rythme annuel), après avoir encore fortement progressé au premier semestre (+ 6,6 % en rythme annuel).

Ce net freinage de l'activité économique est surtout le fait de l'investissement industriel après des années de très forte croissance : + 15 % environ en volume pour chacune des années 1989 et 1990. Le renchérissement du loyer de

l'argent dans un pays où le crédit est habituellement très bon marché, s'ajoutant à des surcapacités de production, laisse penser que le freinage actuel pourrait être durable et prononcé. L'OCDE prévoit tout de même une progression de 2,4 % des dépenses d'équipement l'année prochaine.

Si les pouvoirs publics continuent d'adopter leur politique monétaire, il n'en va pas de même de la politique budgétaire, très rigoureuse, axée sur la réduction de la dette publique, malgré l'excédent du compte global des administrations publiques : si l'Etat est légèrement déficitaire, la Sécurité sociale, les caisses de retraite et les collectivités locales sont excédentaires.

Malgré cet excédent global, le projet de budget pour 1992 (1^{er} avril 1992-31 mars 1993) prévoit une croissance des dépenses publiques de 2,7 % seulement, à peine supérieure à la hausse des prix prévue. Cette progression est la plus faible depuis cinq ans. Les dépenses pour les travaux publics devraient croître nettement plus vite (+ 4,5 %), ce qui n'empêchera pas la politique budgétaire de continuer à jouer comme un frein à l'activité économique.

AL. V.

Alors que les revalorisations de prestations sont jugées insuffisantes

L'accueil des jeunes enfants talon d'Achille de la politique familiale

La France a-t-elle vraiment les moyens de ses ambitions natalistes ? Avec 170 milliards de prestations familiales par an, elle fait beaucoup mieux que soutenir le comparaison avec ses partenaires. La bonne tenue de son taux de fécondité (1,8 enfant par femme) - l'un des moins défavorables parmi les grandes nations développées - en est sans doute un des plus brillants résultats. Pourtant, la politique familiale est encore très loin de répondre aux nouveaux besoins des familles.

L'insuffisance des structures permettant l'accueil des jeunes enfants révèle de façon particulièrement nette ce déphasage, récemment mis en exergue par le Conseil économique et social. Même si la France est, avec la Belgique et le Danemark, le pays d'Europe le mieux équipé (grâce notamment au très fort taux de scolarisation en école maternelle), la prise en charge des moins de six ans continue d'apparaître comme le talon d'Achille d'une politique dont l'objectif explicite est d'encourager les naissances.

Privilegiant les prestations directement versées aux parents, les pouvoirs publics ont trop longtemps négligé l'environnement dans lequel vivent les Français. Certes, bien du chemin a été parcouru. Depuis dix ans, le nombre de places de crèches (166 000) s'est accru de 60 %, qu'il s'agisse des structures familiales ou collectives, et l'on compte 133 400 assistantes maternelles agréées. Cependant, estime la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF) qui y consacre deux milliards de francs par an, « le développement de l'accueil familial tend à se ralentir ». En effet, le rythme d'accroissement des places de crèches a légèrement faibli depuis le milieu des années 80 alors que l'on est encore loin du compte : seulement 15 % des moins de six ans bénéficient enjour-

d'hui, hors de l'école, d'équipements d'accueil et de loisirs.

Alors que les 3-6 ans sont pratiquement tous scolarisés, l'insuffisance de moyens concerne surtout 1,2 million de moins de trois ans. 750 000 d'entre eux ne peuvent être gardés par leurs parents, mais seuls 321 000 sont accueillis en crèche ou chez une assistante maternelle agréée. Les autres (429 000) ne bénéficient pas de structures reconnues et doivent s'en remettre aux grands-parents. Or, à défaut, être confiés à des nourrices non agréées travaillant « au noir » dans des conditions d'hébergement parfois folles.

Des « contrats crèches » aux « contrats enfance »

Lancés en 1983, les « contrats crèches » n'ont débouché que sur 20 000 places supplémentaires en cinq ans dans deux cents communes alors que leur objectif était cinq fois plus ambitieux. Les « contrats enfance », qui ont pris la relève, paraissent mieux adaptés. Moins rigides et plus complets (il s'agit de promouvoir l'ensemble des modes de garde), ils associent une municipalité ou un groupe de communes à la caisse locale d'allocation familiale qui prend en charge une partie des frais de fonctionnement (jusqu'à 60 % des dépenses nouvelles). Depuis 1988, ce partenariat a permis de créer 20 500 places dans des crèches et 28 000 autres dans des haltes-garderies, centres de loisirs ou ludothèques permettant l'accueil de 100 000 enfants et « la création de 40 000 emplois d'ici à 1994 ».

Le 12 décembre, le millième « contrat enfance » a été signé à Lèves, près de Chartres (Eure-et-Loir). Il permettra de doter la commune d'un « espace enfance » pouvant recevoir 58 enfants. Dans cet arrondissement, chaque jour, cinq mille personnes quittent pour aller travailler en région parisienne, la situation est particulièrement difficile, surtout dans les communes rurales. Sur l'ensemble du département, 940 enfants de moins de

trois ans sur un total de 14 000 bénéficient de structures d'accueil.

Les services de M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, ne contestent pas cette réalité mais ils assurent qu'un « véritable coup d'accélérateur » est donné depuis dix ans. « Tout ne peut pas se faire en un jour. Pour résorber le retard accumulé, il faut que les collectivités locales prennent l'initiative. Si elles veulent doubler les places de crèches, notre contribution doublera », souligne un conseiller du secrétaire d'Etat qui estime que « les allocations de service aux familles ont été pratiquement multipliées par deux en un an ». A compter du 1^{er} janvier 1992, l'emploi d'une assistante maternelle sera complété par le versement de 500 francs par mois pour un enfant de moins de trois ans et de 300 francs pour un enfant âgé de trois à six ans. Quant à l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), qui couvre les charges sociales à concurrence de 2 000 francs par mois, elle sera complétée avec les réductions d'impôt introduites pour favoriser les emplois de proximité (le Monde du 31 octobre).

Décrochage

S'ils se félicitent du succès des « contrats enfance » et ne négligent pas les nouvelles aides accordées pour le recours à des assistantes maternelles, les gestionnaires de la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF) dénoncent en revanche le niveau de revalorisation des prestations. Le 17 décembre, le conseil d'administration de la CNAF a vivement protesté contre la décision du gouvernement à propos des augmentations prévues en 1992 (1 % au 1^{er} janvier, 1,8 % au 1^{er} juillet, soit une croissance de 2,3 % en moyenne annuelle alors que celle des prix dépasse annuellement 2,8 %, également en moyenne). « Entre 1974 et 1988, les prestations familiales ont été alignées sur l'inflation. Depuis, un décrochage s'est opéré », constate M. Pierre Boursard, président (CFIC) de la CNAF. Selon l'Union nationale des associations familiales (UNAF), « une majoration de plus de 3 % serait nécessaire » pour assurer le maintien de leur pouvoir d'achat.

Ces griefs sont d'autant plus vifs que, depuis plusieurs années, les pouvoirs publics entretiennent soigneusement les excédents du régime des prestations familiales (6 milliards de francs en 1991, 11 milliards en 1992). Un moyen efficace et relativement indolore de réduire le déficit des autres composantes de la Sécurité sociale, à commencer par le plus important, celui de l'assurance-vieillesse. Or, le financement - même indirect - des dépenses de retraite fait-il vraiment partie des missions de la politique familiale ?

JEAN-MICHEL NORMAND

Selon l'OCDE

Les Pays-Bas risquent de connaître en 1992 un net ralentissement de la croissance

« Des signes de plus en plus nombreux conduisent à penser que la période d'expansion rapide et d'inflation pratiquement nulle pourrait être arrivée à son terme », écrit l'OCDE dans son étude annuelle consacrée aux Pays-Bas et publiée le lundi 30 décembre. Après une année 1991 meilleure que dans les autres pays européens, les Pays-Bas risquent de connaître en 1992 un net ralentissement de la croissance. Celle-ci pourrait ne pas dépasser 2 %. Les performances de l'économie hollandaise dépendront étroitement de la reprise internationale. Les exportations, rappelle l'OCDE, représentent environ 60 % du PIB des Pays-Bas.

Attisée par la progression rapide des coûts salariaux, l'inflation a connu une forte accélération en 1991 : + 3,7 % sur l'année contre + 2,5 % en 1990. L'OCDE prévoit un taux d'inflation de 3,5 % en 1992. Les autorités néerlandaises disposent donc d'une faible marge de manœuvre. Le lien étroit entre le mark et le florin impose le main-

tien de taux d'intérêt élevés tant qu'une détente ne sera pas intervenue en Allemagne.

Les experts de l'OCDE mettent l'accent sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques, le déficit budgétaire devant être ramené de 4,7 % du revenu national en 1991 à 4,2 % l'an prochain. Le rapport consacre un assez long développement au système de protection sociale en général et au régime d'assurance-invalidité en particulier. « Il faudrait, sans remettre en question les principes sur lesquels il est fondé, recentrer le système de protection sociale et réduire la générosité des critères d'éligibilité et des prestations », écrit l'OCDE. Le régime d'assurance-invalidité, qui concernait 900 000 personnes fin 1990 (14 % de la population active, un tiers de plus qu'en 1980), est jugé sévèrement par les experts de l'OCDE qui estiment qu'il crée de « puissantes contre-incitations au travail ».

Gilles NEUBAUER
et son équipe
vous souhaitent une bonne année 1992
en PEUGEOT

7, bd. Gouvion St-Ere 75017 PARIS ☎47.66.02.44
10, rue Cambronsky 75017 PARIS ☎42.70.67.60
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

NEUBAUER

Renault titre

VIEL & Cie
qu'ils lui
sont

Un grand événement
à la Caisse d'Allocations
Familiales (CNAF)
l'occasion de
la Journée d'Action
de la Famille



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Malgré le recul de 12 % du marché

Renault tire son épingle du jeu en Espagne

Grâce à la Clio et à la R19, la filiale française est bien placée pour bénéficier d'une reprise des ventes automobiles en Espagne, quatrième producteur d'automobiles européens. Après une année «noire», la reprise pourrait être amplifiée par la décision du gouvernement espagnol d'abaisser le taux de TVA sur les voitures particulières de 33 % à 28 %.

VALLADOLID

Depuis 1993, Renault fabrique des voitures au cœur de la province de Castille et León. Aujourd'hui, 850 véhicules sortent chaque jour de cette usine, 750 de celle de Palencia

ÉTRANGER

Le budget italien est définitivement approuvé

En Italie, avec le vote du Sénat samedi 28 décembre, le budget de l'Etat pour 1992 a été définitivement approuvé après trois mois de difficiles et parfois vives discussions.

Le budget d'antériorité que vient d'adopter le Parlement devrait constituer un tournant pour les finances publiques du pays. Pour M. Andreotti et son équipe, il va en effet permettre de commencer à combler l'énorme déficit budgétaire. Celui-ci est limité à 128 000 milliards de lires (570 milliards de francs). Le budget prévoit notamment une sorte d'amnistie fiscale pour les fraudes moyennant le paiement immédiat d'une amende, une hausse de l'impôt sur le revenu et une majoration de la part supportée par les individus pour le service sanitaire national. (AFP)

La Chine modernise son industrie textile

Cité par le journal *China Daily*, le ministre chinois du textile, M. Wu Wenying, a annoncé, vendredi 27 décembre, que le gouvernement chinois allait consacrer 1,2 milliard de dollars (6,2 milliards de francs) en 1992 pour moderniser l'industrie textile chinoise. Rappelant que cette industrie arrive en tête des bénéfices du commerce extérieur de la Chine, le ministre a précisé qu'à la suite d'un premier effort de modernisation engagé en 1990, les exportations de l'industrie textile chinoise pourraient représenter 15 milliards de dollars (77,4 milliards de francs) en 1991, soit une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente. Selon M. Wu Wenying, un quart des 30 millions de fuseaux et des 800 000 métiers de cette industrie doivent encore être remplacés ou mis hors d'usage.

à 50 kilomètres au nord de Valladolid tandis que l'unité de Séville, en Andalousie, construit des boîtes de vitesses. Renault en Espagne, c'est Fasa-Renault, Fasa pour «fabrication de automobiles», SA dont Renault détient 88 % du capital : septième entreprise espagnole, premier constructeur de la péninsule depuis 1979, la filiale du groupe français emploie 16 000 personnes et entretient un réseau de vente de plus de deux mille points.

La Clio et la Renault 19 sont les modèles les plus vendus de tout le marché automobile espagnol dont Renault détenait 18,7 % à la fin du mois d'octobre (16,9 % en 1990). M. Gérard Cassan, secrétaire général, fait remarquer que malgré les difficultés (une baisse générale des immatriculations de l'ordre de 12 %), Renault ne tire pas trop mal son épingle du jeu, puisque la baisse de ses ventes n'est que de 2,1 %. «C'est une bonne année commerciale dans un marché en régression», dit-il, cer-

tes concurrents ayant reculé de 24 %. C'est ainsi que, malgré l'effondrement du marché, le chiffre d'affaires de Fasa-Renault a légèrement progressé l'an dernier, pour se situer entre 430 et 450 milliards de pesetas (contre 430 milliards en 1990) et que les bénéfices ont atteint de 2,2 à 2,5 milliards de pesetas avant impôts alors qu'ils n'avaient été que de 1,4 milliard en 1990.

M. Cassan explique cette bonne tenue par le «phénomène Clio», une bonne réorganisation commerciale qui commence à porter ses fruits, associée à une politique de rénovation industrielle. Renault s'engageait d'avoir, à Valladolid, l'atelier de peinture le plus moderne d'Europe. L'usine de moteurs est également entièrement automatisée et permet d'en produire 1 500 par jour.

Cette modernisation a entraîné des «dégraissages». En 1987, Fasa-Renault a négocié avec les syndicats un accord, approuvé par le gouvernement, qui lui permettait de réduire

500 personnel jusqu'à 14 000 employés en 1993 alors qu'il était de 21 000. Une réduction de 7 000 hommes sur cinq ans qui apparemment se passe en douceur. Les dirigeants qui souhaitent que les autorités harmonisent le taux de TVA (IVA en Espagne) avec ceux pratiqués dans les autres pays de la CEE ont visiblement été entendus. Le gouvernement espagnol a récemment annoncé qu'il serait ramené de 33 % à 28 %.

MICHEL BOLE-RICHARD

L'Islande va se retirer de la Commission internationale baleinière. L'Islande se retirera de la Commission internationale baleinière (CIB), dont elle est membre depuis sa création en 1948. Le 30 juin prochain, a annoncé, samedi 28 décembre à Reykjavik, le ministre islandais de la pêche, M. Halldor Agnirsson.

MISSION EN CHINE DE M. FRANÇOIS CARIÈS, PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPÉENNE

Invité par la Banque de Chine, François Caries, président de la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne, s'est rendu en Chine, accompagné de Jean-Paul Dessertine, directeur général adjoint, de Kening Liu, fondé de pouvoir, et de André Daroni, président d'honneur de l'Asiatique Européenne de Commerce.

A Pékin, François Caries a eu de nombreux entretiens, notamment avec les ministres et présidents des Ministères des finances, de l'économie et du commerce extérieur (MOFERT), de la commission du Plan d'Etat, de la Bank of China, de la People's Bank of China, de la People's Construction Bank of China, de la China Council for the Promotion of International Trade et de People's Insurance Company of China.

Lors de cette mission, deux protocoles ont été signés par la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne : l'un avec People's Construction Bank of China, l'autre avec China Council for the Promotion of International Trade, afin de promouvoir et de développer la coopération entre les sociétés chinoises et françaises, notamment les petites et moyennes entreprises.

A Shanghai, François Caries a rencontré différentes personnalités de la municipalité, parmi lesquelles le secrétaire général du Parti et le président de la Banque de communication. Durant cette entrevue, le président Caries a expliqué que la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne désirait maintenir sa position traditionnelle de coopération étroite avec la municipalité de Shanghai et qu'elle souhaitait renforcer les relations commerciales avec les PME et PMI. Le président de la Banque de communication a également exprimé cette volonté.

Tenaz compte des réformes économiques en Chine, François Caries a fait plusieurs fois mention de l'aide qui pourrait être apportée en matière de privatisation des entreprises étatiques chinoises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VIEL & Cie remercie ses clients de la confiance qu'ils lui ont accordée en 1991 et remercie ses actionnaires de leur fidélité.

Dans un environnement toujours difficile pour les métiers d'intermédiation, VIEL & Cie devrait réaliser en 1991 un chiffre d'affaires de l'ordre de 145 MF et un résultat net d'environ 30 MF (après constitution d'une provision pour la participation des salariés).

Le Conseil d'Administration recommandera le maintien du dividende au même niveau qu'en 1990, soit 12 F par action (avoir fiscal compris).



TRANSPORTS

Une compagnie aérienne évite la liquidation judiciaire

La Financière Saint-Fiacre reprend EAS

PERPIGNAN

de notre correspondant

Le tribunal de commerce de Perpignan a accepté, vendredi 27 décembre, le plan de cession des actifs de la compagnie aérienne Europe Aero Service (EAS) proposé par le financier, Francis Lagarde, pour la somme de 90 millions de francs payables en neuf ans. Une semaine après l'avis favorable du Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM), le président de la Financière Saint-Fiacre (filiale du Crédit lyonnais) arrivait à Perpignan avec le soutien de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et du ministre des transports. Après le dépôt de bilan, le 16 mai dernier, par son PDG fondateur, M. Georges Masurel, la compagnie EAS évite ainsi la liquidation judiciaire.

Si le repreneur garantit l'emploi pour 443 salariés sur les deux sites où est implantée l'entreprise (Perpignan et Orly), le plan prévoit

toutefois 75 licenciements liés à la disparition de 44 postes de travail. L'activité pourrait reprendre dès le début janvier avec une flotte de sept Boeing, d'autant que M. Francis Lagarde a obtenu 14 000 heures de vol concédées pour 1992 par Air France.

M. Georges Masurel avait dénoncé l'an dernier la situation dominante de la compagnie nationale *Le Monde* du 18 mai 1991 qui avait réduit, à l'époque de la guerre du Golfe, ses heures de vol en sous-traitance. Après l'audience du 27 décembre, M. Masurel a décidé de déposer un recours à Bruxelles pour «abus de position dominante de la part du groupe Air France».

Le nouveau capital social d'EAS se répartit ainsi : 35 % minimum à la Financière Saint-Fiacre, 30 % pour la SASMAT de la holding TAT (Touaine Air Transport) et 15 % à d'autres actionnaires.

JEAN-CLAUDE MARRE

CARNET DU Monde

Décès

M^{me} Denise Brabant, son épouse, Jeanne Canope, née Brabant, sa fille aînée, Pierre et Jacques, ses fils, Et leurs familles, Emmanuelle, Frédérique, Mireille, Isabelle et Caroline Canope, Fabienne, Anne et Serge Brabant, Ses arrière-petits-enfants Jessica, Stéphanie, Ivan et Anouck, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRABANT, inspecteur (retraité) de la Mutualité sociale agricole de Rodez (Aveyron),

survenu le 29 décembre 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe de funérailles aura lieu le mardi 31 décembre, à 14 heures, en l'église du Sacré-Cœur de Rodez.

Inhumation au cimetière de Rodez.

Cet avis tient lieu de faire part.

9, rue du Gaz, 12000 Rodez. Tél. : 65-67-14-96.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-23-94
Tarif : à la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Communicat. diverses : 95 F

René et Yvette Ensaïem, Marinon Castille et sa fille Aude, Jacques Ensaïem, Madita Coque et ses enfants Céline, Sébastien, Michel Ensaïem et Zouza Korosi et leurs enfants Gilles et Alice, Marc Ensaïem, Pierre et Nicole Kallon, ses frère et belle-sœur, ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces, ses cousins et cousines, ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 27 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans, après une longue maladie, de

Gabriel EMSALEM,

et souhaitent associer à son souvenir celui de son épouse.

Enriqueta GALLEGO,

décédée le 5 février 1988.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 30 décembre, à 15 h 45, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

82, boulevard Soult, 75012 Paris.

M^{me} Renée Patte, née Geneviève Gallier d'Aurillac, Marie-Christine et Udo Wagner, Edouard, Rudolf, Elizabeth, dans le souvenir de

Marie-Caroline,

tragiquement disparue le 24 mai 1986, à l'âge de vingt et un ans.

Michel Patte, Frédéric et Emmanuelle, Dominique et Roland Patte, Pierre-Fabien et Anne-Sophie, Marie-Véronique et Guy Somama, Mathilde et Judith, ont la douleur de faire part du décès de

René PATTE,

dit Christian SELVA, artiste lyrique, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant,

survenu à Amiens, le 19 décembre 1991, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

4, rue Martin-Bleu-Dieu, 80000 Amiens.

Le conseil d'administration et le personnel de SEURECA, ont la tristesse de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Bernard LEROUX,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 20 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe commémorative sera célébrée le vendredi 10 janvier 1992, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, Paris-5^e.

Ni fleurs ni couronnes.

6, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris.

Nous apprenons la mort de

Jeanne GAUDRON,

décédée le 23 décembre 1991, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 31 décembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, 5, rue de Belzunce, Paris-10^e.

Jeanne Gaudron avait collaboré régulièrement au *Monde* durant dix années en qualité de pigiste au service sténographique du soir. Ses

grandes qualités professionnelles l'amenant à faire partie intégrante de l'équipe à partir de 1977. Petite, mince, délicate, sa voix suave, parlait bas, lui avait valu un grand honneur et sa profonde gentillesse. La maladie l'avait tragiquement frappé et sa santé avait été dévastée. Elle nous quitte regrettablement trop tôt. Elle nous laisse une œuvre et une direction du *Monde* présente à ses proches ses plus vives condoléances.

— Lyon.

M^{me} Jeanne Sohier, M^{me} Françoise Sohier, M^{me} Martine Adamowicz, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Roger SOHIER,

survenu à Lyon, le 22 décembre 1991.

L'enterrement a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

Ceux qui souhaitent honorer sa mémoire peuvent adresser un don au Centre international de recherche sur le cancer.

M^{me} veuve Claudine Bardier-Guernet, née Uzan,

M^{me} Vera-Jacqueline Mirabail, née Uzan,

Michelle Uzan et son époux, Hugues Aubin, Pierre et Jacqueline Uzan, leurs enfants, et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne UZAN, née ROTH, veuve de

M^{me} Emilie UZAN, avocate à la cour,

survenu le 27 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 31 décembre, à 10 h 15, au cimetière des Batignolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

253, boulevard Raspail, 75014 Paris.

M. André Watine-Zarobe, son épouse,

M. et M^{me} Manuel de Zarobe-Watine, leurs enfants et petits-enfants, M. (T) et M^{me} Georges Caulliez-Watine, ses enfants et petits-enfants, M. Gilbert Watine (T), M. Daniel Watine, M. et M^{me} de Guzman-Watine et leurs enfants, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Toute la famille,

M^{me} Anne-Marie Terlin, son amie, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} André WATINE, née Brigitte du Brusle de Rouvray,

survenu à Tournai, le 28 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Mont-Saint-Aubert (Belgique), le jeudi 2 janvier, à 11 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7542 Mont-Saint-Aubert (Belgique) rue de la Cure, 17 A.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

[illegible]

Cours relevés à 10 h 12

36-15
LE MONDE

27/12

COURSES

Hors-cote

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
enseignements :
10 62 72 67

Ce Monde-RTL
CONTRE-PANES
1948-1949 RTL

AGENDA

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition)

LES VŒUX DU PRÉSIDENT.

Cartouchette, Théâtre de l'Aquarium (43-74-99-81). Jeudi, vendredi, samedi (dern.), à 20 h 30 (25).

SANS RANCUNE. Enghien,

Théâtre du Hall-Garnier (34-12-85-88). Jeudi, vendredi, samedi, lundi, mardi (dern.), 20 h 30; dim. 15 h 30 (26).

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre. 20 h 30 (lun., ven., sam., mar.), dim. 17 h 30.

LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHI-THÉÂTRE PABLO-PICASSO) (46-30-45-29). L'École des femmes. 21 h (ven., sam., mar. dernier), dim. 17 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). Scènes de ménage. 20 h 30 (ven., sam. dernier).

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-DUMAS) (46-30-07-07). La Persienne. 20 h 30 (lun., ven., sam., mar. dernier), dim. 17 h.

SAINT-MAUR (THÉÂTRE RENO-POINT-LIBERTÉ) (46-69-99-10). Remue-ménages. 21 h (ven., sam., dim. 15 h).

CINÉMA

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-79-37-29)

LUNOI

Homage à la Warner Bros. Hélène de Troie (1958, v.o., s.t.), de Robert Wise, 14 h 30; Un éléphant, 1970, v.o., s.t.), de Robert Mulligan, 17 h 30; Le Sergent noir (1960, v.o., s.t.), de John Ford, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A., v.o.): UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-36-63-33); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); Les Trois Batailles, 6 (45-81-10-80); Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20); AMERICA, TERRA INCOGNITA (Indépendant, v.o.): L'Espresso, 1 (42-78-47-88); L'AMOUR AVEC DES GANTS (Fr., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-66-00).

L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr., Can.): Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

LES ARCANDES (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Blaritz, 8 (45-74-94-94); UGC Gobelin, 13 (45-81-94-94).

ATLANTIS (Fr.): Gaumont Parnasse, 14 (43-26-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-88).

BARTON FINK (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20); Studio 28, 18 (46-06-38-07).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Les Trois Batailles, 6 (45-81-10-80); Les Trois Batailles, 6 (45-81-10-80); Les Trois Batailles, 6 (45-81-10-80).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS (A., v.o.): UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); v.l.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Blaritz, 8 (45-74-94-94); UGC Gobelin, 13 (45-81-94-94).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.): Cinoche, 6 (48-33-10-82).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.): UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).

PARIS EN VISITES

MARDI 31 DÉCEMBRE

Munch et la France, 10 h 10, devant l'entrée de l'exposition, quai Anatole-France (C. Merle).

Le nouveau siège du journal l'Humanité à Saint-Denis (limité à 30 personnes), 14 h 45, sortie métro Saint-Denis-Bastille.

La maison-musée de Victor Hugo (limité à 30 personnes), 15 heures, 8, place des Vosges (Monuments historiques).

La mosquée, les rites de l'islam, 14 h 45, place du Palais-de-Justice (Tourisme culturel).

Les Invalides: du tombeau de Napoléon à la crypte des gouverneurs impériaux au public, 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).

Montmartre, une butte sacrée, un

CLOSE UP (français, v.o.): Utopia, 6 (43-28-84-88).

LES COMMITSMENTS (français, v.o.):

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); George V, 8 (45-62-41-48).

CONTRE L'OURS (Fr.): Pathé Haute-

feuille, 6 (48-33-79-38).

CROC-BLANC (A., v.o.): Publicis

Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

v.l.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52);

Cinoche, 6 (46-33-10-82); Publicis

Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

Les Montparnasse, 14 (43-27-84-58);

Saint-Lambert, 15 (46-32-81-68).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE

(Brit., v.l.): Le Berry Zebra, 11 (43-57-81-58); Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.):

Les Trois Batailles, 6 (45-81-10-80);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg,

4 (42-71-82-38).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.): Uto-

pia, 6 (43-28-84-88).

DIVERTIMENTO, LA BELLE NOI-

SEUSE (Fr.): Gaumont Parnasse, 14

(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-

Pol., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); Reflet Média Logos

salle Louis-Jouvet, 6 (43-54-42-34).

ÉPOUSES ET CONJUGES (Fr.-Can.,

v.o.): La Pagode, 7 (47-06-12-15);

Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).

EUROPA (Dan.-Su., v.o.): Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-82-38); UGC Danton,

6 (42-25-10-30); UGC Opéra, 9 (45-74-98-40).

FIÉRO... L'ÉTÉ DES SECRETS (Can.)

(Can.): Latina, 4 (42-78-47-88).

FIEVEL AU FAR WEST (A., v.l.): Gau-

mont Les Halles, 1 (40-26-12-12);

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33);

v.l.: La Pagode, 7 (47-06-12-15);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: UGC Opéra, 9 (46-74-98-40);

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20);

Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-58);

v.l.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82);

Grand Pavois, 15 (45-64-46-88).

LUCKY LUKE (A., v.l.): Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-98-40); UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67);

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58);

UGC Gobelin, 13 (45-81-94-94);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

v.l.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31);

LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82);

Grand Pavois, 15 (45-64-46-88).

LUCKY LUKE (A., v.l.): Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-98-40); UGC Normandie, 8 (45-63-15-18);

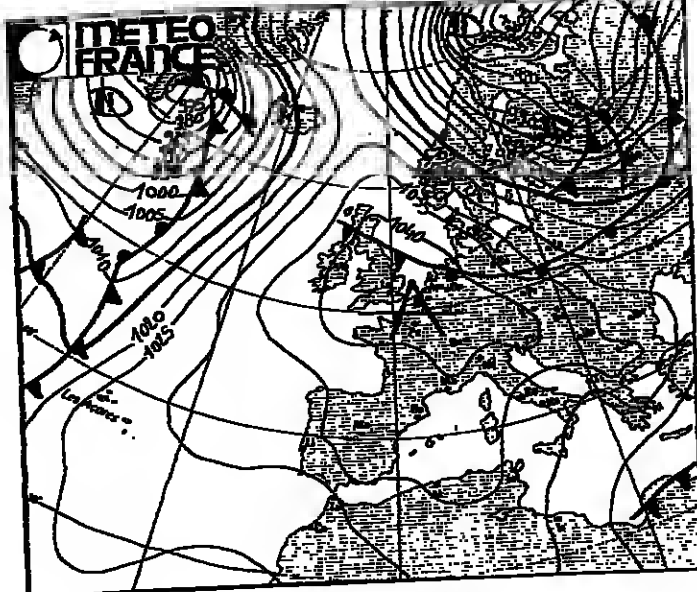
v.l.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67);

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58);

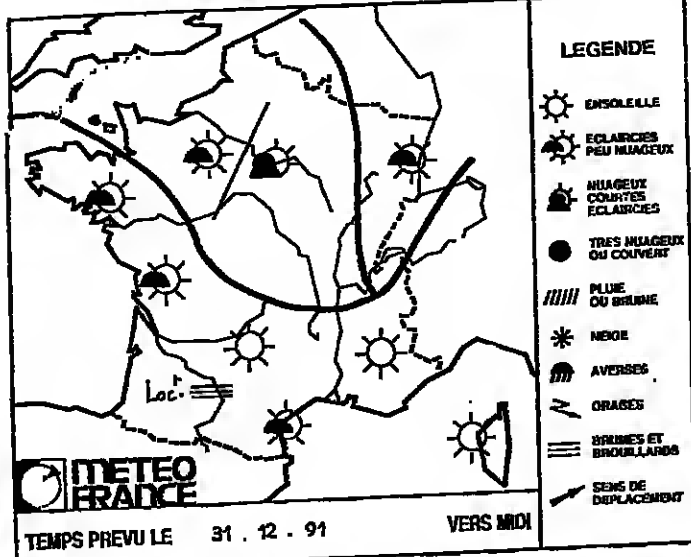
1500

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 31 DÉCEMBRE 1991



Mardi : brouillards le matin, soleil l'après-midi. Le matin, des nuages bas et des brouillards, souvent épais, recouvriront de nombreuses régions. Ils pourront être dissipés, partiellement sur le littoral, dans la vallée de la Garonne, de la Loire et de l'Alsace. Dans la matinée, ces brouillards se dissipent, et l'après-midi sera partiellement ensoleillé. Le ponton méditerranéen et les régions de montagne ne seront pas touchés par ces brouillards, ce qui permettra au soleil de briller dès le matin.

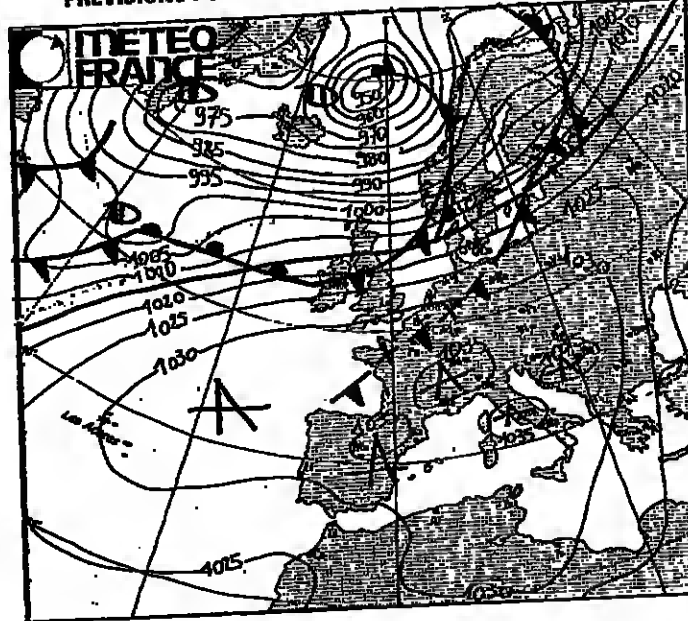
de celles de ces jours derniers : les gelées matinales, comprises entre -1 et -8 degrés, n'empêcheront que le Nord, la Picardie, le Bassin parisien, le Champagne et la Lorraine, ainsi que les régions littorales, où le thermomètre indiquera 1 à 3 degrés.

Les maximales seront de saison, généralement comprises entre 3 et 7 degrés, sauf sur les côtes et au pied des Pyrénées, où elles atteindront 8 à 11 degrés.

Le vent sera partout faible ou modéré, venant de l'est ou du sud-est.

Les températures resteront voisines

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JANVIER 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 30-12-91

FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	13	0	D	ALGER	15	1	D
ANGERS	8	-2	N	AMSTERDAM	7	5	C
BORDEAUX	4	-4	D	ATHÈNES	7	6	P
BREST	8	0	C	BANGKOK	22	18	N
CANNES	12	1	C	BARCELONE	13	9	D
CHERBOURG	10	1	C	BELGRADE	2	-4	N
CLEMONTE-FE	4	-6	D	BERLIN	5	3	C
DJENNA	6	-5	D	BRUXELLES	7	5	C
GENÈVE	7	1	C	COPENHAGUE	8	4	D
LILLE	7	1	C	DARJA	26	22	C
LONDRES	10	0	D	DELHI	18	10	D
LYON	4	-2	D	DJENNA	14	10	N
MARSEILLE	14	0	C	GENÈVE	10	7	P
NANTES	7	0	D	HONGKONG	10	7	P
NICE	14	5	D	ISTANBUL	4	-1	P
PARIS-MONT	8	-4	D	LE CAIRE	15	10	D
PAU	9	-4	D	JERUSALEM	3	-1	D
PERPIGNAN	9	-1	C	LONDRES	8	5	C
RENNES	8	-1	D				
STRASBOURG	8	-3	C				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

IMAGES

Une campagne Bush

L'est pour un président des États-Unis de son métier. George Bush, quand il n'a pas une guerre dans le Golfe ou une paix à l'est, fait de la pub. De la vraie publicité commerciale à la télévision, des petits spots pour promouvoir le tourisme en son pays.

La séquence choisie commençait par un gros plan de George Bush. Il était tout guilleret, le président, tout souriant de toutes ses dents, façon oncle d'Amérique ou vendeur de Buick. Il était exactement comme tous les acteurs de ces films publicitaires de la télévision américaine. Il pointait le doigt du bon sens, façon « Vous, là, oui, vous, là, écoutez-moi », pour faire passer le contenu du message totalement pragmatique et définitivement optimiste.

George Bush, dont on suppose qu'il ne touche pas de cachet pour cette contribution majeure à l'effort de guerre touristique, fit donc le grand éloge fourre-tout de son pays. Et voir un président des États-Unis en exercice vanter, on cite, « le sable, les plages, les montagnes, les vaches, les gens sympas, le jazz authentique, le neige, l'histoire, les grands espaces, le melting-pot », était proprement ahurissant.

Les agences de publicité parfoi s'achèment à trouver les sosies des gens célèbres ou des grands de ce monde pour un spot parodique. Là, l'office du tourisme de la Maison Blanche n'aura eu qu'à frapper à la bonne porte. Le président, poussant son devoir de représentation à son extrême, accepta de se jouer lui-même. « Vous savez, c'est très typique ici, venez voir, jo vous attendez, nous vous attendons. »

Bien évidemment, George Bush, avec ce rôle pionnier où il faisait fausement penser à son prédécesseur, ouvre des perspectives radieuses. Toutes les agences de publicité peuvent rêver désormais. A chacun sa campagne, selon ses moyens : l'Allemagne, si bellement réunifiée, l'URSS, si magnifiquement dépeçée, la Grande-Bretagne, si splendidement isolée, l'Espagne, si royalement universelle. Et, bien évidemment, la France tranquille, si forcément tranquille.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 30 décembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
20.45 Téléfilm : La Dame de Berlin. De Pierre Boutron, avec Robin Renucci, Guillaume Bouché.	20.35 Cinéma : Batman. ■■ Film américain de Tim Burton (1989).	20.00 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe. Voltaire, de Franco Gwy et Léo Schoderhol.
23.50 Documentaire : Histoires naturelles	22.35 Flash d'informations.	21.00 Cinéma : Noces blanches. □ Film français de Jean-Claude Brisseau (1989).
	22.41 Le Journal du cinéma.	22.30 Cinéma : Paris qui dort. ■■ Film français de René Clair (1923).
	22.46 Cinéma : Germinal. ■■ Film franco-hongrois d'Yves Allégret (1963).	23.10 Magazine : Cinéma de poche.
	LA 5	FRANCE-CULTURE
	20.25 Rallye : Paris-La Cap.	20.00 Musique : Le Rythme et la Raison.
	20.40 Météo.	20.30 Quels équipements culturels pour demain ?
	20.45 Téléfilm : La Malédiction de l'opale.	21.30 Avignon 91. Oul pie po rouge, fragments. Mise en scène de Guy Caumont.
	22.25 Rallye : Paris-La Cap.	FRANCE-MUSIQUE
	22.55 Cinéma : Ouragan sur le Caire. ■■ Film américain d'Edward Dmytryk (1954).	20.30 Concert (donné le 28 juin lors du Festival de Lüdwigshagen) : Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur Hob. XIV/26, de Haydn ; Katarakt 1981 pour trio avec piano, de Flügler ; Trio pour piano, de Scherzo, Allegretto, de Reger, par le Trio Abend (Bruno Canino, piano ; Sachko Savariloff, violon ; Siegfried Palm, violoncelle).
	M 6	
	20.40 Cinéma : Greystoke. ■■ Film britannique de Hugh Hudson (1984).	
	22.55 Série : L'Heure du crime.	
	23.45 Magazine : Culture pub.	

BEST OF NULLE PART AILLEURS
A 19H30 EN CLAIR.
1991
Ce sera, Antoinette de Coignes regardant Martellu Martellu...
et Jeanne Martellu, Karl Zéro
fait du film, qu'il est à l'œuvre de l'œuvre.

Mardi 31 décembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
20.00 Vœux du président de la République.	19.30 Ça cartoon.	0.30 Divertissement Bernard Mebille
20.05 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	18.50 Le Top.	One-man-show enregistré à l'Espace européen en août 1990.
20.45 Théâtre : D'Artagnan.	19.30 Flash d'informations.	1.25 Journal de la nuit.
20.45 Théâtre : Jérôme Savary et Jean-Loup Dadois, mise en scène de Jérôme Savary.	20.32 Les Fables géométriques.	M 6
23.10 Variétés : Re-Boom.	20.36 Spectacles : Sirella.	20.00 Vœux du président de la République.
	21.55 Flash d'informations.	20.05 Série : Cosby Show.
	22.00 Cinéma : Drôle de frimousse. ■■ Film américain de Stanley Donen (1956).	20.40 Téléfilm : Lassie, aventures à Cap Kennedy.
	23.40 Documentaire : Dansons comme des fous à Hollywood.	21.50 Variétés : Surprise parties.
	0.35 Clip des vœux de l'équipe de Canal+ (et à 2.50, 5.55).	LA SEPT
	0.40 Magazine : L'CEI du cyclone.	18.45 Documentaire : Por Primera Vez.
		18.55 Cinéma d'animation : L'œil entend l'oreille voit.
		19.55 Cinéma d'animation : Des chats.
		20.00 Documentaire : Nijinski.
		21.10 Opéra : Così fan tutte. Opéra en deux actes de Mozart, mise en scène de Peter Sellers, avec Susan Larson, Janice Feltz, Frank Kelley.
		FRANCE-CULTURE
		20.00 Musique : Le Rythme et la Raison.
		L'idée musicale. 2. L'idée musicale à partir de Beethoven.
		20.30 Trois, deux, un... d'opéra.
		Les métamorphoses de l'Opéra de quatuor, par André Heinrich et Claude Giovannetti.
		FRANCE-MUSIQUE
		20.00 Vœux du président de la République.
		20.45 Concert (en direct de l'Opéra de Berlin) : Symphonie n° 9 en ré mineur op. 125 avec le chœur final interprété l'Orchestra de la Schiller, de Beethoven, par le Chœur de l'Opéra de Berlin et l'Orchestra de la Staatskapelle de Berlin, dir. Daniel Barenboim.
		23.15 Poussières d'étoiles. Film ciel-Studio 116. Répertoire.

SPECIAL CA CARTOON
A 19H30 EN CLAIR.
1991
Les films d'animation de l'année 1991.
et enregistrent les émissions de Canal+ à l'heure de l'année.

Selon un groupe de chercheurs britanniques

L'Acyclovir aurait des effets positifs dans le traitement du sida

Selon le *Sunday Times* du 29 décembre et le *Times* du 30 décembre, une équipe de chercheurs britanniques, aurait découvert que l'Acyclovir, médicament prescrit aux malades atteints d'herpès et de zona, et la propriété, associée à d'autres, de diminuer le taux de mortalité chez les patients victimes du virus du sida.

LONDRES

de notre correspondant

Près de trois cents malades atteints du virus HIV ont été traités à l'Acyclovir, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Australie, et le succès a été tel, semble-t-il, qu'on a décidé de faire bénéficier du traitement les malades qui, pour les besoins de l'expérimentation (théoriquement établie sur trois ans), ne prenaient pas le médicament.

Le *Times*, qui donne des détails sur cette découverte, rapporte les propos du docteur Griffiths, professeur de virologie au Royal Free Hospital de Londres, l'un des auteurs du programme destiné à tester l'Acyclovir, pour qui il s'agit d'une première pas vers une ère nouvelle du traitement du sida. Si les premiers résultats se confirment, cette découverte pourrait se révéler aussi importante que celle, il y a cinq ans, de l'AZT, le seul médicament antiviral qui, jusqu'à présent, est utilisé et reconnu dans le monde entier pour freiner les pro-

grès de la maladie. Les traitements à base d'AZT (ou azidothymidine) et d'Acyclovir - deux médicaments produits par la société britannique Wellcome - ont, tous les deux, des effets bénéfiques sur les malades.

Et leur conjonction attaquait, en quelque sorte, le virus sur deux fronts. Selon les tests réalisés, 20 % des patients ayant reçu le seul traitement AZT sont morts sur une période d'un an, alors que 10 % seulement des malades ayant reçu les deux médicaments à la fois sont décédés.

Comment expliquer l'efficacité de ce traitement ? Le cytomégalo-virus (CMV), qui est un type de virus de l'herpès, activerait le système immunitaire, et, par là-même, le virus du sida lorsque celui-ci est encore au stade latent dans l'organisme. Selon le docteur Jean-Claude Chermann, codécouvreur du virus HIV, l'Acyclovir, « en empêchant la stimulation du système immunitaire, bloquerait en même temps le virus du sida ».

L'Acyclovir, contrairement à l'AZT, est un médicament « doux », qui entraîne peu d'effets secondaires. Le coût du traitement par ce médicament est estimé à environ 5 000 livres (50 000 francs) par an. Le docteur Brian Gazzard, coordinateur médical pour le traitement du sida à l'hôpital de Westminster, prend cependant soin de souligner que cette découverte s'inscrit dans le cadre des progrès réalisés pour lutter contre le sida, mais qu'elle ne constitue pas un remède en soi contre le virus.

LAURENT ZECCHINI

L'Italie déclare la guerre au tabac

Alors que le gouvernement français peine à rédiger la loi d'application de la loi anti-tabac de janvier 1991 (*Le Monde* daté 29-30 décembre), le gouvernement italien a adopté, samedi 28 décembre, un projet de loi tendant à l'interdiction de fumer à tous les lieux publics : hôpitaux, écoles, universités, lieux de réunion pour personnes du troisième âge et pour adolescents, salons d'exposition, salles de bal, cinémas, musées et restaurants. L'interdiction, partielle jusqu'à présent dans les moyens de transports,

devient totale sur les lignes aériennes nationales, ainsi que dans les trains.

Les contrevenants seront punis d'amendes allant jusqu'à 200 000 lire (environ 900 francs). Le peine sera plus sévère encore pour ceux qui ne feront pas respecter la loi dans leurs locaux (5 millions de lire, soit environ 22 000 francs). Seule consolation pour les fumeurs, le projet prévoit l'aménagement de « zones franches », grâce à l'installation de climatiseurs, ventilateurs et appareils neutralisant la fumée. — (AFP)

SOMMAIRE

ÉTRANGER

Algérie : le FIS se dit prêt à « cohabiter » avec le président Chédist à certaines conditions... 3
M. Eltsine a signé avec l'Arménie le premier accord entre États indépendants... 4
L'ex-URSS conduirait à fabriquer des armes nucléaires... 4
Géorgie : le président Gémekhoridze semble de plus en plus isolé... 4
L'affaire serbe s'intensifie en Croatie... 5
Birmanie : le ténor avec le Bangladesh illustre l'isolement de la junte... 6

POLITIQUE

Un entretien avec M. Edmond Siméoni, tête de liste de l'Union nationaliste pour les élections territoriales en Corse... 6

SOCIÉTÉ

La Lorraine submergée par les déchets allemands... 7
A la suite des opérations de régularisation, sept mille déboutés du droit d'asile sont admis à rester en France... 7

SPORTS

Déconvenues libyennes ou raid-marathon Paris-Syrie-Le Cap... 8
Les résultats du week-end... 8
Echecs : Anand bat Kasparov au tournoi de Reggio Emilia... 8

CULTURE

Avis de vent frais sur la Cinéma-thèque... 13

Jacqueline Maillon joue « Pique montée », de Pierre Palmade... 13
Une nouvelle création et beaucoup de projets pour le chorégraphe Roland Petit... 13

ÉCONOMIE

Les États-Unis dénoncent le protectionnisme japonais... 14
La banque centrale du Japon abaisse ses taux d'escompte... 14
Net ralentissement de la croissance aux Pays-Bas en 1992... 14
Renault tire son épingle du jeu en Espagne... 15

COMMUNICATION

L'Italie met de l'ordre dans ses télévisions... 16

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers en 1991 : sinistrose... 9 à 12

Services

Abonnements... 11
Camel... 15
Loto... 8
Marchés financiers... 16-17
Météorologie... 19
Météo croisée... 13
Ouverts et fermés... 16
Radio-télévision... 19
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 décembre 1991 a été tiré à 490 386 exemplaires.

Après deux ans de négociations

La France et l'Iran ont signé l'accord apurant leurs contentieux financiers

La France et l'Iran ont signé, dimanche 29 décembre à Téhéran, l'accord mettant un point final aux contentieux financiers qui les opposaient depuis près de douze ans. Mais un nouvel obstacle est apparu après l'annonce, lundi dernier en Suisse, d'un iranien recherché dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat en France de Chapour Bakhtiar.

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, arrivé samedi soir à Téhéran, a signé cet accord global avec le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, avec lequel il l'avait négocié depuis deux ans.

Le Quai d'Orsay a confirmé la signature de l'accord tout en invoquant une entente avec l'Iran pour ne pas en révéler la teneur. Mais Radio-Téhéran a affirmé que Paris verserait 550 millions de dollars à l'Iran dans les quarante-huit heures, ainsi que trois fois 150 millions de dollars au cours de l'année prochaine, soit un total de 1 milliard de dollars (5,15 milliards de francs). La radio d'Iran ne s'est pas fait état de l'accord de dédommagement des entreprises françaises qui devait aussi être signé.

Avant la signature, M. Scheer avait rencontré le chef de la diplomatie iranienne, Ali Akbar Velayati. Selon Radio-Téhéran, il a « exprimé sa satisfaction face à la tournure des discussions visant à lever les obstacles et à développer les relations » entre les deux pays. Toujours selon la radio, il a souhaité qu'après règlement de ces contentieux financiers une nouvelle phase pourrait débuter dans les relations entre les deux pays.

Pourtant, Paris est confronté à

un autre problème qui pourrait expliquer ce que ne soit pas le ministre, M. Roland Dumas, qui ait fait le voyage de Téhéran, même si cette visite reste officiellement prévue à une date ultérieure : lundi dernier, un iranien a été arrêté en Suisse.

Il s'agit de M. Zeyar Sarhadi, contre lequel la France avait lancé un mandat d'arrêt après l'assassinat du chah, Chapour Bakhtiar.

Le différend irano-suisse s'est encore envenimé dimanche, avec la confiscation du passeport diplomatique d'une Suissesse à Téhéran et la fermeture en représailles de l'ambassade helvétique.

Or Paris a jusqu'au 10 janvier pour réclamer l'extradition de M. Sarhadi. Ce nouveau développement de l'affaire Bakhtiar risque de retarder encore une véritable normalisation. — (AP)

Un règlement « global »

L'Iran et la France ont tourné d'un coup la page des contentieux financiers qui les opposaient depuis l'avènement de la République islamique, avec la signature à Téhéran d'un accord de règlement global. Ce texte en 16 points et 20 pages prévoit, « au total », selon Téhéran, le remboursement à l'Iran par la France d'environ 1 milliard de dollars. Aucune indication n'est en revanche fournie sur les dédommagements des entreprises françaises victimes de la révolution islamique.

Les contentieux franco-iraniens portaient d'une part sur le reliquat (630 millions de francs) déjà payé en 1986 et 1987 et les intérêts du milliard de dollars prêtés en 1974 par l'Iran du chah au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour financer la construction — par le consortium européen Eurodif — d'une usine d'enrichissement d'uranium. Un projet abandonné suite à la révolution islamique de 1979.

Les contentieux d'autre part le dédommagement du préjudice subi par cinq grandes entreprises françaises en raison de la rupture, par la République islamique, au tout début des années 80, de contrats conclus avec le régime

du chah. On précisait de source autorisée que la somme obtenue par les industriels français serait nettement inférieure aux 6 milliards de francs initialement réclamés mais qu'elle serait néanmoins « fort satisfaisante ». On ajoute qu'il s'agit d'un « mémorandum avec mention secrète » ou d'un « arrangement » qui ne « nécessiterait pas l'accord du Parlement français ».

Après la désignation de M. Scheer et Vaezi comme négociateurs directs en septembre 1989, les nouvelles discussions avaient abouti à un accord de principe qui devait être finalisé lors de la visite de M. Vaezi à Paris en juillet dernier. Il ne s'agissait plus qu'à « mettre en musique », selon l'expression d'un diplomate, les termes de l'accord global, ce qui fut fait le 26 octobre 1991. Dans l'intervalle, le désaccord s'était « élargi » par l'Iran de recouvrer de l'uranium avait retardé la signature du document final. A ce propos, on fait observer à Paris que l'Iran ne peut plus faire valoir les accords passés à ce sujet, car ils sont désormais caducs. Téhéran n'ayant pas jugé bon de les proroger lors de leur expiration en janvier 1987.

A Beyrouth

Un attentat à la voiture piégée a fait au moins quinze morts

BEYROUTH

de notre correspondant

Un attentat à la voiture piégée à Basta, quartier populaire musulman de Beyrouth-Ouest, a fait au moins quinze morts et cinquante blessés, lundi matin 30 décembre. Le bilan des victimes est encore provisoire et confus : l'agitation et l'émotion qui ont suivi l'explosion sont d'autant plus grandes que la capitale libanaise ne connaissait à peu près plus ce genre d'attentats, courants dans les années 80.

Le 8 novembre dernier, il est vrai, une voiture piégée avait détruit un bâtiment de l'université américaine de Beyrouth ; mais il avait été perpétré en pleine nuit, sur un campus désert et n'avait fait, en conséquence, « que » deux morts. Son objectif était manifeste... de perturber la politique américaine au Proche-Orient à l'occasion de la célébration de Madrid. Il faut remonter au 5 septembre 1989 pour retrouver un attentat purement terroriste, dont le seul but soit de semer la mort et la panique. Ce jour-là, deux personnes avaient été tuées et neuf blessées au Rond-point de Miflatis, en secteur chrétien.

La Syrie — dont l'autorité est ainsi directement et gravement déstabilisée — d'autant plus que l'attentat s'est produit dans le secteur musulman où son armée est déployée alors qu'elle ne l'est pas en secteur chrétien — ne pouvant être mise en cause, c'est Israël qui est spontanément soupçonné de vouloir ainsi torpiller la paix syrienne au Liban. Mais aucun élément de preuve ne peut, aujourd'hui, être avancé à l'appui de cette accusation.

LUCIEN GEORGE

■ ISRAËL : démission du ministre de l'Agriculture. — Le ministre israélien de l'Agriculture, M. Raphaël Eytan, qui est aussi le chef du mouvement ultra-nationaliste Tzomet (deux députés), a officiellement fait part, dimanche 29 décembre, à M. Itzhak Shamir de sa volonté de démissionner, à la suite du vote du comité central du Likoud contre l'élection du premier ministre au suffrage universel.

Réunie à Damas

L'opposition irakienne n'est pas parvenue à établir un plan pour renverser M. Saddam Hussein

L'opposition irakienne, réunie à Damas, a échoué dans sa tentative d'établir un plan pour renverser le président Saddam Hussein, en raison notamment des réticences de la Syrie et de l'absence des partis kurdes, a-t-on appris samedi 28 décembre dans la capitale syrienne.

Le président de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique en Irak (ASRI), Fayzallah Mohammed Bagher Hakim, a quitté vendredi Damas à l'issue d'un séjour d'une semaine, sans parvenir à convaincre ses partenaires de l'opposition de soutenir son projet de renverser M. Saddam Hussein. L'absence d'une délégation officielle du Front du Kurdistan irakien, qui réunit huit groupes d'opposition, a pesé sur les discussions. De son côté,

la Syrie « ne s'est pas montrée vraiment enthousiaste » quant au projet de renversement de M. Saddam Hussein « élaboré par Téhéran et Riyad et parrainé par les États-Unis et la Grande-Bretagne », a ajouté un opposant.

Selon lui, le président Hafez El Assad « estime, et l'a souvent répété, que le sort de l'Irak dépend du peuple de ce pays, qui décidera des moyens adéquats pour ce faire, et non pas des forces étrangères ». La Syrie, a ajouté cet opposant, « a émis des réserves » sur ce projet, dont l'application « aurait mis son voisin, durant de longues années, sous une tutelle occidentale, quoique indirecte, alors que la Syrie s'oppose à toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak ». — (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 décembre

La hausse reprend

Stopé à la veille du week-end, le mouvement de hausse a repris lundi à la Bourse de Paris. Mais d'abord bien marqué (+ 0,57 %), il est ensuite devenu plus irrégulier. Le tonus de Wall Street passé vendredi dernier au-dessus de la barre des 3 100 points encourage visiblement le marché français à monter.

ALLIGATORS
LE CLUB DE JAZZ
Au pied de la tour Montparnasse
LA SAINT-SYLVESTRE
Réveillon 750 F
Toute la nuit
Danse avec 14 musiciens
23, av. du Maine (15^e)
Réserv. 42-84-11-27

A partir du 7 janvier

10 kilomètres supplémentaires d'axes rouges à Paris

Le mardi 7 janvier, les automobilistes circulant dans Paris ne pourront plus ni stationner ni même s'arrêter sur 10 kilomètres de voies supplémentaires, classées « axes rouges ». Seuls les arrêts pour livraison seront autorisés entre 20 h 30 et 13 heures.

Ces nouveaux axes rouges concernent essentiellement trois itinéraires : Hôtel de Ville-gare de Lyon (quai des Célestins, quai de l'Hôtel-de-Ville, quai de la Rapée, quai Henri-IV, boulevard Morland), Bastille-gare de l'Est (boulevard Beaumarchais et boulevard Magenta) et la sortie nord-ouest de Paris (avenue de Clichy, avenue de Saint-Ouen).

Quelque 27 kilomètres d'axes rouges avaient déjà été mis en service en septembre 1990. L'expérience s'étant révélée concluante — la fluidité du trafic s'est améliorée de 15 % sur les voies ainsi libérées — la mairie étend le dispositif.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

LES TRÉSORS CACHÉS DE VOTRE TRAITEMENT DE TEXTE

Trier, lister, chercher, corriger, compiler, indexer, classer, calculer SVM vous dévoile tous les trésors des logiciels de traitement de texte pour bien commencer l'année.

3 AVANT-PREMIÈRES POUR WINDOWS :

Word 2.0, Wordperfect 5.1, Ami pro 2.0

P. KAHN : Le N°1 de Borland qui monte, qui monte...

COMPARATIF : 4 correcteurs grammaticaux à l'épreuve

TÉLÉCHARGEMENT 3615 SVM ou 36.25.01.58
5.000 LOGICIELS EN LIBRE SERVICE